|  |
| --- |
| Paul DEJEAN [1931-2005]  prêtre, enseignant, ministre,  militant des Droits de l'homme et écrivain haïtien.  (1990)  D’HAÏTI AU QUÉBEC  Collection “*Études haïtiennes*”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique avec l’aide de Pierre Patenaude, bénévole, professeur retraité, Chambord, Lac—Saint-Jean, Québec.

Courriel: [pierre.patenaude@gmail.com](mailto:pierre.patenaude@gmail.com)

[Page web dans Les Classiques des sciences sociales](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_patenaude_pierre.html).

à partir du texte de :

Paul DEJEAN [1931-2005]

**D’HAÏTI QUÉBEC.**

Montréal : CIDIHCA [Centre International de Documentation et d’Information Haïtienne, Caribéenne et Afro-Canadienne], 1990, 203 pp.

Livre diffusé en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales avec l’autorisation du CIDIHCA accordée le 19 septembre 2019.

Boite_aux_lettres_clair Courriel : [info@cidihca.com](mailto:info@cidihca.com)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

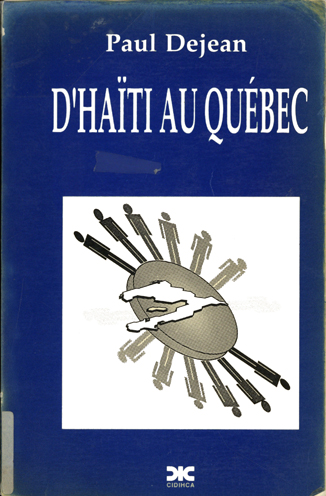
Édition numérique réalisée le 13 octobre 2019 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Paul DEJEAN [1931-2005]

prêtre, enseignant, ministre,  
militant des Droits de l'homme et écrivain haïtien.

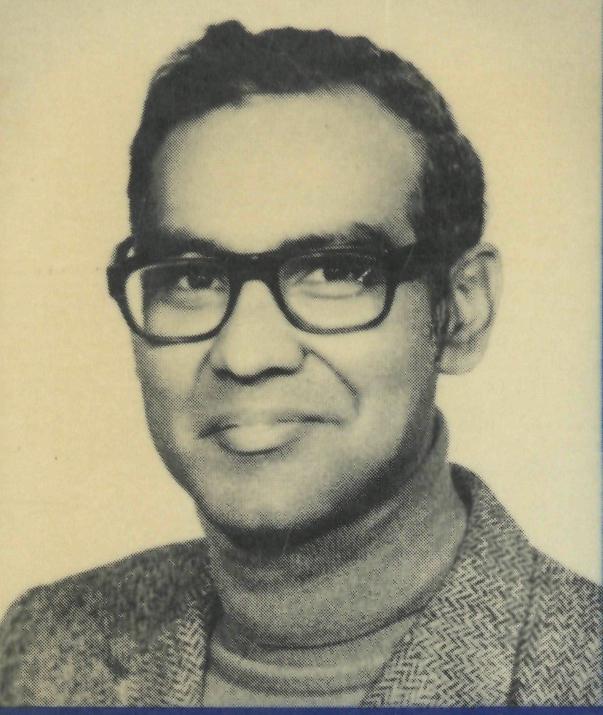
**D’HAÏTI AU QUÉBEC.**



Montréal : CIDIHCA [Centre International de Documentation et d’Information Haïtienne, Caribéenne et Afro-Canadienne], 1990, 203 pp.

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Quatrième de couverture



[Retour à la table des matières](#tdm)

Né à Port-au-Prince le 9 janvier 1931, Paul Dejean a eu l'avantage de passer une bonne partie de sa vie d'adulte en province et dans les campagnes d'Haïti (Camp-Perrin, Port-Salut, Capotille, Chantal, Carice).

Après ses études primaires et secondaires à Saint-Louis-de-Gonzague, Port-au-Prince, il vécut trois ans aux États-Unis (notamment dans le Massachusetts), puis quatre ans au Canada, où il obtint, coup sur coup, avec grande et très grande distinction, deux licences à l'Université d'Ottawa (1954-1955).

Rentré dans son pays en 1955, il se consacra principalement à l'enseignement secondaire et à l'animation de groupes de jeunes, avant de mettre à profit, de 1961 à 1963, une demi-bourse du gouvernement français, pour taire, à l'Université de Paris, des études d anthropologie et de linguistique et pour obtenir, à l'Institut catholique de Paris, une licence ès sciences sociales.

Il eut ensuite la possibilité de réaliser, en Haïti, des expériences d'animation, d'enseignement secondaire et postsecondaire et d'alphabétisation en milieu rural, puis en milieu urbain. De 1966 à 1969, il mit sur pied et dirigea, à Port-au-Prince, un foyer pour jeunes, originaires de province et, dès 1962, collabora à la parution de divers travaux de traduction biblique et liturgique en créole, ainsi qu'à la création et à la rédaction de la revue Église d'Haïti.

Brutalement expulsé de son pays vers la France, par François Duvalier le 15 août 1969, il enseigna, au niveau secondaire, durant deux ans à Genève (Suisse), puis durant un an à Montréal, avant de se consacrer, jusqu'en septembre 1986, à la direction du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, centre communautaire qu'il contribua à créer en 1972.

Rentré d'exil dès le 22 février 1986, il a fondé et dirige, depuis août de la même année, le Sant Kal Levèk (Centre Karl Lévêque), dont les programmes sont principalement axés sur l'alphabétisation, les droits humains et la réintégration sociale d'anciens réfugiés.

CIDIHCA

Les éditions du Cidihca

Design : Publicom Design

G. Saint-Germain

ISBN : 2-920862-41-3

CIDIHCA

D'HAÏTI AU QUÉBEC

© CIDIHCA

Tous droits réservés

Dépôt légal : 2e trimestre 1990

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Première Édition

Imprimé au Québec, avril 1990

ISBN : 2-920862-41-3

Diffusion au Québec et au Canada

CIDIHCA

Centre International de Documentation et d'Information haïtienne, Caraïbéenne et Afro-Canadienne

417, St-Pierre, suite 408

Montréal, Québec

H2Y 2M4

Tél. (514) 845-0880

Diffusion aux États-Unis

Haitian Book Center

Flushing N.Y. 11369-0324

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[199]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Table des matières

[Quatrième de couverture](#Haiti_au_Qc_couverture)

[Préface](#Haiti_au_Qc_preface) [iii]

[Avant-propos](#Haiti_au_Qc_avant_propos) [1]

**PREMIÈRE PARTIE**

[**DU SOLEIL... AUX GLACES**](#Haiti_au_Qc_pt_1) [7]

Chapitre I. [Haïti-Quisqueya, la terre, le premier peuple](#Haiti_au_Qc_pt_1_chap_I) [9]

Chapitre II. [Esclaves, mais debout](#Haiti_au_Qc_pt_1_chap_II) [13]

Chapitre III. [Une île, deux peuples frères](#Haiti_au_Qc_pt_1_chap_III) [17]

Chapitre IV. [Antillais ? Latino-américain ? West indian ? Africain ?](#Haiti_au_Qc_pt_1_chap_IV) [21]

[**DEUXIÈME PARTIE**](#Haiti_au_Qc_pt_2)

**TERMINUS QUÉBEC** [27]

Chapitre V. [L'exode ou ? L'exode pourquoi ? L'exode comment ?](#Haiti_au_Qc_pt_2_chap_V) [29]

I) Un exode forcé [30]

II) Un exode politique [30]

III) Un exode des masses [31]

IV) Un exode tous azimuts [32]

Chapitre VI. [La migration haïtienne au Québec](#Haiti_au_Qc_pt_2_chap_VI) [35]

I) Première vague migratoire [36]

II) Deuxième vague migratoire [38]

A. Les causes [38]

L'extension de la terreur duvaliériste [38]

Le durcissement des lois d'immigration de certains pays [39]

La relative tolérance des lois canadiennes de l'immigration [40]

B. Les faits [43]

III) Troisième vague migratoire [44]

IV) Quatrième vague migratoire [48]

[**TROISIÈME PARTIE**](#Haiti_au_Qc_pt_3)

**LA POPULATION HAÏTIENNE AU QUÉBEC** [57]

Chapitre VII. [Courbe de l'immigration haïtienne au Québec](#Haiti_au_Qc_pt_3_chap_VII) [59]

Chapitre VIII. [Catégories d'admission](#Haiti_au_Qc_pt_3_chap_VIII) [65]

Chapitre IX. [Groupes : âge, sexe, scolarité, emploi, non-immigrants, clandestins, étudiants](#Haiti_au_Qc_pt_3_chap_IX) [67]

I. Âge et sexe [67]

II) Scolarité [68]

III) Emploi [69]

IV) Non-immigrants, clandestins, étudiants [71]

Chapitre X. [Tableau de la population haïtienne au Québec en 1986](#Haiti_au_Qc_pt_3_chap_X) [75]

[**QUATRIÈME PARTIE**](#Haiti_au_Qc_pt_4)

**ÉCUEILS ET ACQUIS** [81]

Chapitre XI. [Mythes et leçons des "découvertes"](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XI) [83]

Chapitre XII. [Accueil ou rejet](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XII) [85]

Chapitre XIII. [Accueil et instances gouvernementales](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XIII)  [87]

I) Ciel d'orage [87]

II) Éclaircies [88]

III) Germes d'espoir [90]

Chapitre XIV. [Accueil et milieu d'accueil alliances et liens privés](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XIV) [93]

Chapitre XV. [Appuis publics et massifs](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XV) [97]

Chapitre XVI. [Tensions et frictions : racisme et discrimination](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XVI) [103]

I) Qu'entend-on ici par racisme [104]

II) Racisme et colonialisme [105]

III) Gravité et perversité du racisme [106]

IV) L'existence du racisme au Québec [107]

Chapitre XVII. [Un bilan très partiel](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XVII) [111]

Chapitre XVIII. [Rapports avec les citoyens et les institutions](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XVIII) [121]

Chapitre XIX. [Services sociaux, services éducatifs](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XIX) [127]

I [127]

II [128]

Chapitre XX. [Rapports avec les médias d'information](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XX) [135]

Chapitre XXI. [Rapports avec les pouvoirs publics](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XXI) [139]

I [140]

II [144]

Chapitre XXII. [La communauté haïtienne du Québec. Établissement. Entreprises groupes et institutions](#Haiti_au_Qc_pt_4_chap_XXII) [149]

[Conclusion](#Haiti_au_Qc_conclusion). Espoirs et perspectives [169]

[APPENDICES](#Haiti_au_Qc_appendices) [173]

[Appendice I](#Haiti_au_Qc_appendices_I). Discours de réception du Prix des Communautés culturelles 1985 à l'Hôtel de Ville de Montréal le jeudi 28 mars 1985 [175]

[Appendice II](#Haiti_au_Qc_appendices_II). [181]

[Appendice III](#Haiti_au_Qc_appendices_III). Adieu à Karl Lévesque [183]

[Appendice IV](#Haiti_au_Qc_appendices_IV). Pour déchouker l'apartheid [189]

[Indications bibliographiques](#Haiti_au_Qc_biblio) [193]

[i]

À mon frère Karl Lévêque

*tombé à l'orée de la Terre promise*

*le mardi 18 mars 1986*

*ce tribut d'affectueuse reconnaissance*

*pour ce qu'il a été et qu'il reste à jamais*

*pour ses amis du Québec*

*d'Haïti et de partout dans le monde*

[ii]

[iii]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Préface

[Retour à la table des matières](#tdm)

*Avec le livre d'Haïti au Québec, le lecteur a l'occasion de se colleter à l’expérience la plus importante qui soit pour les Québécois contemporains : celle de se mettre dans la peau de l'autre, seul moyen de comprendre de l'intérieur ce que Paul Dejean nomme si justement « le corps à corps quotidien avec la réalité » vécue par l'immigrant.*

*Et l'auteur, qui a été pendant des années, le principal animateur de la Communauté haïtienne de Montréal, a vu de près les trois vagues principales d'arrivées d'Haïtiens au Québec. Mieux que quiconque au Québec, il peut aider les Québécois à percer les problèmes vécus par ces nouveaux « autres ».*

*Que chacun des lecteurs en lisant ce livre se remémore ses propres préjugés ! Un détail m a frappé, dans cette lecture. A l'occasion de la première amnistie des illégaux de toutes sortes arrivés au Québec et au Canada à la fin des années soixante, les autorités estimaient à 200 000 personnes le nombre de ces illégaux. Après-coup et bilan en mains, on se rendit compte que le grand total d'amnistiés se chiffrait à 32 000. Comme j'écris ce texte en pleine période d'expulsion des Turcs de Montréal, je me demande aussi si les dizaines de milliers que les autorités de tous bords mentionnent, ne se trouveront pas être sept fois moins quand le décompte sera complété.*

*Avec la venue des Haïtiens, le Québec a été confronté à un problème nouveau : celui de son propre racisme.* […/…] [iv] *Que l'on se rappelle la question des chauffeurs de taxi, des clients disant au central : « Ne m'envoyez pas de chauffeur de taxi noir ». Certains ont alors suggéré le boycottage des compagnies récalcitrantes et la Commission des Droits de la Personne du Québec a fait enquête.*

*Où en sont les préjugés au printemps 1988 ? Apparemment, le pire est passé, mais il faudrait bien vérifier si tel est bien le cas. Les Haïtiens peuvent fort bien devenir la jauge de l'intolérance d'une société comme la nôtre et ce triste rôle devrait nous rendre encore plus sensibles à leur réalité.*

*Quiconque a vu Haïti et sa misère, la grandeur épique de son passé et la richesse qui aurait pu être la sienne, n’eût été les brigands qui l'ont dirigée et saignée, ne peut pas ne pas rêver à ce que pourrait devenir la contribution de ces Québécois de nouvelle souche au Québec de demain. Encore faudrait-il que la chance leur soit donnée de manifester tout leur potentiel, aussi bien culturel (musical et pictural) qu'institutionnel. La communauté haïtienne n est pas de celles qui arrivent au Québec les poches bourrées d'argent. Aussi, appartient-il à la société québécoise de lui donner les moyens de se réaliser, dans un premier temps, et de se doter de ce qu'il lui faut, de la même manière d'ailleurs que les Québécois de vieille souche l'ont fait.*

*Je pense à des expositions salons annuels, à des centres communautaires, à des institutions financières, à des P.M.E., à mille et une expressions de soi-même qui seraient le prolongement naturel d'une communauté en bonne santé, attestation de la santé de la communauté-hôte, et siège d’une participation riche, diverse et spécifique au processus d'intégration-participation au dynamisme de l'ensemble.*

[v]

*Je sais que je propose ici un programme ambitieux et qui ne sera pas réalisé en deux coups de cuillers à pot. Mais comme l'a déjà dit quelqu'un : « Raison de plus pour commencer dès maintenant ».*

*Autrement, la présence haïtienne au Québec risque de ne jamais atteindre son plein épanouissement. Et, de cet épanouissement, le Québec a besoin, autant que les Haïtiens du Québec eux-mêmes.*

Montréal, avril 1988.

Gérald Godin

*Ancien ministre des Communautés culturelles  
et de l’Immigration*

*Membre de l’Assemblée nationale du Québec*

[vi]

[1]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le présent ouvrage sur la communauté haïtienne au Québec n'est pas une réédition ni une simple remise à jour de mon livre paru en novembre 1978 : Les Haïtiens au Québec.

Certes, les données fondamentales, contenues dans la précédente publication, se retrouveront, souvent telles quelles dans : D'Haïti au Québec. Il m'a semblé inutile de multiplier ici les références et les renvois et beaucoup plus indiqué de reprendre purement et simplement dans certains cas, lorsque cela m'a paru pertinent ou d'actualité, ou avec des ajouts ou des corrections dans d'autres, ce que j'avais déjà noté en 1978.

Il est évident que, depuis cette date, bien des changements se sont produits autour de nous et par conséquent aussi dans la communauté haïtienne vivant au Québec. J'essaierai de rendre compte de cette évolution en mettant à profit et à contribution une expérience de tous les jours et de tous les instants, depuis 1972, au Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, le Bureau de la C.C.H.M., dont le cadre et le support se sont avérés indispensables à tout ce qui a pu m'être donné de réaliser jusqu'à présent.

L'actuel ouvrage étant destiné à ce qui devait être une collection consacrée aux « routes de l'immigration » de différentes communautés ethniques ou culturelles du Québec, il m'a fallu, en acceptant de le rédiger, me plier aux exigences du format et du schéma général définies pour toute la collection par le Ministère québécois des [2] Communautés culturelles et de l'Immigration. On comprendra pourquoi, autant que possible, j'ai évité des appréciations et des jugements purement personnels sur des événements ou des situations, préférant présenter ce que j'ai cru percevoir comme étant le sentiment ou la pensée d'une majorité de membres de ma communauté. Je me suis donc efforcé de présenter le fruit de mes réflexions et observations en toute simplicité, sans suffisance, sans exclusive ni arrière-pensées d'aucune sorte, avec toutes les nuances que j'ai pu y apporter.

Une première partie : *Du soleil... aux glaces,* situera la population haïtienne dans son environnement originel, au cours d'un bref survol où je ne prétends faire oeuvre ni d'historien ni de géographe.

Une deuxième partie : *Terminus Québec,* permettra de suivre la trajectoire d'une partie de cette population haïtienne, de la Mer des Caraïbes jusqu'aux berges du « fleuve géant », le Saint-Laurent.

Dans une troisième partie : *La population haïtienne au Québec,* je préciserai les principaux points de chute de cette population, son accroissement, sa composition (âge, groupes sociaux), etc.

Une quatrième partie: *Écueils et acquis,* fera état des péripéties ou des moments, à mes yeux les plus signifiants, de l'insertion, de l'installation et du développement de la communauté haïtienne dans son nouvel environnement québécois, avec leur inévitable lot de tensions et d'échecs, de réussites et d'appuis aussi, tout en gardant bien présent à l'esprit qu'il est impossible de rendre compte de tous les aspects des problèmes ou de l'apport propres à un groupe humain aussi considérable.

La conclusion dégagera les espoirs et perspectives qu'aura inspirés l'étude du cheminement de cette population transplantée d'Haïti au Québec, dans l'optique particulièrement riche d'avenir du 7 février 1986, premier sursaut libérateur d'un peuple déterminé à retrouver sa pleine dignité et sa totale identité.

[3]

Quatre appendices illustreront concrètement certains aspects quotidiens des combats, des alliances, des deuils et des espoirs qui ont jalonné, ces derniers temps, le cheminement de la communauté haïtienne au Québec.

Nota bene :

À la mi-mai 1987, j'ai reçu, de M. Antoine Tchipeff, sous-ministre adjoint des Communautés culturelles et de l'Immigration, une lettre en date de 30 avril, évoquant, pour la première fois, la lenteur des démarches en vue de la publication des monographies qui devaient constituer la collection : « Québec, les Routes de l'immigration », selon les termes d'un contrat signé dans les premiers mois de 1985, entre le M.C.C.I.Q. et plusieurs auteurs approchés à cette fin. Je me suis rendu à la suggestion de Monsieur le sous-ministre adjoint et j'ai demandé la rétrocession de mes droits d'auteur, ce qu'il a fait par lettre en date du 7 juillet, reçue à la mi-août.

Voici ce que j'écrivais, dans ma réponse du 18 mai à la lettre du 30 avril :

*Je ne suis pas le seul à penser qu'il serait dommage que le travail auquel je me suis astreint pour condenser le vécu de la communauté haïtienne du Québec, jusqu'en 1986 dans l'ouvrage : D'HAÏTI AU QUÉBEC, ne puisse être mis rapidement à la disposition du grand public.*

C'est dans cet esprit que, sans apporter aucune modification substantielle au manuscrit transmis au début de janvier 1987 au M.C.C.I.Q., je me suis imposé la charge, non initialement prévue, d'en assurer la publication. J'ai également pensé que les membres de la communauté haïtienne du Québec, ainsi que les nombreux amis québécois de cette communauté, apprécieraient que M. Gérald Godin, qui, en novembre 1980, avait succédé à M. Jacques Couture à la tête du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit sollicité pour préfacer le présent ouvrage.

[4]

[5]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Première partie

DU SOLEIL AUX GLACES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[6]

[7]

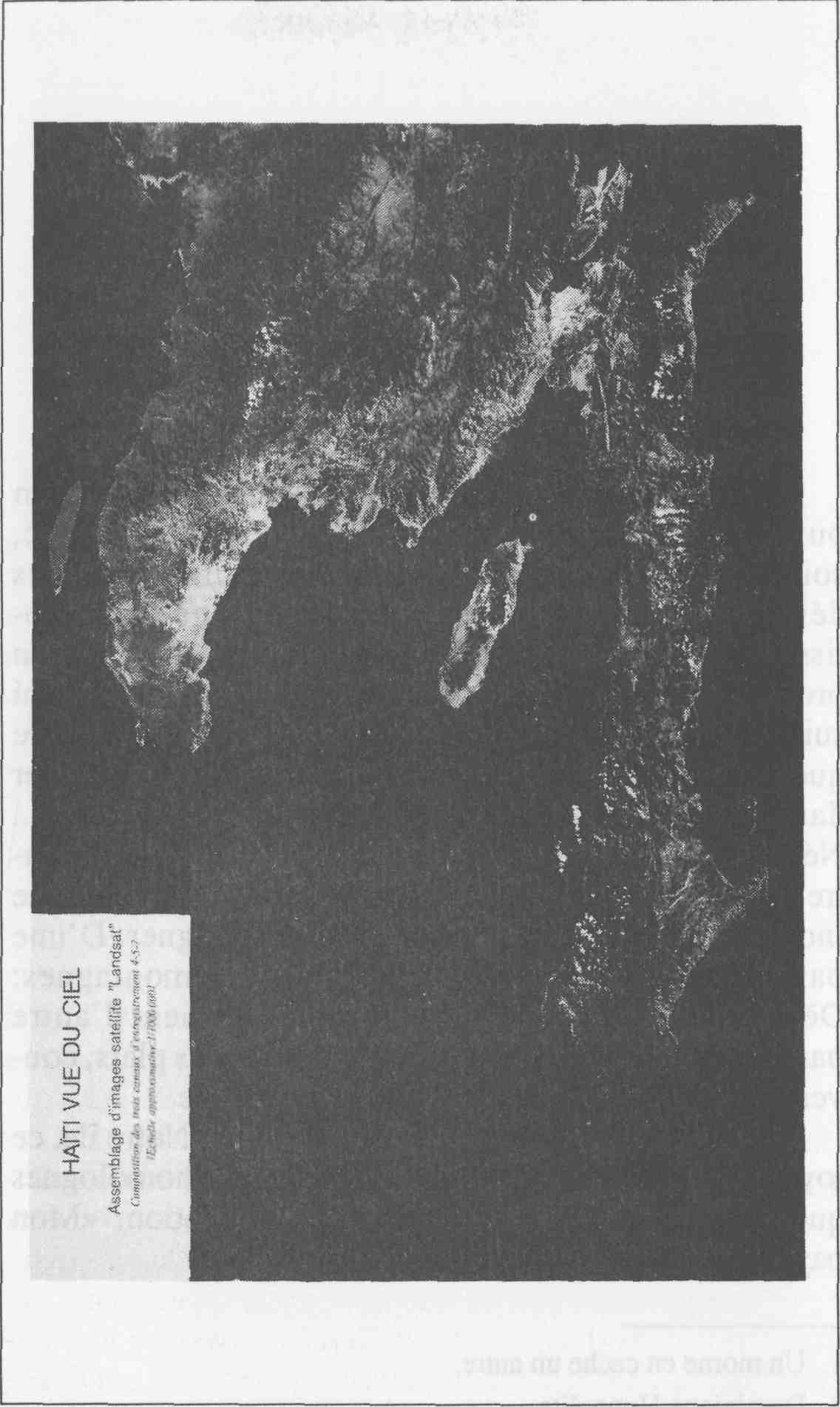
PREMIÈRE PARTIE

DU SOLEIL AUX GLACES

Il peut paraître étrange que la première partie d'un ouvrage consacré à la migration haïtienne au Québec soit coiffée d'un chapeau rappelant, de prime abord, les dépliants publicitaires pour touristes en quête d'exotisme. Il n'entre évidemment pas dans mes intentions, en proposant les réflexions, observations et conclusions qui suivent aux Québécois amis d'Haïti, aux Haïtiens en terre québécoise ou à tous mes amis lecteurs, de les entraîner dans les sentiers piégés du folklore ou de la réclame... Néanmoins, le contraste climatique et géographique entre le Québec et Haïti est frappant et constitue une donnée indiscutable qu'on ne peut pas ne pas souligner : D'une part, débauche de soleil et hérissement de montagnes : Dèyè mòn, gen mòn [[1]](#footnote-1), affirme le dicton haïtien ; d'autre part, à perte de vue, impressionnants espaces plats, couverts tantôt de cultures, tantôt de neige glacée.

Les poètes haïtiens célèbrent à l'envi : « Notre île, ce joyau des mains de Dieu, tombé » [[2]](#footnote-2) et leurs homologues québécois chantent avec non moins d'émotion : « Mon pays, ce n'est pas un pays, mais l'hiver ». [[3]](#footnote-3)

[8]



Haïti vue du ciel  
(Assemblage d'images satellite Landsat)

[9]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre I

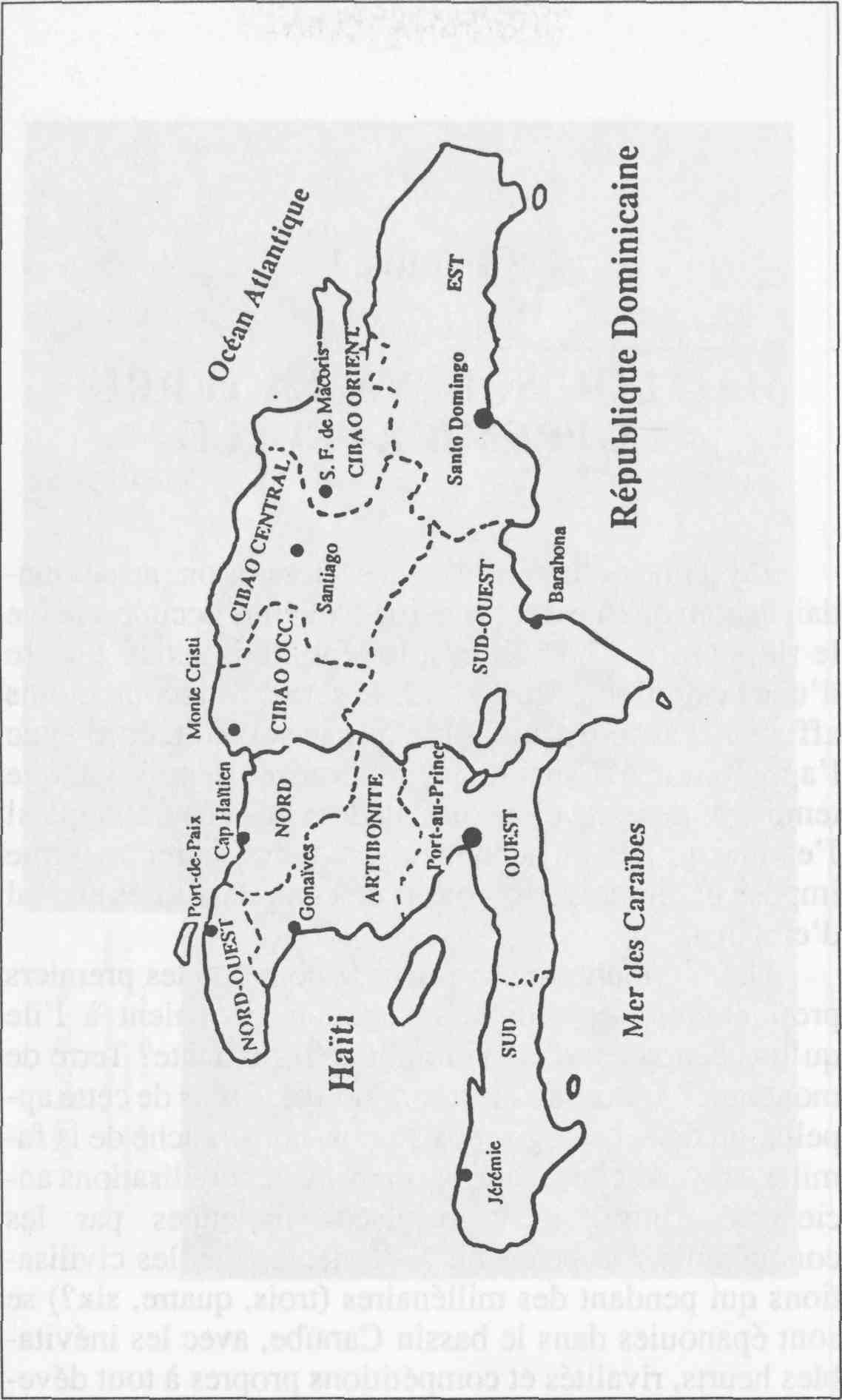
Haïti-Quisqueya, la terre,  
le premier peuple

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il y a une quinzaine d'années, lorsqu'on me demandait le nom de l'île dont la partie haïtienne occupe à peine le tiers (soit : 27 750 km2), je répondais sans l'ombre d'une hésitation, l'île d'Haïti. Je serais beaucoup moins affirmatif aujourd'hui. Non que je sois d'accord avec l'appellation « Hispaniola », généralisée depuis quelque temps par des encyclopédies ou des atlas géographiques ! J'estime qu'il n'y a aucune raison de consacrer un terme imposé par les appétits colons de conquistadores en mal d'empires.

Haïti, c'était effectivement le nom que les premiers propriétaires, les premiers habitants donnaient à l'île qu'ils occupaient dans sa totalité. Terre haute ? Terre de montagne ? Telle était bien, semble-t-il, le sens de cette appellation dans la langue des Taïnos, une branche de la famille Arawak, elle-même héritière de ces civilisations anciennes arbitrairement baptisées indiennes par les conquérants européens du XVe siècle. Vieilles civilisations qui pendant des millénaires (trois, quatre, six ?) se sont épanouies dans le bassin Caraïbe, avec les inévitables heurts, rivalités et compétitions propres à tout développement humain, jusqu'à la catastrophe absolue qu'a signifiée pour elles la barbare invasion qui a déferlé de l'Ouest à bord des caravelles, à partir de 1492.

[10]



La République d'Haïti et la République Dominicaine

[11]

Cette catastrophe absolue, dont certains irresponsables s'affairent à fêter béatement, en 1992, le 500e anniversaire, a littéralement détruit, en moins de 50 ans, la population dont l'évaluation, avant l'invasion blanche, varie énormément selon les auteurs. Bartolomée de las Casas, à l'époque, parle de « trois millions de naturels » [[4]](#footnote-4). Des auteurs plus récents évaluent à 700 mille [[5]](#footnote-5) ou à 250 mille [[6]](#footnote-6) les autochtones répartis dans l'île d'Haïti, également appelée par ses habitants Bohio ou Quisqueya. À peine si, pendant un certain temps, il en subsistera quelques centaines qui disparaîtront bientôt complètement de l'île, devenue Saint-Domingue, par le caprice des nouveaux maîtres.

[12]

[13]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre II

Esclaves, mais debout

[Retour à la table des matières](#tdm)

Quand, le 1er janvier 1804, les 300 000 esclaves de St-Domingue, aidés des quelque 30 000 affranchis, se proclamèrent libres et indépendants, ils reprirent, pour leur pays, le nom d'Haïti. Cette terre n'avait vu naître qu'un certain nombre d'entre eux. Les autres, ainsi que leurs ascendants immédiats, avaient été transportés de force, pêle-mêle, des côtes ouest de l'Afrique, sur les bateaux négriers qui ont assuré, aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, le florissant et abominable commerce de chair humaine, « le bois d'ébène » de la traite des Noirs. Il fallait que les bras de ces êtres humains arrachés sans merci à leur famille, à leur tribu, à leur culture, à leur civilisation, à leur terre, servent, contre leur gré, à faire de Saint-Domingue, la colonie par excellence de la France du XVIIIe siècle, une des pièces maîtresses de l'hégémonie commerciale qui pavera la voie à l'empire colonial de l'Europe du XIXe siècle, en Asie et en Afrique. Qu'il suffise de rappeler qu' « en 1789, le produit de Saint-Domingue était supérieur à celui des États-Unis et le commerce avec Saint-Domingue représentait les deux tiers des échanges extérieurs de la France. La fortune des villes portuaires françaises [...] reposait essentiellement sur les affaires saint-dominguoises » [[7]](#footnote-7)

C'est dans ce creuset de souffrances sans nom, de rapacités déchaînées, d'exploitation éhontée de préjugés [14] raciaux, qu'est né et a grandi ce peuple noir de la Caraïbe à qui ses anciens maîtres colons et leurs alliés ne pardonneront jamais de s'être dressé debout seul, pour se mesurer, vainqueur, à l'une des plus redoutables machines de guerre occidentales de tous les temps : les armées napoléoniennes. Pendant soixante ans, les puissances occidentales mettront tout en oeuvre pour maintenir en quarantaine cette nation noire, qui s'est forgée contre leur gré. Un des premiers exploits de la politique étrangère des États-Unis, avec Monroe, n'a-t-il pas été d'obtenir des nouveaux états latino-américains, nés en grande partie grâce au concours désintéressé d'Haïti, l'exclusion de ce pays de la première conférence panaméricaine de 1826 ?

L'hostilité déclarée des nations européennes colonisatrices et celle, plus sournoise des États-Unis à leur début, ont obligé la jeune nation haïtienne à des investissements démesurés en ressources, en argent et en énergies dans le domaine de la défense et de la protection du territoire : construction d'innombrables forteresses, dont la célèbre Citadelle Laferrière ; entretien, équipement et entraînement d'une armée omniprésente, avec tous les inconvénients que comporte, tant pour l'économie que pour le développement social d'un pays, une militarisation à outrance ; occupation, pendant une vingtaine d'années de la partie est de l'île, qui redeviendra alors l'île d'Haïti. À tous ces obstacles au développement harmonieux et normal du nouvel état, viendra s'ajouter l'invraisemblable rançon, improprement appelée « dette de l'indépendance », imposée en 1825, par la France de Charles X, au gouvernement du Président Jean-Pierre Boyer, en compensation des dommages subis par les anciens colons et par l'ancienne métropole, durant la guerre de l'Indépendance.

Cette rançon de 150 millions de francs-or, qui a causé un tort irréparable à l'économie haïtienne, constitue un des actes les plus répugnants de brigandage international, qu'aucune « aide » postérieure ne saura jamais effacer ou réparer.

[15]

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[16]

[17]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre III

Un île, deux peuples frères

[Retour à la table des matières](#tdm)

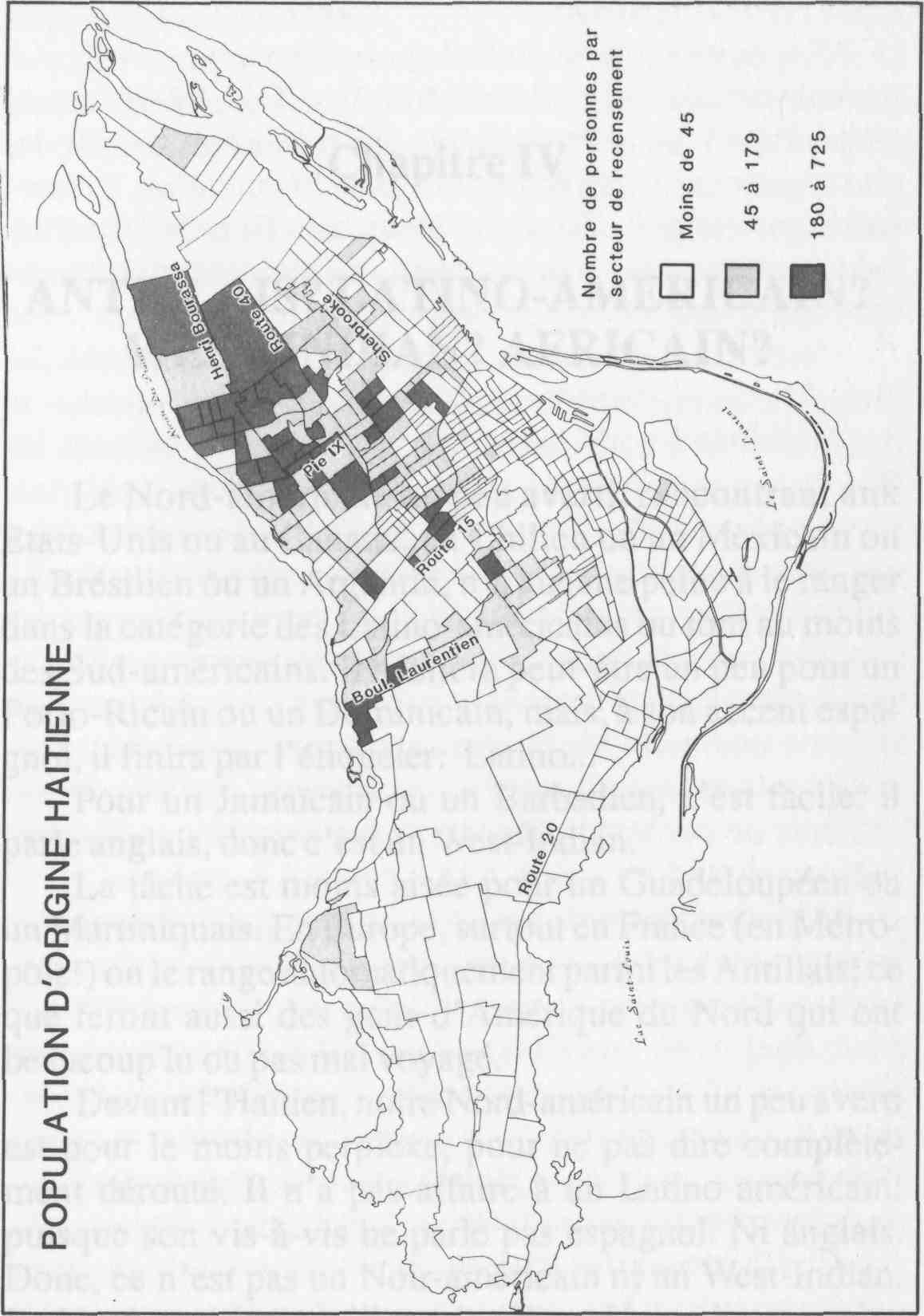
En plaçant, dans cette perspective tourmentée, l'occupation, par l'armée haïtienne de la partie orientale de l'île, je n'entends nullement absoudre les débordements, les excès et les graves injustices inhérents, hélas, à ce genre d'intervention. Il importait de souligner que le mobile principal de cette action est à chercher dans un souci de préserver la fragile indépendance d'un état en butte à une hostilité concertée ; il serait intéressant aussi de vérifier que cette intervention, si elle allait à rencontre des intérêts des anciens colons de la partie espagnole ou de leurs successeurs directs, n'était pas fondamentalement dirigée contre ce qui deviendra le peuple dominicain et ne devrait en rien servir de prétexte ni du côté haïtien, ni du côté dominicain, à une quelconque opposition entre deux peuples frères, liés, sur une même île, à un destin identique.

Un signe concret et tangible de cette volonté commune de progresser ensemble, côte à côte, la main dans la main, en laissant de côté rancunes et vieilles querelles, serait de remettre en honneur le nom de Quisqueya, pour toute l'île comprenant à l'est, la République dominicaine (souvent appelée : Dominicanie, par les Haïtiens) et, à l'ouest, la République d'Haïti ou, tout simplement : Haïti.

Deux nations soeurs, jumelées non seulement par la géographie, mais aussi par l'histoire et par le sang. Par [18] l'histoire, car elles ont eu à partager les mêmes vicissitudes de l'asservissement colonial, les mêmes humiliations de l'occupation militaire américaine et aussi a subir le même joug de dictatures impitoyables. Par le sang, non seulement des premiers occupants de Quisqueya, mais aussi des actuels descendants d'esclaves, inextricablement mêlé au sang des descendants d'affranchis ou de métis, eux-mêmes fils et filles d'esclaves et d'anciens colons, même si le métissage s'est trouvé plus accentue a l'est la proportion des colons et des esclaves y ayant été sensiblement la même, tandis qu'elle était environ de 1 à 10 à l'ouest. Néanmoins, des contacts étroits avec nombre de Dominicains ou de familles dominicaines à l'étranger ou dans leur pays, m'ont conduit à cette conclusion qui ne me paraît pas farfelue : les Dominicains sont des Haïtiens qui parlent espagnol et les Haïtiens, des Dominicains qui parlent créole.

Comme pour ajouter encore à cette similitude de destin de deux peuples frères, force est bien de constater que des circonstances inhumaines ont obligé, durant ces dernières décades, une portion importante de la population de Quisqueya, la dominicaine et l'haïtienne, à un exode parfois douloureux, toujours déchirant, vers d'autres cieux et d'autres rives. Si les deux pays comptent actuellement un nombre à peu près égal de ressortissants (alors que jusque vers 1930, la population d'Haïti était nettement plus importante), il est curieux de relever que près ou plus d'un million de ces ressortissants se retrouvent en dehors de leurs frontières, notamment aux États-Unis où la communauté dominicaine de New York par exemple dépasse en nombre, la communauté haïtienne. Par contre, au Canada et surtout au Québec, le nombre des Haïtiens surpasse, de beaucoup, celui des Dominicains qui n'atteint vraisemblablement pas 4 000 en tout.

[19]



[20]

[21]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**PREMIÈRE PARTIE**

Chapitre IV

Antillais ? Latino-Américain ?  
West Indian ? Africain ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le Nord-américain un peu averti, rencontrant aux États-Unis ou au Canada, un Chilien ou un Mexicain ou un Brésilien ou un Argentin, n'a aucune peine à le ranger dans la catégorie des Latino-américains ou tout au moins des Sud-américains. Il hésitera peut-être un peu pour un Portoricain ou un Dominicain, mais, à son accent espagnol, il finira par l'étiqueter : Latino...

Pour un Jamaïcain ou un Barbadien, c'est facile : il parle anglais, donc c'est un West-Indian.

La tâche est moins aisée pour un Guadeloupéen ou un Martiniquais. En Europe, surtout en France (en Métropole !) on le range automatiquement parmi les Antillais ; ce que feront aussi des gens d'Amérique du Nord qui ont beaucoup lu ou pas mal voyagé.

Devant l'Haïtien, notre Nord-américain un peu averti est pour le moins perplexe, pour ne pas dire complètement dérouté. Il n'a pas affaire à un Latino-américain : puisque son vis-à-vis ne parle pas espagnol. Ni anglais. Donc, ce n'est pas un Noir américain ni un West-Indian. Le Nord-américain s'il est des États-Unis n'ira pas plus loin. Il a trouvé : c'est un « Frenchie »... même si ce « Franchie » ne parle que créole !

Mais un Canadien et surtout un Québécois ou un francophone ne s'arrêtera pas là. Africain ? Non ! À cause [22] de l'accent ! Antillais ? Peut-être ! Mais là, c'est son interlocuteur qui le détrompera ! « Non, Monsieur ! Non, Madame ! Je suis Haïtien ! »

Et pourtant, il est tout cela, en même temps : Africain, par ses racines raciales et culturelles. Caraïbéen (ce qui serait l'équivalent français de West-Indian), de par les contingences de la géographie. Antillais... aussi, pour la même raison, puisque d'une des quatre Grandes Antilles. Latino-américain, évidemment, puisque son voisin et frère dominicain l'est également.

Haïti est donc un carrefour, un confluent, un kaléidoscope de races, de cultures, à la croisée des continents et des courants. Et l'Haïtien, aux prises avec toutes ces influences, risque sans doute l'écartèlement ; mais, s'il s'assume pleinement, s'il arrive à être totalement lui-même, quelle richesse et quelle ouverture aux mondes !

Monde d'avant 1492, dont on retrouve encore des vestiges enfouis dans la terre (poteries, pierres taillées), soit dans certaines habitudes culinaires (préparation de la boisson dite mabi, de la cassave, du maïs), soit dans certaines mœurs ou coutumes (par exemple certains déguisements de carnaval), soit dans des légendes ou dans la langue créole.

Monde européen, qui s'est imposé par la force et les impitoyables excès du commerce des Noirs, commencé vraisemblablement dès avant la venue de Colomb. Durant trois siècles, la « merveilleuse » colonie sera un champ clos ou s'affronteront sans merci les plus basses ambitions d'aventuriers sans scrupules : Espagnols, Anglais, Français qui ont laissé, les Français en particulier, des traces profondes dans l'héritage génétique, culturel, religieux, géographique, historique, social et linguistique de ce qui deviendra la nation haïtienne. Sans compter, par la suite, les multiples interpénétrations politiques, économiques ou socioculturelles avec la si riche mosaïque latino-américaine et caraïbéenne à laquelle il faut ajouter la conscience de plus en plus vive des liens à créer ou à renouer avec les populations (plus de 11 millions [23] d'hommes et de femmes), ayant, comme véhicule premier de pensée et d'expression la même langue que le peuple haïtien, le créole.

On se rend compte en effet, de plus en plus, de la place centrale qu'occupe le créole, non seulement dans une Haïti où la parole a été enfin libérée (baboukèt la tonbe !), mais dans d'autres endroits de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique), où la langue créole est encore une « force jugulée » [[8]](#footnote-8) tandis qu'elle est, depuis quelques années, au coeur d'une expérience pleine de promesses dans les îles Seychelles de l'Océan indien.

Monde nord-américain aussi. Monde, en particulier, de l'omnipotence et de l'omniprésence des États-Unis dont les bottes des Marines ont si douloureusement piétiné et meurtri, de 1915 à 1934, la patrie de Dessalines et de Charlemagne Péralte. Monde dont l'arrogance envahissante ne devrait cependant pas faire perdre de vue les liens qui se sont tissés entre les deux peuples, au tout début de leur marche vers l'indépendance et surtout avec la portion du peuple américain dont les racines, comme celles du peuple d'Haïti, doivent le meilleur de leur sève à la culture et à la civilisation de l'Afrique noire.

Car c'est l'Afrique noire qui aura laissé son empreinte la plus profonde sur ce peuple issu d'abord des esclaves déracinés. Empreinte qui marque, de façon indélébile, l'identité et l'être haïtiens tout entier : moeurs, coutumes, croyance, philosophie, religion, art, façon de vivre, de communiquer, d'être avec, autant de réalités si souvent méconnues, décriées ou méprisées, par des esprits mal informés ou bourrés de préjugés, et qui confèrent au peuple haïtien une sagesse et une originalité incomparables.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[24]

[25]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Deuxième partie

TERMINUS QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#tdm)

[26]

[27]

DEUXIÈME PARTIE

TERMINUS QUÉBEC

La constitution, ces trente dernières années, d'une diaspora haïtienne, est sans aucun doute un des phénomènes les plus marquants de l'histoire du peuple haïtien depuis la création de la patrie haïtienne, aux Gonaïves, le 1er janvier 1804.

[28]

[29]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**DEUXIÈME PARTIE**

Chapitre V

L’exode où ? L’exode pourquoi ?  
L’exode comment ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

À vrai dire, l'émigration de notables portions de la population rurale haïtienne a connu une poussée importante d'abord vers Cuba, puis vers les Bahamas et la République dominicaine, après l'invasion américaine de 1915.

On sait que ces mouvements de population correspondaient à une volonté de l'occupant, qui, à la même époque, avait étendu son empire sur les pays voisins d'Haïti, notamment Cuba et la République dominicaine. Cette volonté de l'occupant était de favoriser l'utilisation intensive de la main-d'oeuvre haïtienne dans les grandes exploitations sucrières américaines qui s'implantaient dans ces deux pays.

C'est ainsi que jusqu'à l'avènement de Fidel Castro et la rupture, par le gouvernement de François Duvalier, de ses rapports diplomatiques avec Cuba en 1960, une partie importante de la population rurale, surtout masculine, du sud d'Haïti, avait les yeux tournés vers ce pays où se trouvaient déjà plusieurs milliers des leurs. Dans les zones de Saint-Jean et de Port-Salut, par exemple, il était courant de rencontrer des « vyewo », retour de Cuba, dont le créole était émaillé de termes forgés là-bas, à partir de leurs rapports avec la population cubaine. Certaines habitudes de vie aussi, affectant, en général de façon positive, [30] l'habitat, la santé, provenaient aussi d'un séjour plus ou moins prolongé à Cuba, de ces « vyewo » qui rentraient parfois avec leurs enfants, nés là-bas, les « pitchoun ». Il n'est pas exagéré d'évaluer à plus de 200 000, le nombre d'Haïtiens et de descendants d'Haïtiens, intégrés maintenant à la population cubaine, principalement dans ce qui formait, avant 1975, la province d'Oriente.

I) UN EXODE FORCÉ

Une des caractéristiques de ces mouvements de population, jusqu'à l'avènement de la dynastie duvaliérienne en 1957, était, entre autres, qu'ils n'étaient pas définitifs. Une partie notable de ceux qui partaient revenaient après un temps plus ou moins long, après un séjour plus ou moins fructueux. Avec Duvalier, le retour n'était plus prévisible, mais personne ne prétendra que ces mouvements sont dus d'abord au goût de l'aventure ou de la nouveauté. Sans négliger le poids des facteurs directement économiques qui pèsent lourd sur les mécanismes de toute migration importante, on ne peut minimiser les raisons politiques qui, ces trente dernières années, ont propulsé hors de la terre natale, près d'un cinquième de la population d'Haïti.

II) UN EXODE POLITIQUE

Il serait ridicule d'avancer que tous ceux qui sont partis sont des exilés politiques au sens précis et malheureusement complètement déphasé, où ce terme est employé dans la Convention de Genève (1951). Il est clair que la majorité n'a jamais milité dans une quelconque organisation politique en Haïti ou à l'étranger. Beaucoup ne sont pas partis premièrement pour des motifs politiques ou perçus par eux comme tels, mais comme je l'exposais le 11 octobre 1974, dans une lettre au ministre canadien de l'Immigration.

[31]

La plupart ont été forcés de quitter leur pays à cause d'une situation socio-économique invivable, créée par un régime répressif.

C'est cette situation qui amenait un magistrat américain, le juge King, après huit ans d'instruction de causes de réfugiés haïtiens en Floride, à rejeter comme futile, la distinction que voulaient acclimater, pour les Haïtiens, les services américains de l'Immigration, entre réfugiés politiques et réfugiés économiques (tous les réfugiés haïtiens de Floride entrant, selon eux, dans cette dernière catégorie). Le juge King avait ramassé ses conclusions dans une formule lapidaire disant que l'économie d'Haïti sous Duvalier était devenue une « économie de répression ».

On comprend mieux pourquoi, de 1957 à 1986, on retrouve près d'un demi-million d'Haïtiens aux États-Unis (plus de 350 000 à New York seulement), plus de 400 000 en République dominicaine, plus de 40 000 aux Bahamas, 48 000 au Canada, plus de 25 000 dans les Petites Antilles, plus de 20 000 en Guyane française, plus de 15 000 en Europe, surtout en France et la litanie pourrait s'allonger des concentrations importantes d'Haïtiens, majoritairement travailleurs ou cultivateurs : au Venezuela, au Surinam, etc. Sans compter les innombrables Haïtiens disséminés partout, en Afrique ou en Asie.

III) UN EXODE DES MASSES

Dès les années 68, les couches haïtiennes, possédantes et traditionnellement dominantes, rudement étrillées dans un premier temps sous la férule démentielle du dictateur mégalomane, se sont rendu compte non seulement de la possibilité pour elles de survivre, au sein du système d'exploitation des masses haïtiennes, poussé à son paroxysme par le régime duvaliériste, mais de reprendre pied et, progressivement, de recouvrer leur pouvoir, leurs privilèges et leur morgue. Les membres de ces couches possédantes, sauf accidents et imprévus, connaîtront-ils [32] de moins en moins la fatalité du sauve-qui-peut et de l'exil, remplacés par des voyages d'agrément, d'étude ou de santé.

Par contre, et en proportion directe de la dégradation de la situation socio-économique des masses populaires citadines ou rurales, l'exode, dans ces milieux, s'est transformée en véritable psychose collective, capable de faire craquer toutes les barrières dressées sur son chemin, à l'intérieur ou à l'extérieur.

IV) UN EXODE TOUT AZIMUT

En témoigne ce déferlement des travailleurs haïtiens vers New York, puis vers Montréal, entre 1970 et 1973 ; vers la République dominicaine et les Bahamas aussi ; vers Miami ensuite et, à nouveau vers New York, souvent via Montréal, entre 1975 et 1980.

Combien de parents, dans les campagnes haïtiennes, dans les bourgs, les faubourgs ou les « corridors » des villes d'Haïti, n'étaient-ils pas prêts à *TOUS* les sacrifices, pour qu'un, deux ou trois des leurs puissent, *PAR N'IMPORTE QUEL MOYEN,* gagner... la terre promise et ouvrir la voie aux autres membres de la famille ! N'est-il pas dramatique de penser que jusqu'en 1985, la majeure partie de la jeunesse non dorée d'Haïti avait fini par se laisser persuader qu'il n'y avait, pour elle, qu'une planche de salut possible et envisageable : la fuite à l'étranger ?

Et si certains naïfs étaient portés à se laisser prendre, après 1971 à la fable de la libéralisation du régime et des progrès réalisés en faveur du peuple haïtien, avec le concours empressé des profiteurs nationaux et internationaux, les cadavres, rejetés en nombre grandissant, surtout à partir de 1980, sur les plages bahaméennes, cubaines ou américaines seraient là pour témoigner tragiquement du mensonge et de l'imposture de ce « changement » dont personne, à vrai dire, n'osera plus faire état ouvertement, particulièrement depuis novembre 1980. Le pacte de la [33] honte, signé en octobre 1981, entre l'administration Reagan et la clique Duvalier, donnant aux pirates américains droit de vie et de mort sur les boat-people, même dans les eaux territoriales haïtiennes, n'a plus laissé aucun doute à ce sujet.

[34]

[35]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**DEUXIÈME PARTIE**

Chapitre VI

La migration haïtienne  
au Québec

GENÈSE ET PROFIL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les incidences de la situation intérieure d'Haïti sur l'évolution de l'immigration haïtienne au Québec sont indéniables. Qu'il soit bien entendu que tout ce qui est dit, dans cette étude, au sujet de la migration haïtienne ou de la population haïtienne ou de la communauté haïtienne au Québec vaut, sauf indication précise, pour les Haïtiens au Canada tout entier, puisque 96% de la population haïtienne de ce pays est concentrée au Québec.

Il n'était pas rare, jusqu'en 1985, de rencontrer certains irréductibles habitués en Haïti, de par leur appartenance sociale et leur mentalité, à tout évaluer en fonction de leurs intérêts de classe, voire de caste, pour déplorer une évolution qui les a privés au Québec, depuis 1970, de ce que j'appellerais une sorte de monopole de présence privilégiée.

La présence haïtienne au Québec est un phénomène relativement récent. Vers 1950, on comptait à peine une quarantaine d'Haïtiens au Canada dont près d'un tiers à Ottawa, à cause de la représentation diplomatique haïtienne dans cette ville, les 2/3 se trouvant au Québec. On peut, depuis les années 75 parler de population haïtienne au Québec et non plus seulement d'immigration [36] haïtienne, au caractère totalement différent de celui des années 50 et 60.

Sans doute, de très nombreux membres de la communauté haïtienne, vivant à l'extérieur de leur pays actuellement et souvent malgré eux, ne désespèrent pas d'y retourner un jour. Le « dechoukaj » de Jean-Claude Duvalier, le 7 février 1986, a permis à plusieurs d'entre eux de faire de ce rêve une réalité. On doit néanmoins convenir qu'un nombre appréciable d'Haïtiens, même désireux de mettre leurs talents ou leur savoir au service du pays qui les a vu naître, ont développé, à l'extérieur, des attaches et des liens qui les retiendront sans doute définitivement et souvent, légitimement, en dehors d'Haïti. Cependant, le changement fondamental dont le 7 février est le signe et l'annonce pourra permettre, même à ceux-là, de faire un choix plus lucide et plus clair.

I) PREMIÈRE VAGUE MIGRATOIRE

On peut avancer que, d'une manière globale, les Haïtiens arrivés au

Québec avant 1970 connaissaient, déjà en Haïti, une situation socioprofessionnelle relativement confortable. Ils étaient en nombre relativement restreint et appartenaient généralement au monde universitaire ou à celui des professions dites libérales. Les statistiques officielles indiquent, par exemple, que le Canada a reçu 38 Haïtiens de ce secteur, en 1965 et 42 en 1966, tandis qu'il n'y est arrivé presque aucun ouvrier haïtien à la même époque.

Les impératifs du développement du Québec de la « Révolution tranquille » avaient suscité, vers 1960, tout un ensemble de besoins qu'il fallait satisfaire, particulièrement dans le domaine des services. L'expansion des soins médicaux et paramédicaux, avec l'instauration de l'assurance-maladie, l'apparition et la prolifération de la technocratie dans la fonction publique, la « révolution » de l'éducation (1967), marquée par un net recul de l'emprise [37] des congrégations religieuses sur les institutions d'enseignement, sont autant de facteurs qui facilitèrent l'entrée de nombreux Haïtiens dont les services professionnels et le dévouement, malgré quelques cas d'imposture, furent hautement appréciés. Plusieurs unités de soins médicaux dans de grands hôpitaux de Montréal, par exemple, comme Maisonneuve-Rosemont, doivent le jour à la diligence et au savoir-faire de spécialistes haïtiens.

Compte tenu de la stabilité du marché de l'emploi, à l'époque et de l'importance des services offerts par cette main-d'œuvre haïtienne, les autorités du Canada et du Québec firent preuve d'une assez grande tolérance. Souvent, pour échapper à l'interdiction faite par le régime Duvalier à certaines catégories professionnelles de quitter leur pays (mais sans leur donner la possibilité de lui être vraiment utiles), plusieurs se sont vus forcés de se sauver avec de faux papiers ou même sans aucune pièce d'identité. Ils sollicitaient alors, à leur arrivée, le statut de réfugiés politiques.

La relative compréhension de ces situations, dont firent preuve les autorités canadiennes, était facilitée par les lois de l'Immigration d'alors. Ainsi, le 1er octobre 1967, le ministre fédéral de l’Immigration faisait publier les « nouveaux règlements d'applications nouvelles », aux termes desquels les visiteurs étrangers étaient autorisés à effectuer une demande de résidence à partir du territoire canadien. Selon des organes de presse, 223 000 visiteurs s'étaient prévalus de cette possibilité, dans tout le Canada, pour la seule année 1967.

Les mesures autorisant la demande de résidence sur place seront rapportées en novembre 1972. La loi canadienne de l'Immigration, élaborée en 1976 et entrée en application en 1978, consacrera, sur ce point, la situation d'avant octobre 1967.

Jusqu'à cette époque, l'immigration haïtienne ne constituait pas un problème pour les services gouvernementaux du Canada. En 1965, il y eut officiellement 88 [38] entrées d'Haïtiens, dont 38 membres de professions libérales et 47 non-travailleurs. Pour 183 974 entrées d'immigrants reçus au Canada ou immigrants admis avec le visa de résidence, on ne comptait, en 1968, que 444 Haïtiens (soit 0.25 %) dont 415 (soit 93 %) choisirent le Québec. À cette date, Haïti ne faisait pas partie du peloton des 15 principaux pays sources d'immigration au Québec, puisque sur un total de 35 506 immigrants admis dans cette province cette année-là (1968), le pourcentage d'Haïtiens atteignait à peine 1.16%.

C'est donc surtout après 1968 que, quantitativement et qualitativement, l'immigration haïtienne au Québec accusa une profonde transformation.

II) DEUXIÈME VAGUE MIGRATOIRE

A. LES CAUSES

Trois causes principales expliquent cette nouvelle situation : a) L'extension de la terreur duvaliériste. b) Le durcissement des lois d'immigration de certains pays, c) la relative tolérance des lois canadiennes d'immigration.

a) L'extension de la terreur duvaliériste

Sans doute, dès les premières années de la prise d'assaut de l'État haïtien par le pouvoir duvaliériste, en septembre 1957, a-t-on assisté à la mise en place graduelle d'un régime de terreur sans merci. Qu'il suffise de rappeler le massacre du Bel-Air, en juin 1957, indispensable au Général Kébreau et à ses sbires pour asseoir la farce électorale du 22 septembre ou les tueries de la zone frontière en 1963 et de Jérémie en 1964. Mais c'est surtout à partir de la visite de Nelson Rockefeller à François Duvalier, en 1967, que les incidences du régime sur les masses populaires haïtiennes ont commencé à se faire le plus durement sentir. Cet exode de milliers de paysans et de travailleurs en quête de sécurité et de survie économique peut se vérifier [39] même dans les statistiques gouvernementales qui ne tiennent évidemment aucun compte des départs non enregistrés. Pour l'année 1969, les sorties comptabilisées s'élevaient à 53 587, alors qu'elles n'étaient que de 19 316 en 1963 !

b) Le durcissement des lois d'immigration de certains pays

Dans les zones qui canalisaient l'émigration des travailleurs haïtiens depuis 1915, on assiste à un durcissement des lois régissant l'entrée des ressortissants étrangers. Certaines de ces dispositions sont prises spécifiquement à rencontre des Haïtiens, comme aux Bahamas. Le prétexte qui peut se comprendre en partie, de la saturation, dans ce pays, du marché du travail, ne saurait justifier les mesures répressives adoptées contre la population haïtienne qui, pendant près d'un quart de siècle a été l'épine dorsale du développement de l'économie bahamienne. Ces mesures s'aggraveront encore après l'indépendance des Bahamas en 1973 et seront révélées à l'opinion internationale par le drame de Cayo Lobos, quand, rejetant les offres de médiation du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le gouvernement de Nassau livra, le 16 novembre 1980, aux tonton makout de Duvalier, les rescapés d'une lamentable odyssée qui avait rejeté sur un petit rocher désert des Bahamas 113 malheureux boat-people partis de la Gonâve deux mois auparavant !

En Afrique, la zaïrisation des cadres, vers 1964, provoquera le départ vers d'autres pays, de beaucoup des 800 ou 900 enseignants recrutés quelques années plus tôt pour l'ancien Congo belge, surtout par les soins de l'UNESCO.

Les formalités, lois et règlements des États-Unis se compliquent et deviennent de plus en plus rigides, surtout vis-à-vis de ressortissants de pays dits du Tiers-monde.

[40]

L'aggravation des tensions politiques en République dominicaine, notamment avec l'écrasement, par les marines américains et la pseudo force conjointe de l'O.E.A. des efforts des Constitutionnalistes en 1965, en vue de l'instauration d'une démocratie véritable, conduit le gouvernement de ce pays à une politique d'hostilité de plus en plus marquée envers son voisin immédiat, tout en préservant des structures inhumaines pour le recrutement et l'exploitation à outrance de l'indispensable main-d'œuvre haïtienne.

Il suffit de rappeler ici que le courant migratoire traditionnel vers Cuba avait été stoppé dès 1960, entraînant la fixation, dans la grande île voisine, de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs haïtiens qui participaient à la zafra.

c) La relative tolérance  
des lois canadiennes de l'immigration

Entre 1967 et 1972, la loi canadienne de l'immigration, à forte saveur raciste jusqu'en 1962, était devenue relativement tolérante, surtout, ainsi que je l'ai déjà signalé, par la possibilité qu'avait un visiteur de produire, sur place, une demande de résidence permanente.

Par ailleurs, on ne peut passer sous silence l'image paradisiaque que des Haïtiens, déjà installés au Québec, faisaient miroiter aux yeux de leurs parents et amis restés en Haïti ; ni surtout la publicité effrénée de certaines agences de voyages de Port-au-Prince ou de Montréal.

Dès décembre 1972, je formulais certaines considérations publiées en grande partie dans le quotidien montréalais le Devoir, du 28 du même mois. Il n'est peut-être pas sans intérêt de m'inspirer ici de certains de ces propos en vue de jeter, sur ce courant plutôt insolite d'une importante migration de la Mer des caraïbes vers des terres proches du pôle nord, une lumière plus appropriée.

L'installation des premiers Haïtiens au Québec s'est indéniablement trouvée facilitée par une certaine communauté [41] de langue et de culture à un moment où le Québec recherchait des enseignants, des cadres ou des techniciens d'expression française. Liens et échanges fructueux entre l'intelligentsia québécoise et haïtienne ont, sans aucun doute, été grandement facilités par la parenté linguistique existant entre elles. Peut-être le fait qu'un nombre important de membres de professions dites libérales ait pu, dans un premier temps s'installer au Québec a-t-il encouragé la venue de parents, d'amis et de connaissances et que le phénomène d'attraction, souvent observé en matière de migration, a alors joué à plein.

Il ne faudrait pas en effet insister d'une façon indue sur la seule question de la langue pour expliquer cette deuxième vague migratoire d'Haïti vers le Québec. Les très nombreux problèmes de communication et d'adaptation qui se poseront par la suite, on le verra, à la communauté haïtienne au Québec, majoritairement unilingue créolophone, à partir de 1973-1974, inciterait, s'il en était besoin, à relativiser le fait de langue, comme cause principale de l'attraction d'un groupe humain donné vers un lieu géographique. Comment expliquerait-on alors l'importance de la population haïtienne aux États-Unis (de langue anglaise), en République dominicaine (de langue espagnole) et son afflux tardif et plus réduit en Guadeloupe et en Martinique (de langue créole pourtant), en Guyane française ou en France même ? N'a-t-on pas assisté au contraire, en 1985 et 1986, à Montréal, à un reflux notable, vers le Québec, de réfugiés haïtiens préalablement accueillis par la France ?

Les causes de la deuxième vague migratoire haïtienne vers le Québec sont donc plutôt à rechercher, à mon avis, dans ce phénomène d'attraction évoqué un peu plus haut et surtout dans l'image idyllique d'un pays accueillant, aux emplois bien rétribués et non discriminés, acclimatée en Haïti, par l'arrivée de plus en plus importante de ressortissants canadiens (on ne connaissait guère alors, en Haïti, le terme : québécois). Les congrégations religieuses [42] d'hommes et de femmes se retrouvant de plus en plus, après 1945, sur la terre haïtienne en petit Canada, n'ont pas peu contribué à répandre cette image à travers leurs écoles, paroisses ou dispensaires ouverts d'abord dans le sud (diocèse des Cayes), puis peu à peu dans tout le pays.

Il est piquant de relever l'appui accordé par les autorités gouvernementales de leur pays à ces congrégations religieuses en Haïti, alors que ces mêmes autorités s'appliquaient à libérer le Québec d'une tutelle ecclésiastique jugée désuète et trop lourde. Avec l'afflux de ces hommes et femmes d'Église, dont en 1966, un nonce apostolique canadien, Mgr Lemieux, O.P., ancien archevêque d'Ottawa, le terrain était mûr pour l'arrivée d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprises de toutes sortes qui ont proliféré en Haïti après 1971, en attendant la venue, par la suite, d'innombrables touristes et coopérants.

Bien avant 1978, on a vu se multiplier agences et chaînes de voyages en Haïti et au Québec. Plusieurs de ces agences ayant à leur tête des chevaliers d'industrie de l'un ou l'autre bord, étaient plus ou moins liées entre elles, avec cette différence qu'en Haïti même, la plupart de ces agences étaient directement et étroitement contrôlées par la mafia alors au pouvoir.

Ces agences avaient donc entrepris une publicité tapageuse, surtout auprès des jeunes, dont l'avenir était, sous le régime des Duvalier, complètement bouché, leur faisant accroire que l'Eldorado se trouvait à portée de jet, au nord des États-Unis et qu'aucun sacrifice ne devait être jugé trop grand pour l'atteindre. Dès la fin du printemps de 1972, ces agences avaient répandu la fable que, jusqu'en janvier 1973, d'extraordinaires facilités d'obtention du visa de résidence permanente étaient offertes à ceux qui se rendraient comme touristes au Canada. Même après la décision ministérielle du 3 novembre 1972, annulant toute possibilité de produire une demande de résidence à partir du territoire canadien, des agences en Haïti, par exemple Ibo-Tour, du ministre Luckner Cambronne, [43] grand trafiquant de cadavres et de plasma humains, entre autres choses, expliquaient aux candidats au départ qu'ils n'auraient, outre-mer, que des difficultés mineures et d'ailleurs passagères.

B. LES FAITS

À vrai dire, la tâche de ces brigands était singulièrement facilitée par le manque d'esprit critique de la plupart de leurs victimes, peu ou mal renseignées par des correspondants (parents ou amis) déjà rendus au Québec, plus enclins à faire mousser leurs réussites vraies ou supposées qu'à insister sur leurs échecs ou leurs déboires. Propriétaires d'agences makout, responsables de l'émission des visas du gouvernement haïtien, courtiers de tout poil, réalisaient des affaires d'or : il fallait prévoir entre 600 ou 700 dollars canadiens (au taux de change alors supérieur au dollar américain) pour faire aboutir les démarches pour Montréal. Que l'on compare cette fortune aux 200 dollars proposés aux touristes canadiens de l'époque, pour un voyage, tous frais compris, de 10 jours en Haïti et l'on aura une idée des bénéfices empochés par tous les profiteurs de ce marché de dupes, en pourboires, commissions, combinaisons diverses : fausses pièces d'identité, faux certificats de compétence, faux diplômes, fausses lettres d'invitation, fausses adresses... Ces faux étaient d'ailleurs, la plupart du temps, parfaitement authentiques, puisque fabriqués ou contresignés par de vrais membres de la fonction publique, habilités à le faire. Le tout dans un climat d'incohérence absolue et d'arbitraire total. Ainsi, durant les quelques jours qui avaient suivi, à cette époque, la mise à pied de l'affairiste Luckner Cambronne et son remplacement au ministère de l'Intérieur, par le sinistre Dr Roger Lafontant, certains passeports portant le nom et la signature du ministre déchu ont dû être « refaits », au frais naturellement des partants, forcés également de payer un nouveau visa.

[44]

Je réserve à un chapitre ultérieur, la description de l'accueil fait à la plupart de ces « visiteurs » d'un genre particulier et des combats menés pour les arracher, à leur descente d'avion, aux griffes d'avocats et conseillers marrons. Mais, pour aller davantage au fond des causes de cet engouement pour Montréal, (souvent via Toronto), il faut préciser que le visa américain se faisait de plus en plus cher, tandis que pour venir à Montréal, le visiteur n'avait pas besoin alors d'un visa préalable. Les agences avaient vite trouvé la parade : un crochet par la Jamaïque, une escale à Malton (Toronto), avant d'atterrir à Dorval (Montréal), avec, souvent, comme destination finale, très rarement atteinte : New York. On s'explique ainsi pourquoi les vols pour Montréal en provenance d'Haïti étaient délaissés : ils faisaient escale à Miami. Par contre, de juillet à décembre 1972, les vols en provenance d'Haïti, arrivaient couramment à Malton via Kingston, avec, chaque semaine, une soixantaine ou une centaine d'Haïtiens.

III) TROISIÈME VAGUE MIGRATOIRE

Si je me suis étendu davantage sur la deuxième vague migratoire, c'est qu'elle a donné à la population haïtienne au Québec l'allure qui ira s'accentuant, avec ce que j'appelle la vague des boat-people de l'air, la troisième (1978-1980) et la quatrième, celle de la post-régularisation (1980-1986).

Si l'on s'en tenait aux seuls chiffres officiels des statistiques du gouvernement fédéral d'Ottawa ou du gouvernement provincial de Québec, l'année 1979, comme auparavant, l'année 1972 marquerait un creux dans l'immigration haïtienne au Québec. La réalité nous apprend à nous méfier de ces données qui, pour reprendre la boutade d'un humoriste, « permettent de découvrir beaucoup de choses, mais cachent toujours l'essentiel ». Effectivement, les faits démontrent que le rythme moyen des arrivées hebdomadaires d'Haïtiens à Dorval (Montréal), le [45] plus souvent après une escale pénible à Malton (Toronto), était approximativement d'une centaine, au moins pendant six mois. De même, avec l'établissement, en octobre 1978, d'une liaison directe entre Mirabel (Montréal) et Port-au-Prince, le nombre des « visiteurs » ou « touristes » en provenance d'Haïti, se mit à grimper d'une façon effarante. Les agents de l'immigration fédérale canadienne ne savaient littéralement où donner de la tête, surtout quand Air-Canada mettait en ligne deux avions par semaine, parfois trois... Il n'était pas rare que beaucoup de ces « visiteurs », présumés « de mauvaise foi » par les agents d'immigration, se retrouvent derrière les portes blindées de la section de l'Hôtel Holiday Inn (7300, Côte de Liesse, Dorval), spécialement aménagée à cette fin. Parfois, en une seule semaine, plus d'une soixantaine de « visiteurs » haïtiens étaient ainsi obligés de subir cette expérience pour eux aussi désagréable qu'inattendue. Un court métrage de Pierre Nadeau, intitulé « Négriers d'eux-mêmes », avait projeté en 1980, sur les écrans de télévision du Québec, la saisissante image d'un de ces « réfugiés de l'air » ainsi détenu à son arrivée à Mirabel, en provenance d'Haïti.

En dénonçant cette situation intolérable dans des articles publiés en octobre 1979 dans des journaux montréalais, je n'hésitais pas à assimiler aux réfugiés de la mer, bon nombre de ces Haïtiens arrivant d'Haïti au Canada et constituant des « réfugiés de l'air », pour ne pas dire des « boat-people de l'air ». J'ajoutais ceci :

Et que les responsables de la politique américaine et canadienne ne s'empressent pas de dire que personne n'y peut rien ! Il est temps que l'on s'astreigne, sans faux-fuyants, à une réflexion en profondeur qui permettra d'aller à la racine de ce problème de l'exode de milliers de travailleurs et de paysans haïtiens vers un environnement qui leur est si peu naturel ! [[9]](#footnote-9)

Cet appel avait trouvé un écho favorable auprès du gouvernement québécois, le seul gouvernement à avoir [46] jamais reconnu qu'il existait bel et bien, pour Haïti, un problème de réfugiés et que c'était un problème politique. Répondant, le 13 juin 1980, à deux dirigeants de l'organisme Secours haïtien, qui lui avaient fait parvenir le texte d'une pétition qu'ils avaient adressée au premier ministre, M. Jacques Couture, ministre de l’Immigration du Québec, écrivait :

Comme vous le soulignez vous-même, la cause du problème des réfugiés haïtiens est d'abord politique. Il faudrait que les responsables de la politique étrangère canadienne aient le courage de l'admettre et d'intervenir au niveau du respect des droits de la personne auprès du gouvernement concerné.

Jacques Couture avait tenu à être présent, le 2 juillet 1980, à une rencontre d'information sur la situation des réfugiés haïtiens dans les différents points chauds de la diaspora. Cette rencontre, animée par le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal avec la participation du Comité Solidarité-Haïti et de plusieurs responsables ou membres d'organismes impliqués dans la question des réfugiés, mit en relief l'urgence, pour le Canada, d'envisager des mesures à moyen et à long terme pour que cesse d'être alimentée l'entreprise de fabrication à jet continu de boat people de mer ou de l'air que constituait le système politique installé en Haïti.

À la mi-août 1980, le ministre Jacques Couture annonçait la nomination d'un enquêteur spécial, ancien provincial des Jésuites, le Père Julien Harvey, qui remettra effectivement, le 4 septembre 1980, son rapport portant principalement sur la situation des Haïtiens résidant illégalement au Québec et les modalités d'une éventuelle régularisation de leur statut et la question des réfugiés politiques haïtiens.

Le gouvernement d'Ottawa, de son côté, chargeait l'adjoint parlementaire du ministre fédéral de l'Immigration, M. Dennis Dawson, d'une mission d'information auprès des différents groupes et organismes de la communauté haïtienne. C'est dans le cadre de cette mission que, [47] le 19 août 1980, sept représentants du Gouvernement fédéral, sous la présidence de M. Dawson, eurent une longue séance de travail avec le Responsable du Bureau de la C.C.H.M. et sept membres de la communauté haïtienne. Le document de base de cette séance était constitué par une lettre, en date du 8 août 1980, adressée au premier ministre du Canada par le Responsable de Bureau de la C.C.H.M. exposant les causes du problème des réfugiés haïtiens, les responsabilités du Canada dans cette question et certaines mesures concrètes, spécialement en faveur des réfugiés haïtiens déjà en territoire canadien. Réagissant sans délai à ces propositions qui, avec d'autres documents, lui avaient été soumises le 12 août 1980, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, répondait personnellement au Responsable du Bureau de la C.C.H.M. par lettre en date du 15 août :

C'est sans la moindre hésitation que j'appuie dans l'ensemble, les demandes que vous adressez au gouvernement fédéral concernant les réfugiés haïtiens.

Les contacts, débats, recherches, enquêtes et démarches, tant au niveau fédéral qu'au niveau provincial, aboutirent, le 24 septembre 1980, à l'annonce de mesures spéciales, proposées par le gouvernement du Québec et acceptées par le gouvernement d'Ottawa, visant à la régularisation du « statut des immigrants clandestins haïtiens au Québec ». N'étant pas habilité à adopter directement des mesures d'acceptation de réfugiés en territoire québécois, le gouvernement de cette province avait su, avec intelligence, tourner la difficulté en proposant les mesures de régularisation de statut qui permirent, à partir de mars 1981, à près de 4 000 de ces « réfugiés de l'air haïtiens » présents au Québec à la date du 1er octobre 1980, d'obtenir, au Canada, leur visa de résidence permanente.

Menés avec habileté et avec tact, les efforts du Gouvernement du Québec surent mettre en confiance la quasi-totalité des personnes visées, si bien qu'en 1981, le Canada était le seul point de chute d'une importante diaspora [48] haïtienne dont presque tous les membres possédaient au moins le visa régulier de résidence permanente.

IV) QUATRIÈME VAGUE MIGRATOIRE

En donnant le 1er octobre 1980 comme date du début de la quatrième vague migratoire haïtienne au Québec, je ne fais que me plier à une constatation : en acceptant les propositions du gouvernement québécois en vue de la régularisation du statut des Haïtiens, le gouvernement fédéral avait décidé d'imposer dorénavant un visa à tout ressortissant d'Haïti désireux de venir au Canada comme visiteur. Auparavant, le visa de visiteur était accordé ou refusé au port d'entrée par un agent d'immigration. En cas de refus de visa, un processus complexe était prévu, surtout dans le cas où l'intéressé demandait le statut de réfugié. Ce très long processus prévoyant une « enquête spéciale » puis un « examen assermenté », le tout pouvant s'étendre sur plusieurs années, ne fera ici l'objet que cette très brève évocation. Tout ce processus est d'ailleurs largement remis en question depuis 1984 surtout par de très actifs groupes de pression, dont la Table de Concertation des organismes montréalais au service des réfugiés. Il est à souhaiter que ces revendications, sous-tendues par des démarches et des recherches d'une remarquable qualité, finissent par aboutir de façon positive à une révision en profondeur de la loi canadienne permettant une appréciation plus réaliste, plus à jour et plus juste de la difficile question des réfugiés.

Avant l'instauration du visa, le 1er octobre 1980, la plupart des ressortissants haïtiens arrivant à Mirabel comme des « visiteurs » ne demandaient pas le statut de réfugié sur-le-champ. Ceux qui, admis comme visiteurs, décidaient de ne pas repartir se donnaient souvent un temps de réflexion...ou d'hésitation, de deux, trois ou quatre mois ou davantage. Plusieurs ne se décidaient pas à demander le statut de réfugié, aimant mieux prêter l'oreille à [49] des pêcheurs en eau trouble qui faisaient accroire que leurs parents, en Haïti, courraient les plus grands dangers s'ils faisaient cette démarche...

À partir de l'instauration du visa, le nombre de requérants haïtiens au statut de réfugié augmenta automatiquement. Compte tenu d'une clause de la loi de l'immigration, il était, la plupart du temps, préférable de laisser expirer la date du visa de visiteur avant de produire la requête en vue de l'obtention du statut de réfugié. Le pourcentage des requérants recevant une réponse favorable était toujours insignifiant, mais au moins, au Québec, avec les dispositions prises en 1984 et 1985, les requérants pouvaient obtenir le permis de travail et, à défaut d'un emploi, l'accès aux services sociaux.

C'est entre 1981 et 1985 que les rares réfugiés haïtiens reconnus comme tels par le Canada tandis qu'ils se trouvaient encore en dehors de ce pays, y arriveront effectivement après d'interminables et opiniâtres démarches du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal.

Un premier groupe comprenant une dizaine de personnes, dont plusieurs journalistes et animateurs de radio, expulsés d'Haïti le 28 novembre 1980, avait dû faire un séjour de plusieurs mois au Venezuela. C'est de Caracas qu'ils partiront pour Montréal à la fin de décembre 1981 et au début de janvier 1982. On ne peut manquer de souligner l'accueil très chaleureux réservé à ces exilés par la communauté haïtienne de Montréal, notamment lors d'une soirée de solidarité réalisée peu après leur arrivée, dans le vaste sous-sol de l'église Saint-Louis de France, qui avait abrité, de 1973 à 1977, la plupart des rassemblements communautaires haïtiens. Les Québécois ne furent pas moins accueillants : les journalistes du quotidien montréalais Le Devoir, par l'entremise du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, mirent à l'entière disposition des nouveaux arrivants un fonds de secours de 4 000 dollars. Pour Marie-France Claude, également [50] exilée à Caracas, il aura fallu plus de trois ans de démarches !

Un deuxième groupe, comprenant 9 exilés, dont une famille, « amnistié » après de longs mois en prison, se retrouva à Mexico, en 1983. Il faudra plusieurs mois de négociations serrées pour qu'il finisse par arriver à Montréal.

Le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal avait été sollicité aussi par des réfugiés reconnus comme tels par la République dominicaine, mais vivant, dans un climat de totale insécurité à cause des très entreprenants tontons makout qui avaient carte blanche pour opérer sur ce territoire. Ils étaient d'autant plus exposés, qu'anciens militaires pour la plupart, ils étaient très mal vus de la toujours toute-puissante armée léguée par Trujillo. Trois premiers arrivèrent au Canada en novembre 1981 et sollicitèrent l'asile politique qu'ils n'obtinrent que deux ans après. Plusieurs autres suivirent selon le même scénario qui se reproduisit, en 1984 avec un groupe d'une quinzaine de réfugiés haïtiens asiles en République dominicaine, mais refoulés en Guadeloupe après une homérique odyssée qui amena leur capture à Saint-Martin... parles autorités françaises...

On verra un peu plus loin, au paragraphe chiffrant la courbe de l'immigration haïtienne au Québec, que la principale source de l'admission officielle des Haïtiens comme résidents au Canada se retrouve dans la catégorie des immigrants parrainés par leurs ascendants ou descendants, depuis 1976, alors qu'avant cette époque le plus fort contingent venait des « immigrants indépendants ». On peut dire que, pour la quatrième vague migratoire, c'est la catégorie des « parrainés » qui constitue dorénavant l'unique réservoir significatif de nouveaux résidents, à l'arrivée.

Les requérants ayant produit une demande de statut de réfugié avant le 21 mai 1986 pourront bénéficier des mesures édictées avant cette date par la Commission fédérale [51] de l’emploi et de l'Immigration. Dans la plupart des cas, ils obtiendront le visa de résidence permanente.

Ceux qui, arrivés avec un visa de visiteur, n'avaient pas présenté de demande de statut de réfugié et n'avaient pas demandé de prorogation de leur visa de visiteur (prorogation toujours très brève, quand elle est accordée) sont en situation illégale, aux yeux de l'Immigration canadienne. Certains pourront être inclus dans la catégorie des « cas humanitaires », mais les autres, le plus grand nombre, ne pourront que se rabattre sur un hypothétique train de mesures plus générales de redressement ou de régularisation de statut.

Le nombre de personnes appartenant à différentes nations ou ethnies, surtout en provenance d'Asie, est certainement très élevé au Canada ; néanmoins, malgré le caractère d'urgence dû à la situation dramatique de ces « irréguliers », aucun train de mesures ne semble près d'être mis sur rail.

Le Gouvernement canadien ne paraît pas désireux de rééditer l'expérience de l'Opération Mon Pays, sorte d'amnistie générale pour illégaux (selon la présentation faite à l'époque par les autorités fédérales), qui, en octobre 1973, n'avait pas donné les résultats escomptés. On se rappelle que certaines évaluations gouvernementales chiffraient à 200 000 ou plus, le nombre de ceux que les services d'immigration appelaient illégaux. Or, selon un rapport de la Commission royale d'enquête de l’immigration canadienne, daté de janvier 1976, seulement 32 003 cas avaient été étudiés dans le cadre de l'Opération Mon Pays.

On sait que ces mesures de 1973 n'avaient pu s'appliquer qu'à un nombre insignifiant d'Haïtiens, dont une infime minorité seulement se trouvait dans l'illégalité à l'époque. Les Haïtiens arrivés avant décembre 1972 et n'ayant pas encore obtenu le visa de résidence, à l'époque de ces mesures, ont plutôt bénéficié, en 1974 et 1975, des critères adoucis décidés par une série d'autres réglementations [52] de l’Immigration fédérale canadienne, connues sous le nom de Projet 80.

Dans la communauté haïtienne de 1986, le pourcentage des « irréguliers » reste minime. Ce groupe s'est formé peu à peu par les arrivées de visiteurs, postérieures aux mesures de régularisation dues à l'initiative du Gouvernement québécois à partir du mois d'octobre 1980. Il est clair, qu'après le 7 février 1986, l'on ne saurait raisonnablement suggérer à ces personnes de demander le statut de réfugié.

Dans une démarche effectuée, au début de mai 1986, auprès des autorités fédérales de la région du Québec, j'avais exposé le point de vue du Bureau de la C.C.H.M., face à la nouvelle conjoncture haïtienne. Le Bureau de la C.C.H.M. qui, depuis sa fondation, en 1972, s'était battu pour faire reconnaître les droits des Haïtiens, bafoués par un régime répressif et dictatorial depuis 1957, ne pouvait évidemment pas appuyer des demandes de statut de réfugié venant d'anciens tortionnaires ou d'anciens profiteurs de ce régime. Il avait toujours été de tradition, au Bureau de la C.C.H.M., de soutenir les demandes des réfugiés victimes de la dictature duvaliériste ou acceptant de s'en démarquer clairement. Le Bureau de la C.C.H.M. n'avait jamais été d'accord que le Canada et, partant, le Québec, acceptent de donner asile à d'anciens criminels en disgrâce, comme le Dr Roger Lafontant. J'avais proposé que des mesures spéciales soient envisagées pour ceux qui, avant le 7 février 1986, avaient demandé le statut de réfugié, en vue, soit de régulariser définitivement leur situation par le visa de résidence, soit de leur donner un statut qui les protègerait pleinement, en attendant un règlement à plus long terme. Quant aux personnes qui, après l'expiration de leur visa de visiteur, avaient négligé de solliciter le statut de réfugié, j'avais suggéré de les intégrer dans la catégorie des cas humanitaires à laquelle ces personnes appartiennent en fait, la plupart du temps.

[53]

Les autres n'auront malheureusement, pour ne pas rester dans l'illégalité avec tous les inconvénients que comporte cette situation au Canada, d'autre ressource que de regagner leur pays d'origine. Que l'on comprenne bien ce malheureusement ! Ma conviction a toujours été que le séjour forcé à l'étranger, de la grande majorité des Haïtiens ne devrait être que temporaire. Déjà, en 1973, j'avais eu à préciser l'intention de certains agents de l'immigration canadienne qu'il serait souhaitable, non pas que le plus grand nombre possible d'Haïtiens puisse venir s'installer au Canada, mais qu'au contraire, la situation haïtienne évolue de telle sorte qu'aucun ressortissant de ce pays ne se voie dans la nécessité de s'expatrier.

Il serait néanmoins naïf de penser que le 7 février aurait été une sorte de coup de baguette magique qui aurait opéré en un clin d'œil, la transformation radicale d'une situation politique, sociale et économique si lourdement obérée par 30 ans de duvaliérisme ayant eux-mêmes fait suite à tant d'années d'oppression ou de gestion aberrante.

Non seulement le poids d'un appareil administratif non encore assaini et déduvaliérisé entrave les redressements politiques qui auraient dû logiquement découler du 7 février 1986, mais les pressions externes et internes dont le Conseil National de gouvernement est l'objet l'ont engagé dans une voie qui accélère dramatiquement la dégradation d'un tissu social et économique en très mauvais état. C'est ce qui explique que l'exode des boat-people vers Miami n'ait pas encore été stoppé pas plus que l'exploitation éhontée, par les profiteurs dominicains, haïtiens ou autres, de la force de travail des malheureux coupeurs de canne haïtiens, dont la vente, pour être moins officielle n'en est pas moins tout aussi effective.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[54]

[55]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Troisième partie

LA POPULATION HAÏTIENNE  
AU QUÉBEC

[Retour à la table des matières](#tdm)

[56]

[57]

TROISIÈME PARTIE

LA POPULATION HAÏTIENNE  
AU QUÉBEC

Comme bien des Haïtiens arrivés à Montréal vers 1970-1971, j'avais noté un petit détail piquant : lorsque nous nous adressions à l'épicier du coin ou au pompiste de service, on s'obstinait à toujours nous répondre en anglais. Nous avions beau insister... en français. Rien à faire ! Pour le Montréalais ordinaire, surtout de l'est de Montréal, un Noir ne pouvait être qu'Américain (des États-Unis)... Peut-être un « West Indian »... De toute façon, il se faisait remarquer quand il s'aventurait à l'extérieur.

Si, maintenant, un Noir circule dans l'est de Montréal, il passera inaperçu : on en rencontre à tous les coins de rue ! Et si, par hasard, ce Noir était en quête d'un renseignement, on lui répondra en français, avec, dans bien des cas, un clin d'œil complice ou un sourire entendu : « Vous êtes Haïtien, n'est-ce pas ? » Car, depuis quelques années, un Noir, dans l'est de Montréal, ne peut être qu'Haïtien.

Ce n'est pas par hasard que j'ai parlé de l'est de Montréal où se retrouve la plus forte concentration haïtienne au Québec, depuis une quinzaine d'années. On aura noté que cela coïncide, grosso modo, avec ce que j'ai appelé plus haut, la deuxième vague ou le deuxième flux migratoire haïtien au Québec.

[58]

Je me garderai d'une fastidieuse énumération statistique pour préciser la courbe de l'immigration haïtienne au Québec, entre 1965 et 1986 ; je me contenterai également d'un graphique et d'un tableau plus significatifs, dans le but de permettre une meilleure appréhension de cette réalité qu'est devenue, en vingt ans, au Québec, la présence d'une diaspora haïtienne de taille.

[59]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre VII

Courbe de l’immigration  
haïtienne au Québec

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il n'existe aucune donnée permettant de chiffrer exactement le nombre d'Haïtiens établis au Canada, jusqu'en 1965. C'est donc à partir de divers recoupements et d'innombrables contacts que j'ai pu l'évaluer à environ 2 000.

Si le présent ouvrage fait surtout référence à la population haïtienne au Québec, ce n'est pas uniquement parce qu'il devait faire partie d'une collection due à l'initiative du Ministère québécois des Communautés culturelles et de l'Immigration. C'est principalement parce que les chiffres tant officiels que non officiels permettent d'affirmer que plus de 96% des Haïtiens vivant au Canada se retrouvent au Québec ; on pourra préciser, au fur et à mesure, que 95% environ de ces Haïtiens sont établis dans la région montréalaise et la grosse majorité, entre 65 et 70%, au moins, dans l'est et le nord de Montréal ou de ses banlieues.

On ne peut qu'être frappé par le grand écart que révèlent les statistiques officielles, entre les 79 Haïtiens arrivés au Québec, en 1965, comme résidents permanents (on disait, à l'époque « immigrants reçus ») et les 3 458 admis dix ans plus tard ou les 3 582, en 1981 [[10]](#footnote-10)*.*

Avant 1965 et même jusqu'en 1967, on ne peut pas parler vraiment d'immigration haïtienne au Québec. [60] Quelques individus, dont plusieurs étaient venus pour études et n'étaient pas retournés en Haïti, avaient fondé des foyers, à Québec, dans certaines petites agglomérations québécoises et à Montréal. À Ottawa, certains anciens fonctionnaires du gouvernement haïtien s'étaient eux aussi établis sur place ou dans les environs.

À partir de 1967 et pour les raisons évoqués plus haut (dont les nouveaux règlements sur l'immigration coïncidant avec l'Exposition internationale de Montréal), il s'amorce une très nette tendance au changement.

Paradoxalement, plus d'un millier d'Haïtiens se sont trouvés coincés entre, d'une part, la décision ministérielle du 3 novembre 1972, annulant, on l'a vu antérieurement, les mesures prises le 1er octobre 1967 par le Gouvernement canadien et, d'autre part, la loi C-197 du 15 août 1973, qui supprima pratiquement le droit d'appel (en immigration), le restreignant à des catégories extrêmement limitées. Un peu moins de 55% des Haïtiens en difficulté ont finalement pu obtenir le visa de résidence en 1974 ou 1975.

Depuis, l'immigration haïtienne au Québec a pris une place de plus en plus importante. Haïti qui ne faisait pas partie, en 1968, des 15 principaux pays de provenance des immigrants au Québec, était au dixième rang en 1969, pour se maintenir, en 1974, 1975 et 1976, au premier rang, avant la France, les États-Unis et le Liban. Jusqu'en 1986, les Haïtiens sont restés pour le Québec, une des six ou sept principales sources d'immigration.

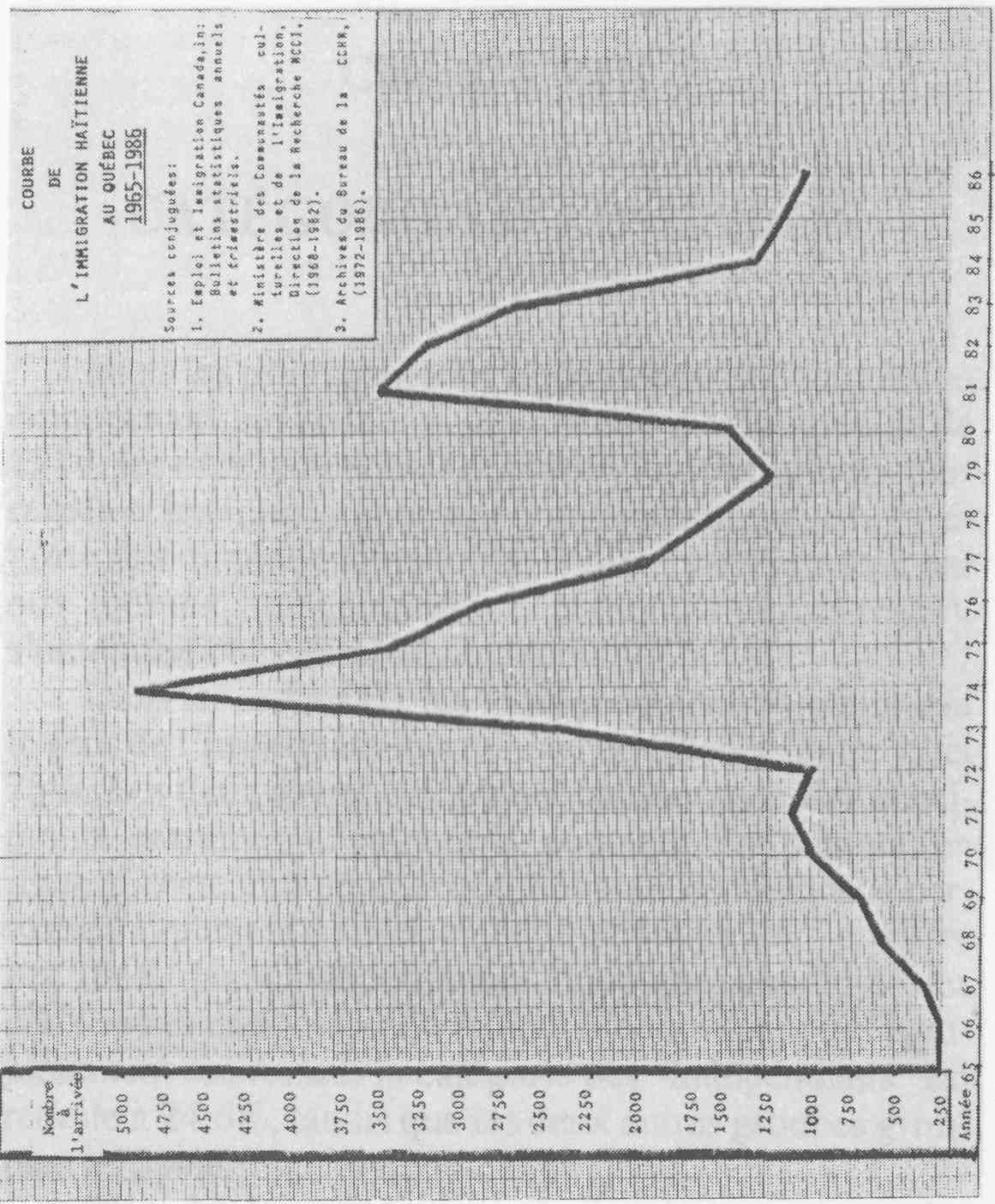
Il est hors de doute cependant que la série de mesures législatives ou administratives à caractère restrictif, prises par le Gouvernement canadien, au fil des ans depuis le 3 novembre 1972, agit comme un frein sur le flux migratoire haïtien au Québec, comme sur la venue des immigrants d'autres pays. Depuis la loi C-24, dite loi canadienne de 1976 sur l'Immigration, quoique adoptée le 25 juillet 1977 et entrée en vigueur seulement en 1978, les statistiques officielles révèlent une régression très nette, [61] pour tous les pays, du nombre des immigrants dits « indépendants », au profit de ceux dits « parrainés ». On verra, un peu plus loin, que le groupe haïtien n'échappe pas à cette tendance qui se répercute sur la courbe générale de l'immigration.

Il y a cependant, des exceptions à la règle... Il est vrai que de 3 458, en 1975, le nombre des résidents permanents haïtiens admis au Québec tombe à 2 880, en 1977 pour ensuite se stabiliser autour de 1500, jusqu'en 1981. Mais ces données officielles ne doivent pas donner le change. En fait, un nombre important de ressortissants haïtiens, ainsi que relevé au chapitre précédant, a afflué au Québec, en qualité de « visiteurs », entre 1978 et 1980, dans ce que j'ai appelé la troisième vague migratoire. C'est ce qui explique la notable remontée du nombre des Haïtiens admis comme résidents permanents au Québec en 1981 (3 582) et en 1982 (3 324). La plupart de ces « nouveaux admis » se trouvaient en fait sur le territoire québécois, depuis plusieurs années et c'est en leur faveur que, comme on l'a déjà signalé, le Gouvernement fédéral du Canada sous la pression du Gouvernement du Québec, a accepté la mise en route d'un premier train de mesures spéciales, annoncées le 24 septembre 1980 et d'une deuxième série de mesures annoncées le 17 décembre 1980.

Ces deux programmes spéciaux auront pour effet d'accroître de façon considérable le nombre des Haïtiens qui obtiendront la résidence permanente au Canada, en 1981-1982, à titre d'immigrants « indépendants ». En effet, selon les responsables de ces programmes du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, environ 4 000 ressortissants d'Haïti ont pu bénéficier de ces mesures.

On notera l'incidence de ces mesures, dans la communauté haïtienne du Québec, sur le nombre des immigrants « parrainés », à partir de 1983 et sur la nature de certains problèmes que l'on y décèlera par la suite, après une [62] brève revue des différentes « catégories d'admission » des Haïtiens au Canada.

[63]



Courbe de l'immigration haïtienne

[64]

[65]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre VIII

Catégories d’admission

[Retour à la table des matières](#tdm)

Dans les trois catégories réglementaires d'admission comprenant, selon la Loi canadienne d'immigration de 1976, les immigrants indépendants, les immigrants parrainés et les immigrants aidés, on remarque que la catégorie des indépendants (c'est-à-dire ayant produit, par eux-mêmes, une demande de résidence permanente), s'amenuise considérablement après 1975.

Dans les années 60, les « indépendants » constituaient le gros de l'immigration haïtienne au Québec : entre 72 et 73%. Les deux autres catégories, surtout celle des immigrants parrainés (c'est-à-dire, pour qui des parents, en ligne directe, ont produit une demande de résidence permanente) passent de 24% en 1968 à 54% en 1975 et 1976. En 1968, les « indépendants » représentaient 71% ; les deux autres catégories : 29%. En 1976, la vapeur est complètement renversée : la catégorie des "indépendants" est réduite à 24,6%, tandis que les deux autres groupes grimpent à 75,4%.

C'est donc avec raison que je signalais que ce sont les parents ou enfants des résidents permanents qui forment le gros de ce que j'ai appelé la quatrième vague migratoire haïtienne au Québec (1980-1986). Non pas qu'entre ces deux années, les Haïtiens étaient moins intéressés qu'auparavant à immigrer au Québec, mais ce changement est attribuable à la plus grande rigidité des nouvelles [66] lois canadiennes qui de facto défavorisent les candidats appartenant aux couches moins aisées des populations des pays dits du Tiers-monde. La loi d'immigration de 1976 a eu comme effet de réduire le pourcentage des immigrants indépendants, aussi bien que le taux d'immigration lui-même au Canada. On assistera alors, surtout pour les ressortissants de l'Asie (Bengladesh, Sri Lanka) à une montée en flèche des requérants au statut de réfugié. Pour la population haïtienne, on l'a vu, la tendance normale a été (heureusement !) perturbée par le programme de régularisation de 1980 où, par exemple, sur les 3 582 admis à la résidence permanente en 1981, 62,2% étaient des « indépendants », contre seulement 35,6% de « parrainés » et 3,8% de « parents aidés » ou « désignés » (c'est-à-dire dont un parent en ligne collatérale a « soutenu » la demande de résidence permanente).

Au point de vue quantitatif, on peut constater que les années 1972-1976, puis 1978-1980, représentent une période déterminante pour l'immigration haïtienne au Québec.

[67]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre IX

Groupes : âge, sexe, scolarité,  
emploi, non-immigrants,  
clandestins, étudiants

I. ÂGE ET SEXE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Une première évidence s'impose par rapport aux groupes d'âge de ces nouvelles vagues migratoires : la moyenne d'âge des immigrants haïtiens arrivés entre 1972 et 1976 est de 26 ans. Un échantillonnage de 100 Haïtiens arrivés à Montréal entre le 15 septembre et le 15 décembre 1972, me permettait de relever 59, de 19 à 25 ans, 29 de 26 à 30 ans, 7 de 31 à 35 ans, 3 de 36 à 39 ans et seulement 2 de 40 et 41 ans. La majorité était de sexe masculin.

Le même phénomène se retrouve, avec des variantes, dans ce que j'ai baptisé la troisième vague migratoire haïtienne au Québec où, sur un échantillonnage de 1350, les moins de 40 ans totalisent 1089 (soit 80,6% du groupe étudié) et les moins de 30 ans 56,6%. Le groupe masculin était nettement minoritaire ; ainsi, sur une liste de 2 610 noms soumis pour régularisation au service québécois d'immigration, par le Bureau de la C.C.H.M., dans le cadre du programme de régularisation, en 1980, l'élément féminin l'emportait dans une proportion de 57,2%. De plus, étant donné que, pour les immigrants parrainés, les chiffres officiels révèlent assez constamment un nombre plus grand de mères que de pères, d'épouses que de maris, [68] la proportion ordinaire de 51% de femmes pour 49% d'hommes sera rétablie pour la population haïtienne du Québec, à partir de 1976 environ ; pourcentage qui d'après les données de la Direction de la Recherche au Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, pour 1968-1982, atteindra même 53,1%.

À souligner que, parmi les jeunes, les moins de 30 ans représentaient 66% des immigrants haïtiens admis au Québec en 1974, 70% en 1976 et 61% en 1981.

II) SCOLARITÉ

Avant 1971, une forte majorité des immigrants haïtiens au Québec accusait un taux élevé de scolarité : 62% des 345 admis en 1968 comptaient 14 ans ou plus de scolarité. Ce taux est de 13% en 1982. D'après les statistiques du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, entre 1968 et 1982, le taux des Haïtiens admis comme résidents avec 14 ans ou plus de scolarité serait de 18,1%, de 1,2% sans aucune scolarité, de 16,2% avec une scolarité variant entre 1 et 7 ans, de 41,3% entre 8 et 11 ans et de 22,7% entre 12 et 13 ans. On voit, d'après ces statistiques, que le groupe le plus important peut se prévaloir d'une scolarité variant entre 8 et 11 ans.

Il est évident que ces données doivent être traitées avec circonspection : les réponses inscrites dans les questionnaires qui ont servi à les compiler ne correspondent pas nécessairement et toujours à la réalité ; de plus, il faut tenir compte de la présence, avant 1965, d'un groupe surscolarisé. Ici tout particulièrement, les mesures de régularisation de statut de 1980 ont eu et auront pendant plusieurs années encore, un impact considérable sur l'évolution, dans la communauté haïtienne du Québec, de questions liées à la scolarisation : nature des emplois occupés ou offerts, rapports avec le milieu ambiant, alphabétisation, etc. Nombre des immigrants des deux dernières vagues [69] ont une scolarisation extrêmement réduite et, dans bien des cas inexistante. Ils s'inséreront dans la catégorie des travailleurs sans spécialisation et, sur le marché du travail, ils seront affectés à ce qu'on a coutume d'appeler au Québec, « l'ouvrage général ».

III) EMPLOI

Je ne reprendrai pas ici une classification que j'avais jugé commode d'utiliser dans Les Haïtiens au Québec [[11]](#footnote-11) pour illustrer le changement qui, au point de vue emploi, s'est opéré dans la population haïtienne du Québec à partir de 1972. J'avais appelé « cols blancs » tous ceux que l'on considère comme membres de professions dites libérales et, sous le nom de « cols bleus », j'avais groupé tous les autres. J'avais noté que les premiers constituaient, en 1965, plus de 93% des Haïtiens admis au Canada comme résidents permanents, passaient à près de 50% en 1972 et, en 1976, à 32%.

Cette classification, si elle a l'avantage d'être commode, a l'inconvénient d'être un peu trop arbitraire. Il faut donc en traiter les résultats avec beaucoup de doigté et de souplesse. Les statistiques tant canadiennes que québécoises adopteront, vers 1973, des classifications beaucoup plus sophistiquées... Trop peut-être, pour être pratiques et accessibles.

Ce qu'il faut retenir, à mon avis, pour la population haïtienne au Québec, c'est que le groupe surscolarisé précédant et accompagnant la première vague migratoire comprenait surtout des membres appartenant aux professions dites libérales, médecins, ingénieurs, architectes, enseignants, infirmières, etc. Même dans la communauté haïtienne d'aujourd'hui, comparativement à des groupes en provenance d'autres pays, comme la Grèce ou le Portugal, par exemple, il accuse un pourcentage élevé. Ainsi, toutes proportions gardées, il y a plus de médecins ou d'enseignants dans la communauté haïtienne qu'il n'y en [70] a dans la communauté grecque ou portugaise ; de même que l'on peut, je crois, avancer, sans risque d'erreur qu'il y a, proportionnellement, plus de pharmaciens dans la communauté vietnamienne du Québec qu'il n'y en a dans la communauté haïtienne. Il faut néanmoins tenir compte du flou qui caractérise la distinction entre profession dite libérale et travail dit manuel... Le terme « travailleur » dont on se sert de plus en plus au Québec, officiellement ou... syndicalement, pour tous ceux et toutes celles qui ont un emploi rétribué, continue néanmoins d'évoquer, dans beaucoup d'esprits, le seul travail manuel. Mais, la notion de travail manuel est elle-même imprécise : taper mécaniquement à la machine ou sur les touches d'un ordinateur, requiert-il plus de concentration d'esprit que de tenir un volant de poids lourd ou léger, surtout en plein embouteillage ou que de se livrer à de délicats et forts compliqués travaux de maçonnerie, d'ébénisterie, d'élevage ou de moissonnage ? De plus, où classer par exemple, les médecins ou les enseignants, de profession, qui, pour pouvoir vivre et faire vivre leur famille ont dû se lancer dans l'industrie du taxi ou dans le travail en usine ?

Dans une société comme celle du Québec, je serais presque tenté de laisser complètement tomber ces distinctions désuètes et surannées. Je dirais plutôt qu'il y a des emplois où l'exploitation du travailleur est plus difficile ou bien parce que ce travailleur a lui-même en main le gros bout du bâton, ou bien parce que ce genre de travail bénéficie de protections plus efficaces. J'ajouterais qu'il y a, d'autre part, des emplois où les travailleurs ne jouissent d'aucune ou de presque aucune protection effective et sont complètement, ou presque complètement à la merci des caprices de l'employeur ou du marché du travail et ne peuvent compter que sur une rétribution dérisoire, comparativement à la somme de travail à fournir ou aux risques encourus.

C'est dans cette deuxième catégorie que je placerais la très grande majorité de la population haïtienne active au [71] Québec ; population active qui déjà majoritaire à l'admission, en 1968, avec un taux de 59,2%, atteignait, toujours à l'arrivée, en 1973, un pourcentage de 79,2.

C'est cette partie de la population haïtienne qui sera le plus durement frappée par la crise économique qui a sévi au Québec ces dix dernières années. Cette fraction de la population a connu les affres du chômage ou du non-emploi, dans une proportion alarmante, que je ne me risquerai pas à chiffrer faute d'enquêtes ou de données précises.

Cette situation a donné lieu à toutes sortes de rumeurs souvent désobligeantes et non fondées, sur le nombre des bénéficiaires des prestations de Bien-être social, dans la communauté haïtienne, qui n'est, en fait, pas plus élevé, tant s'en faut, chez les Haïtiens que chez les Québécois nés au Québec, ou que dans d'autres groupes ethniques. Ce qui n'a pas empêché un prétendu « journaliste » haïtien d'affirmer crânement, avec une superbe inconscience, à une émission du Point, à la té'évision de Radio-Canada, le 19 novembre 1985, que 50% des Haïtiens du Québec recevaient ce genre de prestations !

Dans la catégorie des travailleurs non protégés, se retrouvent la plupart des milliers d'Haïtiens des couches populaires venus, au prix de sacrifices inouïs, tenter leur chance au Québec. Ils ont toujours représenté une main-d'œuvre très précieuse pour les entrepreneurs. On y reviendra au chapitre suivant.

IV) NON-IMMIGRANTS,  
CLANDESTINS, ÉTUDIANTS

On se saurait trop rappeler que les statistiques officielles du Québec et du Canada ne rendent pas raison de toute la population haïtienne active, puisqu'elles n'incluent ni les travailleurs « non immigrants », ni, évidemment, les travailleurs clandestins.

De plus, pour évaluer correctement toute la population haïtienne, active et non active, au Québec, il faut [72] ajouter les « non-travailleurs non immigrants », population constituée surtout déjeunes gens (peu nombreux maintenant), ayant un visa d'étudiant, mais non de résidence et aussi tous les enfants nés d'Haïtiens sur le sol québécois.

J'ai déjà relevé qu'à l'inverse de ce qui s'est produit dans d'autres lieux de la migration haïtienne, le pourcentage des clandestins, au Québec, a toujours été bien inférieur à celui des personnes en règle avec l'immigration.

Les clandestins haïtiens, au Québec, contrairement à ceux des Bahamas, par exemple ou de la République dominicaine, n'arrivent pas sans passeport ni document du voyage, à l'insu des services de l'Immigration. Dans presque tous les cas, ce sont des personnes dont le visa de visiteur ou de travailleur temporaire est périmé depuis un temps plus ou moins long.

Obligés de se plier à n'importe quelle condition de travail, ces clandestins, comme leurs frères et soeurs d'autres nations, vivent dans une perpétuelle hantise d'être appréhendés par la brigade de la Gendarmerie Royale du Canada (G.R.C.) affectée à cette besogne et dont la tâche est facilitée par d'opportunes dénonciations (parfois rétribuées), motivées par la jalousie, la malveillance, la cupidité, l'ignorance ou l'espoir d'une protection particulière. Il faut, pour être juste, reconnaître que les conditions dans lesquelles opère la G.R.C. dans le cas des travailleurs clandestins, sont bien moins sévères qu'elles ne l'étaient il y a quelques années, du moins au Québec. Sauf cas exceptionnel, on se contente de remettre ou d'annoncer au contrevenant une convocation à une enquête spéciale aux locaux de l'Immigration fédérale. Les arrestations brutales, les détentions en compagnie de délinquants ou de criminels ne sont plus monnaie courante comme autrefois...

Ainsi que j'ai eu à le préciser plus haut, le problème des clandestins haïtiens a été largement résolu par les programmes spéciaux de 1980. Il est à souhaiter qu'une solution positive et équitable soit trouvée pour tous ceux [73] qui sont arrivés après cette date, sans visa de résidence permanente.

Le phénomène des travailleurs non immigrants (saisonniers ou temporaires) est loin d'avoir, au Québec et au Canada, l'ampleur qu'il connaît dans beaucoup de pays de l'Europe de l'Ouest comme la France, la Suisse et la République fédérale allemande. On les désigne plus communément, dans ces pays, sous l'appellation de travailleurs immigrés. Dans la loi canadienne d'immigration, le terme immigrant est réservé au ressortissant d'un pays étranger ayant obtenu un visa de résidence permanente.

Il n'existe pas d'accords bilatéraux entre le Canada et Haïti, pour le recrutement de travailleurs saisonniers, comme il en existe entre le Canada et certaines îles (surtout anglophones) des Caraïbes ou encore, le Mexique. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles le nombre de travailleurs haïtiens appartenant à cette catégorie est insignifiant.

Quant au groupe des autres travailleurs non immigrants munis d'un visa d'emploi, il est constitué, en majeure partie, chez les Haïtiens, par le personnel domestique, féminin dans sa quasi-totalité. Comme pour les clandestins, le deuxième programme spécial de 1980 a pratiquement éliminé de la communauté haïtienne du Québec, du moins pour les personnes arrivées avant le 1er octobre de cette année, la catégorie des travailleurs non immigrants et la catégorie de ceux qui n'ont qu'un visa d'étudiant. Le pourcentage déjà faible de cette double catégorie, avant les programmes spéciaux, est donc maintenant, très peu significatif. Et c'est heureux, surtout pour la catégorie englobant le personnel domestique qui a constitué, durant des années, un terrain d'exploitation ignoble, souvent de la part de nantis ou de gens couverts par l'immunité diplomatique...

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[74]

[75]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**TROISIÈME PARTIE**

Chapitre X

Tableau de la population  
haïtienne au Québec

[Retour à la table des matières](#tdm)

À partir de données officielles et de minutieux recoupements, j'avais pu établir à environ 21 500, la population haïtienne au Québec, au début de 1977. En utilisant des évaluations successives, remises régulièrement à jour, selon le même procédé [[12]](#footnote-12), je pense qu'il est très raisonnable d'évaluer la population haïtienne du Québec à environ 46 000 personnes, installées, en très grande majorité dans la région du Montréal.

À Montréal même, beaucoup d'Haïtiens de la première vague migratoire s'étaient installés dans l'ouest de la ville, mais dès 1971, le centre géographique de la communauté haïtienne a résolument basculé dans l'est et le nord. Jusque vers 1977, on peut dire que les rues Saint-Laurent, Saint-Denis et Saint-Hubert ont abrité un nombre considérable de travailleuses et travailleurs haïtiens, dans les « maisons de chambres », c'est-à-dire, généralement pour personnes seules. Au fur et à mesure que ces travailleurs ou travailleuses faisaient venir leur conjoint ou fondaient un foyer, ils quittaient ces logements trop exigus, pour des appartements plus grands, dans les quartiers [76] d'Ahuntsic, de St-Michel, de St-Léonard, de Montréal-Nord.

Dans les artères qui traversent ces quartiers, le nombre d'Haïtiens ira en augmentant : Rosemont, Henri-Bourassa Est, Jean-Talon Est, Lacordaire, Langelier. Dans la communauté haïtienne, on baptisera plaisamment "Ti-Bwouklin", du nom d'une banlieue populaire de Port-au-Prince, la zone Viau et Robert. Des poches se constituent aussi dans l'ouest : Place Meilleur, l'Acadie, Mountain Sight. Quelques foyers s'installent rue Sherbrooke Est, rue Hochelaga, puis dans les villes d'Anjou et de Saint-Laurent. Dans cette dernière ville de la banlieue ouest de Montréal, (quartier Crevier), le nombre des Haïtiens a atteint un sommet vers 1978, pour décroître ensuite rapidement. Un peu plus tard, ce sera la Rive Sud de Montréal : Longueuil, Greenfield Park, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno, principalement pour les familles pouvant faire l'acquisition d'une maison.

À partir de 1980, de nombreuses familles haïtiennes éliront domicile à Rivière-des-Prairies (au nord-est de Montréal), par le biais de coopératives d'habitation ; d'autres jetteront leur dévolu sur Laval.

On constate donc que la population haïtienne de Montréal n'est pas confinée à une seule zone de la ville, dans une sorte de ghetto ou de « quartier haïtien ». Elle est, au contraire éparpillée dans toute la région montréalaise, avec les points de concentration mentionnés de façon non exhaustive.

Ailleurs, au Québec, les principaux points de chute de la communauté haïtienne se retrouvent d'abord à Québec même qui ne compte pas loin d'un millier d'Haïtiens peut-être, dont beaucoup de la première vague migratoire ; à Hull aussi et dans plusieurs petites villes de l'Outaouais, on rencontre de nombreux Haïtiens ; de même à Sherbrooke, où il y a une communauté haïtienne assez active ; à Trois-Rivières et dans la région trifluvienne aussi. Impossible de relever le nom de tous les endroits où vivent [77] une, deux ou trois familles haïtiennes : il faudrait aller à Gagnon et à la baie James...

En dehors du Québec, c'est à Ottawa et Toronto que se tiennent les plus forts groupes haïtiens ; mais ils n'atteignent pas le millier. Plus d'un Haïtien, au début de la crise économique qui a frappé d'abord le Québec, a tenté sa chance en Alberta, à Calgary, à Edmonton. Pour la plupart, l'expérience n'a pas duré plus de deux ou trois ans. Rares sont ceux qui sont restés ; de même qu'à Vancouver, Halifax, Edmonston, Moncton et Shippagan (dans le Nouveau-Brunswick) ; mais dans ces derniers cas, on ne parlera plus qu'en termes d'individus...

Le taux d'attraction du Québec, pour les Haïtiens, par rapport au reste du Canada, s'étant maintenu à 96%, il n'est pas déraisonnable d'évaluer globalement toute la population haïtienne vivant dans ce pays à 48 000, en 1986.

[78]

TABLEAU DE LA POPULATION HAÏTIENNE DU QUÉBEC  
(évaluation)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | 1 | 2 | 3 |
| A | Entrées : 1965-73 6 400 | Naissance : 73-76 2  707 | Décès : 72-76 40 |
| B | Entrées : 1973-76 11 349 | Départs : 73-76 414 | Population réelle : 2667 |
| C | Bilan migratoire : 1973-1976 ch.off.10935 | Acroiss. réel : 1973-1976 environ : 13 600 | Population réelle : 1976 (sauf I &D) environ 18 000 |
| D | Population avant 1965 :  environ : 2 000 | Pop. non officiellement dénombrée :  environ : 1 500 | Population réelle totale : (évaluât.) en 1976 : 21 500 |
| E | Entrées : 1977-79 : (chiffres offic.) 4 771 | Entrées : 80-81 : (ch.off. :5176) +éval.= 6 000 | Départs & décès : (évaluation) 600 |
| F | Acroiss. naturel 1977-1981 : (éval.) environ : 2 000) | Acroiss. réel 1977-1981 : environ : 12 200 | Population réelle totale : (éval.) 81 environ : 33 700 |
| G | Acroiss. naturel 1981-1986 : (éval.)  environ : 2 500 | Entrées (ch. off.) 82-84 = 7396+c.o. &85-86+év.=3000 Tôt. 82-86=10400 | Départs & décès 1981-1986 (évaluation) : 800 |
| H | Acrroiss. réel 1981-1986 : environ 12 100 | Population réelle total en 1986 : Au Québec environ : 46 000 | Pop. totale pour le canada taux d'attr. Québ. 96% = env. 48 000 |

Sources conjuguées :

1. Emploi et Immigration Canada, in : Bulletin statistiques annuels et trimestriels.

2. Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, Direction de la Recherche MCCI, (1968-1982).

3. Archives du Bureau de la CCHM, (1972-1986).

[79]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Quatrième partie

ÉCUEILS ET ACQUIS

[Retour à la table des matières](#tdm)

[80]

[81]

QUATRIÈME PARTIE

ÉCUEILS ET ACQUIS

L'insertion, l'installation et le développement d'un groupe humain de près de 50 000 personnes dans un environnement qui ne lui est pas naturel ne va évidemment pas sans difficultés, sans frictions, sans problèmes. Problèmes et difficultés inhérents à tout groupement d'êtres dotés de raison et de volonté deviennent plus nombreux et plus complexes quand ce groupement se multiplie et se mue en population. Déjà un individu seul, à fort à faire pour être en paix avec soi-même... Ces problèmes et difficultés se font encore plus délicats lorsque, sur les lieux d'arrivée, il y a déjà un ou d'autres groupes d'êtres humains, avec leurs habitudes de vie, leur mentalité, leurs institutions sociales, économiques et politiques.

[82]

[83]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XI

Mythes et leçons  
des « découvertes »

[Retour à la table des matières](#tdm)

En évoquant, sans prétendre faire oeuvre d'historien, la mainmise des colons européens sur le domaine des Taïnos, au XVe siècle, j'ai décrit, sans le dire, une des solutions possibles aux conflits pouvant naître du heurt de deux groupes humains différents, dont l'un arrive sur le territoire de l'autre. Pour les Conquistadores, l'autre n'existait pas : ils "découvraient" des "terres inhabitées", des "terres vierges", des terres sans propriétaires. Fort du bon droit que lui conféraient ses titres de représentant de la seule civilisation qui, selon les siens existait à l'époque (chrétienne, blanche et européenne), on a vu l'Amiral Colomb, mandaté par les très catholiques souverains Espagnols, eux-mêmes confortés par l'appui et la bénédiction du Pape de Rome, prendre, en toute sérénité, possession de terres ne lui appartenant pas et procéder, sans appel, à leur partage. Puisque le "sauvage" n'existait pas, en tant qu'être humain, son extermination ou son remplacement par plus rentable que lui, ne posait pas de problèmes d'éthique.

Le génocide des populations de la Caraïbe n'a pas été hélas, l'unique accident de parcours de la geste des "grandes découvertes européennes" à partir du XVe siècle. Les autochtones des "Amériques" du Sud, du Centre et du Nord en ont fait, eux aussi, la très amère expérience [84] et leurs descendants, ou ce qui en reste, gardent encore, dans leur chair et leur mémoire de peuples, les stigmates et les séquelles de ces terribles injustices, dont l'explication finale est à rechercher dans la seule loi du plus fort... La situation, pour les migrations du Sud vers le Nord, qui ont caractérisé ces trente ou quarante dernières années, est complètement différente et c'est dans cette optique que s'insère la trajectoire des vagues successives de la migration haïtienne vers le Québec. La loi du plus fort ne jouera pas en faveur des arrivants, bien au contraire. Mais, on aurait tort de ne relever les effets de la rencontre de groupes humains aussi différents qu'en termes de heurts, de frictions et de conflits. Il y a fort heureusement, des aspects beaucoup plus réconfortants de ce phénomène et l'on devra pouvoir les mettre eux aussi en relief, même si, d'une façon générale, l'esprit humain est ainsi fait, on a tendance à privilégier ce qui fait mal ou ce qui est mal, plutôt que le reste...

[85]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XII

Accueil ou rejet

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il est un terme qui m'a toujours fait tiquer, dans le discours écrit ou parlé de certains hommes politiques du Québec ou du Canada, en matière d'immigration. C'est le terme : générosité.

Tous les pays ne sont pas en situation démographique identique. Le Canada est un de ces pays, comme, à certains égards, les États-Unis d'Amérique, dont le développement humain a toujours dépendu et dépend encore dans une très large mesure, de l'apport extérieur. Je me contenterai ici, pour le Québec, de renvoyer aux récentes et savantes études de démographes chevronnés qui dépeignent comme catastrophique la croissance naturelle de la population québécoise où le taux de naissance a chuté de façon vertigineuse, durant ce dernier quart de siècle. La seule issue actuellement prévisible, pour pallier au dépérissement d'une population vieillissante, consiste en l'injection de sang nouveau...

En termes clairs, la querelle endémique qui surtout depuis 1974, oppose les tenants de l'immigration-privilège aux tenants de l'immigration-droit, risque (Dieu me garde des clichés blessants) de n'être plus qu'une querelle...d'Allemand...Privilège ou droit (et je penche plutôt pour : droit), l'immigration, pour le Canada et surtout pour le Québec, sera longtemps encore, une nécessité.

[86]

D'où la gêne évoquée plus haut, devant certaines envolées d'hommes politiques magnifiant la générosité des lois canadiennes d'immigration ou de l'accueil réservé par le Canada aux immigrants admis dans ce pays. J'estime qu'il faudrait bannir du vocabulaire dans l'appréciation des lois concernant les immigrants et même les réfugiés, le terme de générosité ou ses équivalents pour la simple raison que ce concept ne saurait exister dans des législations en ces domaines. Qu'on parle en termes de lucidité, de réalisme, d'intérêts légitimes, de sens de responsabilité, d'ouverture aux problèmes d'un univers se rétrécissant de jour en jour, soit !

Que l'on ne s'attende donc pas à ce que je réponde à une question souvent posée au sujet des immigrants au Canada ou au Québec : l'accueil des gouvernements a-t-il été assez généreux ? Par contre, je crois qu'il est légitime de tenter de cerner les réactions d'accueil ou de rejet, qui à différents niveaux, se sont manifestées dans la population canadienne et surtout québécoise, vis-à-vis de ce phénomène nouveau au Québec, de la venue et de la présence de plus en plus notable, en leur sein de ce groupe humain en provenance d'Haïti. Je ne saurais trop insister sur l'impossibilité de rendre compte de tous les aspects d'une question englobant un groupe aussi vaste et des problèmes aussi diversifiés.

[87]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XIII

Accueil et instances  
gouvernementales

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il faut rappeler, à cet égard, que la majeure partie des Haïtiens admis ces dernières années au Canada, comme "immigrants indépendants" est arrivée d'abord comme "visiteurs". Selon que les lois et règlements, au plan fédéral, étaient plus ou moins souples, l'accueil fait par les agents appliquant ces lois et règlements était lui-même plus ou moins...engageant...

On a vu qu'entre 1964 et 1970, l'arrivée individuelle ou par petits groupes de cadres haïtiens ne posait pas de problèmes majeurs aux services canadiens d'immigration. Même pour ceux qui, à cause de la conjoncture politique prévalant dans leur pays, se présentaient avec des pièces ne répondant pas toujours aux normes réglementaires, on adoptait une attitude plutôt conciliante.

I) CIEL D'ORAGE

Les choses ont commencé à se gâter en 1971 et surtout après novembre 1972, avec ce que j'ai appelé plus haut, la deuxième vague migratoire haïtienne au Québec, via Toronto... Combien d'Haïtiens (surtout des jeunes gens, à l'époque, mais aussi des Haïtiennes) ne sont pas [88] restés traumatisés par ces dramatiques expériences, vécues par eux ou par leurs proches : appels téléphoniques en pleine nuit annonçant la détention, à Toronto d'un frère, d'une épouse, d'un cousin menacé d'expulsion immédiate si un répondant ne se présente immédiatement à ces enquêtes qui constituaient le plus souvent un véritable défi au sens commun le plus élémentaire ! Les heures qu'il fallait pour dénicher un interprète plus ou moins francophone, ce qui n'arrangeait pas tellement les choses pour les créolophones, surtout quand certains fonctionnaires prenaient, même à Montréal, un sadique plaisir à pousser leur interrogatoire en anglais... Les vexations, les humiliations de l'emprisonnement, le suspens de la décision, le plus souvent sanctionnée par une amende sévère (500 ou 600 dollars), à payer comptant... Viendront, ensuite, graduellement, à force de combats et de protestations, quelques adoucissements : remises plus faciles des enquêtes, et à des endroits plus accessibles, acceptation de cautionnements conditionnels, détention dans de moins sinistres conditions. Mais, pendant des années, à Montréal, c'était, dans bien des foyers haïtiens l'épouvante, la panique totale, à la seule annonce d'une "descente de l'immigration", parfois sur simple dénonciation.

II) ÉCLAIRCIES

J'ai déjà souligné que depuis plusieurs années, les choses ont notablement changé, même pour ceux qui, selon les lois et règlements en vigueur de l'immigration canadienne, vivent ou travaillent dans l'illégalité. Et je ne pense pas que la société canadienne ou québécoise s'en porte plus mal, bien au contraire ! Ce qui ne veut pas dire que tout est rose, loin de là ! Sauf que, depuis cinq ou six ans, ce ne sont plus les réfugiés haïtiens qui forment le gros des personnes tombant sous le coup de ces lois et règlements.

[89]

Pour les Haïtiens arrivés avec le visa de résidence et de plus en plus, ainsi qu'on l'a vu, comme "immigrants parrainés" ou "parents aidés", l'accueil s'est, en général déroulé dans des conditions normales. Depuis l'entente Cullen-Couture, entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement provincial, en 1978, l'implication du Québec dans la préparation de la venue des immigrants est sensiblement plus grande. Cela ne va pas toujours sans inconvénients : duplication de démarches, chevauchement de juridiction, longueurs administratives, etc. Mais il n'est que juste de reconnaître, depuis quelques années, un souci réel, de part et d'autre, de fournir des services plus adéquats et plus adaptés notamment en faisant appel à des employés d'origine haïtienne. On peut néanmoins déplorer l'attitude souvent incompréhensible de certains fonctionnaires des bureaux canadiens de Port-au-Prince, s'ingéniant à multiplier obstacles, complications, voire brimades inadmissibles. Si pareil comportement pouvait s'expliquer, sans s'excuser, par le mauvais exemple tracé dans la conjoncture et l'ambiance d'une administration haïtienne totalement macoutisée, il n'a plus aucune espèce de justification, depuis le 7 février 1986. Or, il se trouve que depuis, les plaintes concernant l'attitude d'agents de l'immigration du Bureau canadien de Port-au-Prince, même pour l'émission de visas de routine, se sont accrues au point de trouver des échos dans les média locaux et de faire l'objet d'une demande d'enquête du Ministère haïtien des Affaires étrangères. On peut regretter également que le Gouvernement du Québec ait choisi l'après 7 février pour réduire drastiquement sa représentation à Port-au-Prince, alors que tant de choses devraient pouvoir dorénavant être possibles entre le Québec et Haïti sur le plan des échanges vraiment fraternels dans les domaines de la culture, des arts, de la science, voire de l'économie.

Même si, dans les faits, cette mesure, dont ont fait état de nombreux médias québécois, ne semble pas avoir [90] été suivie d'effets concrets, on aurait plutôt été en droit de s'attendre, après le 7 février, à voir les autorités du Québec affirmer leur volonté d'accentuer les rapports entre les deux communautés.

III) GERMES D'ESPOIR

*À ce chapitre : Accueil et instances gouvernementales,* je ne ferai que rappeler ce que j'ai noté précédemment, au sujet de l'engagement lucide et courageux du Gouvernement québécois dans le processus de régularisation du statut des Haïtiens séjournant sans visa de résidence au Québec en 1980.

On était bien loin de l'incompréhension et du manque total d'ouverture au problème haïtien qui, entre 1973 et 1975, avait caractérisé le traitement, par les instances fédérales et, à un moindre niveau, les instances provinciales, de la situation des travailleurs haïtiens alors menacés de déportation. Cette situation a été amplement décrite à l'époque sous le nom de drame des 1 500 [[13]](#footnote-13).

On ne peut passer sous silence le souci manifesté par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec de favoriser une insertion plus fructueuse, dans la communauté d'accueil, des Haïtiens ainsi nouvellement admis à la résidence permanente en offrant, à celles et ceux qui, en Haïti, n'avaient pu bénéficier, d'une scolarisation minimale, la possibilité de suivre des cours appropriés et rétribués, durant un certain nombre de mois.

Une dizaine d'organismes haïtiens furent consultés sur cette question et, le 8 juillet 1982, dans une rencontre au siège montréalais du Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, avec des représentants de ce ministère et de la Commission d'emploi et Immigration du Canada, manifestèrent une rare et impressionnante unanimité. Il est dommage que leur approche n'ait pas été retenue. Le Bureau de la C.C.H.M., qui avait en sa possession [91] des données concernant plus de 3 600 des quelques 4 000 cas soumis au Ministère québécois (le M.C.C.I.Q) dans le cadre des mesures de régularisation de statut, avait évalué à 700 ou 800, le nombre de personnes susceptibles de s'intégrer à un tel projet.

L'approche avalisée par les organismes haïtiens consultés aurait ainsi permis de mener, sur une échelle intéressante, une expérience, unique dans la diaspora haïtienne, d'alphabétisation en créole, par des moniteurs haïtiens entraînés à cette fin, de travailleuses et travailleurs libérés du souci de se chercher un emploi et à même de consacrer leur journée de travail à l'étude et à la pratique, dans leur langue, le créole, des mécanismes de la lecture et de l'écriture et, parallèlement, à l'initiation à la pratique d'une deuxième langue, celle de leur nouvel environnement.

Il est regrettable, je le répète, que cette approche n'ait pas été retenue. Des démarches peu transparentes ont fait que le dernier mot soit malheureusement resté à une tout autre approche empêtrée dans les lacs des vieux préjugés, tenaces et ravageurs, qui ont cours dans certains milieux de l'intelligentsia traditionaliste haïtienne. Ces préjugés élitistes ont contaminé même des gens des couches populaires dont certains ont fini par intérioriser les mythes imposés par les prétentions de la culture minoritaire dominatrice. Ces préjugés et mythes, érigeant en absolu le français et tout ce qui l'enrobe, n'ont pas peu contribué à perpétuer tant d'aberrations dans l'enseignement et le système scolaire en Haïti. Une de ces aberrations majeures consiste à minimiser ou à ignorer complètement deux données essentielles, à savoir :

a) qu'un enseignement de masse ne peut être assuré, en profondeur et durablement que dans la langue maternelle de la masse concernée.

b) que, pour l'immense majorité du peuple haïtien, l'unique outil d'organisation et d'expression de sa pensée est le créole.

[92]

Et une telle situation n'a rien d'anormal, car elle est commune à la grande majorité des peuples de la terre, qui n'ont en général qu'une langue première de pensée et d'expression.

Quand on se rappelle que le programme ainsi conçu avait été placé dans l'ouest de Montréal (le Cofi St-Charles) dans une zone très éloignée des lieux fréquentés par les membres de la communauté haïtienne et qu'il était assuré par des enseignants n'ayant aucune connaissance ni de la langue ni de la mentalité des bénéficiaires, on comprendra pourquoi il s'est achevé en queue de poisson, à la totale insatisfaction de la majorité des quelque 200 Haïtiens qui avaient fini par s'y inscrire...

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[93]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XIV

Accueil et milieu d’accueil.  
Alliances et liens privés.

[Retour à la table des matières](#tdm)

En abordant ce chapitre et quelques-uns de ceux qui suivent, je garde présent à l'esprit ma résolution de l'Avant-propos, d'éviter, "autant que possible, appréciations et jugements purement personnels sur des événements et des situations, préférant présenter ce que j'ai cru percevoir comme étant le sentiment ou la pensée d'une majorité de membres de ma communauté".

Je tiens néanmoins à préciser mon propos, pour qu'on ne lui prête pas de fâcheuses interprétations. Je ne vise nullement à je ne sais quelle impossible objectivité absolue qui ne peut même pas exister dans des ouvrages de science pure... De même qu'il n'y a jamais eu, parmi les milliards d'êtres humains qui ont transité sur notre planète depuis la nuit des temps, deux visages en tout point semblables, de même il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais deux visions des choses, totalement identiques.

Le regard de l'être humain sur son environnement est toujours unique, en définitive, puisque l'œil, du corps ou de l'esprit, qui permet de poser ce regard, n'a jamais eu son pareil... À moins que la "civilisation" des clones ne vienne bouleverser cette donnée génétique indiscutable et priver ainsi l'humanité de ce qui fait précisément sa richesse et son originalité. Les anciens philosophes grecs et [94] latins ne parlaient-ils pas volontiers du "caractère ineffable" de l'être humain ?

Les cadres haïtiens, débarquant au Québec dans les années 60, ont sans contredit, reçu un accueil empressé et généralement sympathique, du milieu québécois. Sans doute, comme je l'ai signalé auparavant, la conjoncture était extrêmement favorable à la venue de techniciens, d'ingénieurs, d'enseignants, de médecins, d'infirmières, bref, de tous ces cadres dont la scolarisation (la surscolarisation dans bien des cas) n'avait pas coûté un centime au Québec.

Néanmoins, cette sympathie, manifestée par le milieu québécois aux nouveaux venus, ne saurait être uniquement mise au compte du seul intérêt et encore moins de la seule curiosité un peu primaire, suscitée par un contact inhabituel avec des gens d'une race, d'une couleur, d'une mentalité ou d'un parler aussi différents.

Une sorte de complicité, qui ira s'accentuant au fil des ans s'établissait ainsi, entre, d'une part, certains Québécois et groupes québécois (on disait encore, communément, vers le début des années 60, Canadiens français) et, d'autre part, certains Haïtiens et groupes haïtiens fraîchement arrivés dans cette immensité pour eux assez insolite. Le "courant"...passait et l'on se passait des noms et des adresses où les nouveaux venus étaient sûrs de trouver support et compréhension à une époque où aucun organisme communautaire ni aucun organisme gouvernemental ne se penchaient sur ce genre de situations.

Il est toujours risqué de citer des noms et je m'étais promis d'en mentionner le moins possible ; mais les tout premiers immigrants haïtiens à Montréal m'en voudraient à bon droit de ne pas évoquer ici l'accueil plein de chaleur et d'affectueuse simplicité qu'ils étaient assurés de recevoir dans le foyer de Mme Imelda Millette. Mère Millette (Tite Mère, pour les intimes) recevra un honneur bien mérité quand, en 1984, le Gouvernement d'Ottawa lui décernera le titre de chevalier de l'Ordre du Canada.

[95]

La deuxième vague migratoire haïtienne n'arrêtera pas ce courant de cordiale sympathie manifesté par des membres de la communauté d'accueil. On peut affirmer, sans risque d'erreur, que, de tous les points de chute de la diaspora haïtienne, c'est au Québec que se tisseront les liens les plus nombreux, les plus durables et les plus fructueux, entre les deux communautés, la nouvelle et celle du pays d'accueil. Il est assez révélateur, à cet égard, de constater, même si les statistiques précises nous manquent, que les unions entre personnes de la communauté québécoise et de la communauté haïtienne sont sensiblement plus fréquentes que dans d'autres endroits. Ce phénomène marque néanmoins, un net fléchissement depuis quelques années.

[96]

[97]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XV

Appuis publics et massifs

[Retour à la table des matières](#tdm)

C'est avec la "Campagne anti-déportation" déclenchée en 1974, par le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal que s'affirma, dans la population canadienne, mais surtout québécoise, un vaste mouvement de solidarité avec la communauté haïtienne et principalement ceux de ses membres, travailleuses et travailleurs menacés de déportation.

J'ai rendu compte des péripéties de cette campagne dans la quatrième partie du livre Les Haïtiens au Québec, où je pouvais affirmer :

De l'avis de tous les observateurs, rarement l'on vit question débattue dans le grand public susciter un tel intérêt et faire une telle unanimité.

(...) Des pétitions couvertes de milliers de signatures circulèrent dans des paroisses ou autres institutions et groupes avant d'être expédiées à Ottawa. Des centaines de témoignages de sympathie et de lettres d'encouragement provenant de toutes les couches de la population affluèrent au Bureau de la C.C.H.M.

(...) Pour le seul mois de novembre 1974, on a pu dénombrer plus de deux cents interventions, toutes favorables, à une ou deux exceptions près, publiées dans les différents journaux francophones et aussi anglophones de Montréal [[14]](#footnote-14).

Dès 1972, des Institutions apportèrent un fraternel appui à la communauté haïtienne naissante, notamment par le canal du Bureau de la Communauté chrétienne des [98] Haïtiens de Montréal, fondé le 12 novembre de cette année grâce à la collaboration du Centre social d'aide aux immigrants (le C.S.A.I.), qui faisait œuvre de pionnier en ce domaine et aussi de l'Archevêché de Montréal.

L'intérêt du C.S.A.I, pour la communauté haïtienne ne s'est jamais démenti. Aussi, quand en mars 1984, le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec attribua pour la première fois, le Prix, nouvellement créé, des Communautés culturelles, à la directrice et à deux membres de cette institution, le Bureau de la C.C.H.M. partagea pleinement ce choix judicieux, à cent lieues de s'imaginer que l'année suivante, ce serait le tour de son propre Responsable.

L'Archevêché de Montréal, de son côté encouragea concrètement la présence et l'action, au sein de la communauté haïtienne et du Bureau de la C.C.H.M. de Karl Lévêque, prêtre de la Compagnie de Jésus, dont la tragique disparition, le 18 mars 1986, après 26 ans d'exil, a laissé à Montréal et partout où il était connu et aimé, un vide que rien ne pourra combler, ni personne.

Dès 1979, l'Archevêché de Montréal déchargeait Karl Lévêque de ses fonctions officieuses d'aumônier des Haïtiens de Montréal et, en 1980, érigeait en quasi-paroisse, la Mission Notre-Dame d'Haïti, confiée aux Pères du Saint-Esprit.

En 1973, l'Association pour la défense des droits des immigrants du Québec (A.D.D.I.Q.), devenue peu après la Fédération des associations pour la défense des droits des immigrants du Québec (F.A.D.D.I.Q.) verra le jour sous l'impulsion de plusieurs personnes impliquées dans ce domaine, dont des membres du Bureau de la C.C.H.M. et de la communauté haïtienne, du C.S.A.I., des communautés portugaise, grecque, québécoise. La F.A.D.D.I.Q., dont les activités cesseront après deux ou trois ans, s'était impliquée dans la campagne anti-déportation, à côté d'autres organismes comme la Ligue des Droits de l'Homme (devenue plus tard, la Ligue des droits et libertés) [99] et les quelques groupes de défense des immigrants qui commençaient à voir le jour, tant dans la communauté haïtienne que dans la communauté québécoise et les autres communautés ethniques que l'on prendra de plus en plus l'habitude d'appeler "communautés culturelles".

À noter, en passant, le flottement de terminologie régnant en cette matière : groupes ethniques, néo-québécois, québécois de nouvelle souche, communautés culturelles. Toutes appellations aussi peu satisfaisantes les unes que les autres et qu'il y aurait certainement lieu de revoir. Peut-être des expressions comme : minorité nationale d'origine portugaise, d'origine grecque, d'origine vietnamienne, d'origine haïtienne, etc., rendraient-elles mieux compte d'une réalité qui s'affirme chaque jour davantage au Québec et principalement à Montréal où près (ou...plus ?) de 30% de la population n'appartient pas à ce qu'on a appelé à un moment donné, la communauté québécoise de vieille souche ou, d'une expression encore moins heureuse : les Québécois pure laine...

La campagne anti-déportation de 1974 a été l'occasion pour plusieurs journalistes québécois de la presse parlée, écrite ou télévisée, de prendre, avec la communauté haïtienne, un contact plus approfondi. Mais certains d'entre eux avaient déjà, des liens étroits avec l'un ou l'autre membre de cette communauté. Leur action aura été déterminante pour acclimater, dans l'opinion québécoise, une vision positive de la présence et de la légitime altérité, en terre québécoise, d'un groupe de plus en plus remarqué de femmes et d'hommes si différents des autres par leur origine, leur race, leurs habitudes de vie et de pensée et la raison majeure de leur exode massif. On verra que les efforts de compréhension et d'analyse de ces journalistes droits, désintéressés, lucides et compétents, n'ont pas toujours eu tout l'écho mérité dans une opinion publique soumise à un matraquage d'informations biaisées ou à un déluge de nouvelles disparates et sans consistance.

[100]

Je pense néanmoins que c'est grâce à des journalistes de la trempe du regretté Jean-Michel Wil, d'un Jean-Claude Leclerc et, plus récemment, d'un Jocelyn Laberge, pour ne citer que ces noms parmi tant d'autres, que le fait haïtien a généralement pu être couvert, au Québec, avec plus d'exactitude, de nuance et de doigté que partout ailleurs, où se trouvaient d'importantes concentrations haïtiennes.

Il n'est pas étonnant que les efforts de propagande, consentis à grands coups de dollars par les émissaires de Duvalier, surtout à partir des années 70, n'aient jamais pu véritablement prendre pied à Montréal et au Québec. On l'a bien vu, à partir de novembre 1985 et jusqu'au 7 février 1986 : l'intérêt de plus d'un journaliste québécois, pour ce nouveau modèle de révolution, non pas tranquille, mais pacifique et sans arme, qui se développait en terre haïtienne, ne procédait ni du voyeurisme morbide, ni du sensationnalisme tapageur qui caractérisent tant de reportages sur Haïti. On sentait qu'il venait du fond de cœurs déjà habitués à vibrer à l'unisson d'une communauté qu'ils avaient appris à respecter, à apprécier et à aimer profondément. Dommage que, par la suite, les contraintes imposées par le redoutable réseau de pressions qui sévit à l'échelon international sur l'information concernant les pays en état de libération a, peu à peu atténué, sans les étouffer complètement, il faut l'espérer, ces échos si positifs et si nécessaires au total et inéluctable aboutissement de la longue marche amorcée par le peuple d'Haïti vers sa lumière et sa liberté.

Parmi les groupes et institutions qui ont accompagné et souvent conforté la communauté haïtienne dans son itinéraire québécois, les syndicats ou des organismes apparentés ou affiliés aux syndicats jouent un rôle de plus en plus central. La préoccupation des syndicats québécois pour les minorités nationales et l'intérêt des membres de ces dernières pour les institutions syndicales ne datent pourtant pas de très longtemps. Les immigrants n'avaient [101] pas si bonne presse dans certains secteurs de travailleurs québécois où ils étaient un peu facilement considérés globalement comme des "voleurs de jobs" ou des briseurs de grève.

Je me souviens qu'en 1973 tel ministre fédéral pouvait se permettre publiquement de dénoncer le danger que représentait, pour l'économie du pays, la venue d'immigrants, source de chômage. Il a fallu faire remarquer, à ce ministre imprudent que, curieusement, les provinces qui accusaient le plus fort taux de chômage à l'époque, les Provinces maritimes et l'ile du Prince Édouard, étaient celles qui recevaient le moins d'immigrants tandis que les provinces où le taux de chômage était le plus faible, étaient celles où affluaient les immigrants, l'Ontario et le Québec... Quelque chose ne tournait pas rond dans les calculs ministériels...

Dieu merci, de tels raisonnements ne s'entendent plus, du moins sur les ondes, ni venant de personnages si haut placés. Mais, en 1979, le colloque de la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.) "sur la situation des travailleurs immigrants" constituait bel et bien une première au Québec. Invité à prendre la parole à ce colloque, j'ai tenu à parler "en tant que membre d'une communauté récente, comparativement à d'autres beaucoup plus anciennes", pour saluer "avec joie l'initiative de ce colloque destiné à faire prendre conscience de façon concrète, réaliste et vivante, de la solidarité qui doit lier tous les travailleurs, sur qui, en définitive, reposent l'aujourd'hui et le demain de ce pays". J'ai souligné que de telles rencontres disposeraient les travailleurs québécois à mieux "accepter l'apport positif, tant économique que culturel et humain des travailleurs immigrés au Québec qui se construit". J'ajoutais :

Il est indispensable que les travailleurs aient les yeux grand ouverts et une lucidité de tous les instants pour ne pas se laisser utiliser et manipuler comme simple monnaie d'échange ou de vulgaires pions d'un jeu dont d'autres tirent profit.

[102]

(Il faut) approfondir l'éducation des travailleurs québécois sur des questions comme le racisme, la discrimination, qui servent de prétextes ou d'alibis aux injustices sociales ou économiques dont les premières victimes sont les travailleurs québécois eux-mêmes. Ils auront (ainsi) pris conscience (...) de la puissance terrifiante de ce que j'appelle volontiers l'Internationale macoute qui, elle, n'hésite pas à mettre en communs efforts, hommes et moyens pour écraser toute velléité de libération des peuples opprimés.

Si j'ai, un peu longuement, insisté sur ces réflexions concernant les travailleurs québécois face à la présence nouvelle pour eux, de leurs camarades haïtiens, c'est qu'elles nous conduisent directement au deuxième volet de notre propos sur l'accueil fait par la communauté québécoise à la portion de la population haïtienne transplantée au Québec.

Accueil, certes, chaleureux et sympathique, tant au niveau de certains individus que de certaines institutions. Accueil qui se traduira par le choix comme maire de Gagnon, avant sa "fermeture", d'un vétéran haïtien d'avant la première vague migratoire ou l'élection, en 1975, à l'Assemblée nationale du Québec, du premier député d'origine haïtienne qui, hélas ! décevra lamentablement tous les espoirs placés en lui par ses mandants ou ses frères de sang.

Mais l'accueil a un revers qu'ont laissé pressentir mes propos au colloque de la F.T.Q., le 1er avril 1979... et les frictions les plus sérieuses se produiront malheureusement sur le terrain même des travailleurs, pour avoir précisément négligé d'extirper les racines du racisme et de la discrimination.

[103]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XVI

Tensions et frictions :  
racisme et discrimination

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 29 novembre 1985, les médias du Canada, notamment le Globe and Mail de Toronto, faisaient état d'un sondage sur le racisme, commandé par le Gouvernement fédéral. Ce sondage aurait révélé, au dire des média, que Montréal, Edmonton et Vancouver se classaient parmi les villes canadiennes où le racisme serait le plus virulent.

Non seulement se trouve ainsi confirmé le fait de l'existence du racisme au Canada, fait que beaucoup avaient naguère coutume de nier purement et simplement, mais le Gouvernement fédéral éprouve le besoin de mesurer l'intensité de ce phénomène dans les différentes zones de ce pays. Un an auparavant, le 28 mars 1984, était déposé aux Communes d'Ottawa, un rapport intitulé : "L'égalité, ça presse" et qui avait constitué, pour le ministre d'État au Multiculturalisme et son adjoint, une véritable révélation.

Après tout ce que je viens de relever au sujet de l'accueil fait au Québec, à la population haïtienne, tant par des individus que par des groupes et institution, on peut se demander si ce n'est pas par erreur que Montréal est rangée parmi les villes où le racisme sévit le plus au Canada. L'on a suffisamment établi que la presque totalité de la population haïtienne dans ce pays se retrouve au [104] Québec et, précisément, en très grosse majorité, à Montréal.

Il ne serait pas honnête, en présentant l'installation et le développement de la population haïtienne au Québec, de taire une réalité qui fait partie de son vécu quotidien. En revoyant les différents moments significatifs de l'évolution de la communauté haïtienne au Québec, on ne peut pas ne pas être frappé par cette réalité omniprésente.

Pour éviter des interprétations excessives de part et d'autre, je pense judicieux de condenser un certain nombre de réflexions et de considérations sur la nature et l'acuité du racisme sur lequel bute le groupe haïtien au Québec.

I) QU'ENTEND-ON ICI PAR RACISME ?

Le Petit Robert de 1983 donne du racisme une définition qui présente un grand intérêt, car il la fait immédiatement suivre d'une appréciation ainsi que d'une application à la réalité de tous les jours :

Théorie de la hiérarchie des races, qui conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure de tout croisement, et à son droit de dominer les autres. Le racisme n'a aucune base scientifique. (Il est aussi défini comme) un ensemble de réactions qui, consciemment ou non, s'accordent avec cette théorie.

Je crois qu'il est important de privilégier la deuxième partie de cette définition, car le racisme dont on s'accorde maintenant, au niveau gouvernemental le plus élevé, a reconnaître l'existence au Canada, n'est pas le fait de théoriciens, mais bien plutôt de gens dont les attitudes et les réactions, conscientes ou pas, s'accordent avec des théories racistes, même si ces personnes n'ont rien de plus empressé que de commencer discours ou déclarations par ce préliminaire obligé : "Vous savez, moi, je ne suis pas raciste !" Ce sont des "pas racistes, mais..." Pourtant, même quelqu'un de très corpulent ne se sentira jamais [105] obligé de déclarer avant d'ouvrir la bouche : "Je ne suis pas un éléphant, moi ! "

II) RACISME ET COLONIALISME

Je me souviens, il y a quelques années, d'avoir reçu un appel téléphonique outré d'un Québécois rentrant de vacances à la Jamaïque. Il m'explique qu'un chauffeur de taxi de ce pays dont la population, comme celle d'Haïti, est majoritairement noire, lui avait tenu des propos racistes. Et il concluait triomphant : "Vous voyez ! On n'est pas plus racistes ici que là-bas ! " Désarmé par ma réaction tout à fait placide : "Entre nous, il y a des pauvres d'esprit partout !" il a continué la conversation sur un ton très amical et j'ai pu lui faire remarquer qu'il peut y avoir plusieurs sortes de racismes, mais que, dans les Caraïbes, de même que dans beaucoup d'autres points du globe, ce n'était pas les Noirs qui avaient réduit les Blancs en esclavage, mais bien le contraire.

C'est pourquoi, si l'on veut appréhender la nature, l'acuité et la perversité du racisme, pour mieux l'annihiler, il faut replacer cette réalité dans le milieu où on la décèle, dans le cadre humain où elle se développe. Pour le présent propos, le cadre c'est : le Québec, en Amérique du Nord. Le groupe humain donné : une race majoritairement blanche où vient s'insérer une population noire. Dans ce cas, je suis d'avis qu'il est on ne peut plus judicieux de lier le concept de racisme à celui de colonialisme. Dans le racisme évoqué ici, il existe toujours en effet une volonté, consciente ou non, d'instituer ou de rétablir un rapport de dominant à dominé, entre celui qui pratique le racisme et celui qui le subit ou en est la victime.

L'auteur d'une communication à un symposium tenu à Montréal les 13 et 14 avril 1984, établissait ce lien, à mon sens fort pertinent, le racisme étant perçu comme la "légitimation de l'oppression, voire de la suppression de [106] l'autre, fondée sur des différences qui peuvent être biologiques, culturelles, historiques" [[15]](#footnote-15).

Ce qui rejoint et la définition du Petit Robert et les remarques d'un autre auteur selon lequel

le racisme n'est pas un constat tiré de l'observation scientifique de caractères physiques ou mentaux chez les différents groupes humains. Il est l'élaboration de fantasmes, de théories et de pratiques discriminatoires visant à affirmer la prééminence d'un groupe sur un autre, au nom d'une prétendue supériorité biologique [[16]](#footnote-16).

III) GRAVITÉ ET PERVERSITÉ  
DU RACISME

Certains préjugés sont anodins de nature et ne portent pas à conséquence. Tel, sans raison, n'aime pas la mer, tel autre déteste les navets. Le préjugé racial, lui, est inacceptable et dans son essence et dans ses effets, tant sur l'individu que sur la société.

Dans son essence : il constitue un déni fondamental de la dignité même de la personne humaine qui se voit réduite à l'état d'être inférieur pour des motifs que ni la science, ni la morale, ni le sens commun ne peuvent approuver. C'est ce que reconnaît la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discriminations quand elle déclare que toute doctrine de supériorité fondée sur la différenciation entre les races est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse. Rien donc ne saurait, où que ce soit, justifier la discrimination raciale ni en théorie ni en pratique.

Dans ses effets : les conséquences épouvantables du préjugé racial tant sur les individus que sur les sociétés n'ont aucun besoin d'être démontrées. Dans la première partie de cet ouvrage, pour camper le peuple haïtien, j'ai évoqué les horreurs engendrées par l'érection en système, de ce préjugé, lors de la naissance, au XVIe siècle et du développement, les siècles suivants, de cette abomination qu'a constitué la Traite des Noirs. Qu'il suffise de rap [107] peler, durant le deuxième quart du XXe siècle, les camps nazis de la mort. Au seuil du XXIe siècle, de solides intérêts d'argent s'abritent hypocritement, au plan international, derrière le paravent de moins en moins opaque du racisme, pour empêcher, dans les faits, que l'on ne déchouke [[17]](#footnote-17), une fois pour toutes, les inadmissibles injustices dont sont victimes des peuples entiers : Palestiniens, Autochtones des Amériques et Noirs d'Afrique du Sud.

IV) L'EXISTENCE DU RACISME  
AU QUÉBEC

Il m'est arrivé plus d'une fois d'avoir à répondre à la question : “Les Haïtiens sont-ils le groupe le plus discriminé au Québec ?” Je répondais chaque fois : “Demandez cela aux autochtones et aux communautés noires plus anciennes !”

C'est qu'il faut faire remonter la question du racisme au Québec, non pas à la présence actuelle (relativement récente) d'importantes minorités non blanches, mais bien aux rapports premiers, développés dès les débuts de la colonisation, entre d'une part, les détenteurs de la force (et, plus tard, du pouvoir), vis-à-vis de groupes d'une autre race que celle des... envahisseurs... de race blanche... Et, le cours de l'histoire étant ce que l'on sait, on finira par admettre comme allant de soi, comme un axiome ou une vérité première, la théorie des deux peuples fondateurs de ce pays, non pas comme on aurait dû s'y attendre, les Inuits et les Indiens, mais les descendants des Français et des Anglais !

Ainsi, il me paraît hors de doute que le racisme au Québec (comme au Canada), a pris naissance et s'est développé avec la colonisation. Comme dans le cas de Quisqueya, il fallait bien une justification du génocide des premiers occupants des territoires "découverts", par leur nature d'êtres inférieurs, sous-humains, "sauvages"... C'est dans cette réalité que trouvent leurs racines le mépris, l'hostilité et la haine de personnes se prévalant de leur appartenance au groupe devenu majoritaire (le [108] groupe des Blancs), à l'endroit des "autres", enfermés pêle-mêle dans l'appellation de "gens de couleur" [[18]](#footnote-18).

Le droit pour chacun d'être soi-même est certainement compris dans l'article 10 de la Charte québécoise des droits de la personne, qui assure, à tout être humain vivant au Québec, la reconnaissance et l'exercice de ses droits, en toute égalité sans distinction aucune.

Dans un pays qui se targue légitimement, sans doute, d'être à la fine pointe de la législation sur les droits de la personne, on essaie de pallier à ce que peut avoir de gênant un comportement trop ouvertement discriminatoire... On a donc recours à certains expédients, comme la notion de "minorités visibles"... euphémisme plutôt maladroit pour parler, au Québec, des minorités non blanches. Il n'y a pas, que je sache, dans la société des humains, de groupes visibles en soi, qui seraient opposés à je ne sais quels groupes... invisibles en soi. Il y a, par contre, selon les circonstances de lieu ou de géographie, des groupes plus facilement repérables, plus visibles, si l'on veut, par rapport à une majorité donnée. Ainsi, une communauté de Blancs, au Zaïre ou en Haïti, formera un groupe plus repérable, plus visible, à cause d'une majorité de Noirs formant la population de ces pays.

Ce début de prise de conscience de la présence et des droits des membres des communautés "plus visibles" au Québec est déjà encourageant. Naguère, en effet, la question du racisme dans la société québécoise était un sujet tabou. Un juge n'affirmait-il pas, en ouvrant une audience dans une banlieue de Montréal, en 1983, que, dans cette localité, le racisme n'avait jamais existé, n'existait pas et n'existerait jamais ? Or, précisément, la cause en litige en était une de racisme flagrant ! Comment arriver à trouver des solutions à un problème dont, au départ, on nie l'existence même ? Dans bien des cas, sans nier l'encombrante présente de ce phénomène, on tâche d'en minimiser ou d'en banaliser les manifestations. On va même jusqu'à considérer comme paranoïaques ceux qui [109] s'en disent victimes... C'est cette déprimante constatation qui avait suggéré à un jeune auteur d'origine haïtienne, ayant longtemps vécu au Québec, ces propos d'une amertume peut-être excessive :

Et la vérité est que l'homme de la brousse avait depuis longtemps entendu parler du racisme et du racisme qui lynche et du racisme qui tourne le dos, mais le racisme qui sourit et qui tapote dans le dos, il lui fallait en faire l'expérience au Canada [[19]](#footnote-19).

La présence d'une population haïtienne de plus en plus importante à Montréal devait servir non pas de cause du racisme, mais de révélateur.

[110]

[111]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XVII

Un bilan très partiel

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le bilan non exhaustif que je dressais en 1978, dans *Les Haïtiens au Québec*, des ravages du racisme dans la communauté haïtienne du Québec n'a malheureusement fait que s'alourdir depuis.

Dans un Mémoire à la Commission de sécurité publique de la Police de la Communauté urbaine de Montréal, j'écrivais ceci, le 23 mai 1984 :

Les faits ont, hélas ! plus que confirmé nos appréhensions et nous n'en finirions pas d'égrener le triste chapelet des effets néfastes du racisme, durant les cinq dernières années, sur les minorités plus visibles au Québec.

Je n'aborderai pas ici les méfaits du racisme sur des minorités nationales autres que le groupe haïtien. Je noterai seulement que les premiers incidents racistes graves à s'être produits à Montréal, au détriment de la population noire, sont bien antérieurs à la présence d'une communauté haïtienne de taille au Québec.

Il faut savoir que l'établissement de groupes Noirs dès le début du XVIIe siècle, d'abord en Acadie, puis en "Nouvelle France" est un fait amplement démontré [[20]](#footnote-20). Ainsi, la Nouvelle-France et le reste du Canada comptaient plus de 4 000 esclaves noirs en 1750. À leurs descendants, se sont ajoutés, au fur et à mesure, les Noirs fuyant les États-Unis, au XIXe siècle en empruntant le "chemin de la liberté" vers le Canada où ils ont fait souche. Mais, les [112] Noirs y ont été tellement maintenus hors circuit par un ensemble de pratiques discriminatoires, que le concept même de Noir canadien (qui devrait être le pendant, au Canada du concept de Noir américain, aux États-Unis) est totalement inexistant et dans l'esprit de la grande majorité des citoyens du Canada et dans les textes publiés jusqu'à tout récemment dans ce pays. Les descendants des Noirs dont les ancêtres vivaient dans ce pays depuis des générations sont, à juste titre, exaspérés par la question qu'on leur pose trop souvent : "De quel pays venez-vous ?"

Il est souhaitable que, malgré de très légitimes différences de culture, de mentalité, de langue et d'habitudes, des liens plus solides et plus étroits se nouent entre la communauté haïtienne et d'autres groupes de la communauté noire de Montréal, dont les Haïtiens forment à peu près le tiers. Des rapports cordiaux existent certes déjà, qui se sont manifestés, soit par des études réalisées en commun, comme celle sur l'éducation entre 1977 et 1979 ou encore lors du très chaleureux rassemblement, à la Union United Church, le 2 juin 1986, de membres de tous les groupes noirs de Montréal à l'occasion du passage de Mgr Desmond Tutu, en croisade antiapartheid. Néanmoins, des actions communes plus suivies devraient pouvoir être menées, notamment pour lutter contre toute forme de racisme et de discrimination.

Les éphémérides du racisme en rapport avec le seul groupe haïtien, entre 1979 et 1985 sont quoique partielles, déjà fort impressionnantes [[21]](#footnote-21).

1979

20 juin : Incidents de la Rue Bélanger, dans l'est de Montréal, Place Ste-Bernadette, au cours de ce que l'éditorialiste Jean-Claude Leclerc a appelé dans *Le Devoir* du 23 juin de la même année : Une charge de la Police de Montréal contre des Haïtiens.

[113]

Cette intervention intempestive de plusieurs dizaines de policiers de la Communauté urbaine de Montréal a commencé sur une simple dénonciation téléphonique de quelques citoyens prétendant, à la Police, que des Noirs, rassemblés sur la place Sainte-Bernadette, troublaient la paix du quartier.

En fait, des Haïtiens de la zone avaient l'habitude par temps clément de se rencontrer en cet endroit pour une informelle partie de football ("soccer" au Québec), tout comme des Québécois s'y retrouvaient entre eux pour jouer au base-ball. Sans demander d'explications préalables, les policiers du premier car de Police arrivé sur les lieux intimèrent aux Haïtiens l'ordre de circuler. Ils refusèrent, arguant du fait qu'ils avaient autant de droit que les Blancs de se détendre sur cette place publique, surtout qu'il n'était même pas 9 h du soir. D'autres cars appelés au secours (de quoi ?) arrivèrent en trombe et les policiers tombèrent à bras raccourcis sur les membres de... la minorité plus visible... Coups, insultes racistes, invectives de part et d'autre, poursuite jusqu'à l'intérieur d'un restaurant haïtien bien connu à l'époque : "Chez Marlène", situé sur la rue Bélanger.

Plusieurs membres de la communauté haïtienne ont été roués de coups par des policiers. L'une de ces victimes, selon les propres termes du rapport de la Commission de Police, a été "assaillie" et "blessée à la figure sans justification ni raison", à l'intérieur même du restaurant. Saisie de la question, la Commission des Droits de la Personne du Québec mena une interminable et minutieuse enquête sur toute l'affaire, mais le rapport qui en est résulté, volumineux et accablant pour les policiers incriminés, n'a jamais été rendu public.

Alerté sans retard, j'avais pu me rendre immédiatement sur les lieux après avoir requis les services de Jean-Claude Leclerc, journaliste déjà bien connu et fort apprécié de la communauté haïtienne. C'est ainsi que nous avons pu, à chaud, recueillir des informations et des témoignages [114] de toute première main, scrupuleusement vérifiés et confirmés par la suite.

À l'issue d'un procès qui a duré plus de deux longues années, la principale victime, dont j'avais pu, dès sa sortie du poste de Police, le lendemain matin, à 4 h fixer sur pellicule, le visage tuméfié et ensanglanté, a eu droit à un dédommagement dérisoire de moins de 500 dollars.

Une bonne partie de l'opinion publique québécoise s'est montrée outrée du comportement de certains membres de la Police à cette occasion. C'est ainsi que le Comité du 20 juin, formé peu après cet incident, a pu compter, tout au long de son existence active d'une dizaine de mois, sur le dévouement très apprécié de plusieurs membres de la communauté québécoise et d'autres minorités nationales qui s'étaient joints à la communauté haïtienne.

26 septembre

Vers 4 h de l'après-midi, le 26 septembre 1979, une bagarre éclatait à l'aéroport de Dorval entre un agent des services de transports et un chauffeur de taxi haïtien. Selon des témoins oculaires qui m'en ont fait le récit sur place quelques instants après le début de l'incident, ce chauffeur haïtien s'apprêtait à "prendre son tour" régulièrement quand il fut assailli par l'agent qui le saisit au collet, sous prétexte que ce n'était pas son tour. Deux autres chauffeurs, l'un Haïtien, l'autre Arménien, accourus au secours de leur collègue, furent, en même temps que celui-ci, arrêtés et détenus par la Police de la Communauté urbaine de Montréal. Une cinquantaine de chauffeurs, dont une trentaine d'Haïtiens, amorcèrent alors une marche improvisée pour réclamer l'élargissement de leurs camarades. Ils refusèrent d'obtempérer à l'ordre que leur intima la Police de réintégrer leur voiture et de circuler. Une quinzaine de policiers de la brigade antiémeute intervinrent après une seconde sommation pour charger sans ménagement les chauffeurs qui se débandèrent. Assez [115] curieusement, cet affrontement ne semble pas avoir eu, à ma connaissance, de suites notables.

1980-1981

Nombreux incidents impliquant diverses compagnies de taxi de Montréal, notamment la compagnie Beaubien-taxi, ce qui donnera au Bureau de la C.C.H.M. l'occasion de saisir la Commission des droits de la personne du problème de plus en plus préoccupant du racisme dans le taxi à Montréal.

1982

Avril

Élimination "légale", mais radicale des travailleurs haïtiens qui formaient 90% des effectifs des chauffeurs de l'aéroport de Dorval (Montréal), jusqu'au 31 mars 1982. Le lendemain, 1er avril, ce pourcentage était réduit à 3, à peine.

Juin

Licenciement, le 30 juin 1982, d'une vingtaine de chauffeurs haïtiens de la compagnie S.O.S.-Taxi de Montréal. Une des raisons invoquées : la baisse sensible des appels à cette compagnie. Selon les interprétations plus ou moins explicites de la direction de la compagnie, cette baisse proviendrait de l'insatisfaction de certains clients face à une présence trop forte de Noirs à S.O.S.-Taxi.

C'est à partir de ce moment qu'on a pu enregistrer des déclarations publiques du niveau de celle-ci, par exemple :

À cause de leurs chauffeurs noirs, certaines compagnies de taxi de l'est et du nord-est de Montréal sont presque acculées à la faillite, selon le président de la Ligue de taxi de Montréal [[22]](#footnote-22).

Telle compagnie

[116]

"dans le secteur nord de la ville s'adonne à une publicité tapageuse allant même jusqu'à se vanter de ne pas engager de Noirs" [[23]](#footnote-23).

Devant une situation aussi alarmante, la Commission des Droits de la personne du Québec décidera de tenir sa première enquête publique. Elle portera sur les "allégations de discrimination raciale dans l'industrie du taxi à Montréal". Cette enquête mobilisera durant deux ans, une partie importante des activités de la Commission et les trois gros volumes de son rapport, publié en 1984, contiennent une mine de renseignements et de preuves irréfutables de l'existence du racisme dans cette industrie, à l'endroit, principalement, des chauffeurs noirs (majoritairement Haïtiens).

Ces incidents permirent à l'Association haïtienne des travailleurs du taxi, organisme sans but lucratif, incorporé en mars 1982, d'affirmer de plus en plus nettement le "droit que possède tout citoyen vivant dans un pays libre et démocratique de travailler selon ses possibilités et ses compétences" [[24]](#footnote-24).

D'autres organismes, soit de la communauté haïtienne, comme le Bureau de la C.C.H.M., le Collectif des Chauffeurs noirs du Centre-Ville, soit de la communauté québécoise, comme la Ligue des droits et libertés, le Mouvement québécois pour combattre le racisme, investirent énormément d'énergie dans cette lutte aux multiples rebondissements.

1983

Mars et juillet

Diffusion, le 13 mars par la Société canadienne de la Croix-Rouge d'un communiqué discriminatoire sur le syndrome d'immunodéficience acquise (le SIDA). Les effets de ce communiqué, repris par la branche québécoise de la Croix-Rouge, s'avéreront dévastateurs pour la communauté haïtienne du Québec.

[117]

Un Comité conjoint haïtien sur le SIDA, formé, le 11 mars 1983, comprenant une dizaine de groupes et d'organismes, autour de l'Association des médecins haïtiens à l'étranger (A.M.H.E.), s'acharnera, méritoirement, à faire entendre aux instances médicales du Canada et du Québec, la voix de la raison, de la science et du bon sens. Leurs efforts se heurteront, tant du côté de la Croix-Rouge que du côté du ministère fédéral de la Santé et du Bien-Etre, à une inexplicable incompréhension et à une coupable obstination. La Croix-Rouge canadienne récidivera, en juillet 1983 et, durant deux ans, il ne se passera pas de semaine, qu'à l'occasion du SIDA, des membres de la communauté haïtienne, ne soient l'objet, à cause d'une présentation irresponsable et biaisée de ce dramatique fléau, d'avanies, d'abus ou de criantes injustices qu'essaieront timidement de contrer de trop rares médecins, hommes de science, chercheurs ou journalistes québécois. Leurs appels à la lucidité et à la sagesse se perdront trop souvent dans le tohu-bohu de nouvelles à sensation, privilégiées par certaines agences de presse à la merci de groupes de pression internationaux, irresponsables ou carrément racistes.

Octobre

Mesures racistes dont ont été victimes une vingtaine de femmes de chambre haïtiennes de l'Auberge Rama-da-Inn (Centre-ville). Cette situation ne provoquera presque aucun remous même au sein de la communauté haïtienne. Les principales intéressées, déjà traumatisées par un chômage endémique, ne donnèrent pas les suites nécessaires aux démarches entreprises en leur nom, par le Bureau de C.C.H.M. auprès de la Commission des droits de la personne du Québec.

[118]

Novembre

Incidents raciaux dans des écoles du Nord de Montréal. Ce sera l'occasion, pour certaines Commissions scolaires du Québec notamment la Commission des écoles catholiques de Montréal de commander études et rapports, qui leur permettront de commencer à prendre la mesure du racisme dans les institutions d'enseignement, surtout secondaire. Des coups de semonce, restés malheureusement sans écho, s'étaient pourtant fait entendre plus d'une fois, depuis 1977, de la part d'organismes de la communauté noire de Montréal.

1984

Avril

Nouvelle flambée de racisme à l'occasion de la décision annoncée par la compagnie Taxi-moderne, de licencier, dès le 1er juin 1984,24 chauffeurs haïtiens, parce que Noirs...

Mai

Rebondissement de l'affaire du SIDA avec la diffusion dans les centres commerciaux de Montréal et des banlieues, d'un dépliant plus discriminatoire encore que le communiqué du 10 mars 1983 de la Croix-Rouge canadienne. Aussi impensable que cela paraisse, cette initiative désastreuse provenait du Ministère de la Santé et du Bien-Etre social du Canada !

1984-1985

Divers jugements sont prononcés par des tribunaux de Montréal et de la banlieue dans les causes de racisme portées devant la justice par la Commission des droits de la personne du Québec. Les premiers jugements (juillet et septembre 1984) iront dans un sens diamétralement opposé [119] aux conclusions de l'enquête de la Commission, car ils exonéreront de tout blâme en matière de discrimination des compagnies comme Taxi-Moderne et Coop de l'Est. Il est tout à l'honneur de la justice québécoise de préciser que ces jugements seront ultérieurement révisés et cassés.

On ne saurait, néanmoins manquer de souligner les réticences et les hésitations des instances gouvernementales du Québec à rendre effectives et efficaces les dispositions de la charte québécoise des droits, relatives à la discrimination, malgré les démarches instantes des organismes haïtiens et québécois impliqués dans cette lutte. Une Table de concertation, réunissant, autour de la Commission des droits de la personne du Québec, divers intervenants dans le problème du taxi ainsi que des représentants des associations et organismes haïtiens et québécois actifs dans ce dossier, ne donnera pas, jusqu'en 1986, les résultats escomptés.

Cette énumération que j'ai essayé de rendre le moins aride possible ne rend partiellement compte que des incidents racistes majeurs, impliquant des groupes importants ou la totalité de la communauté haïtienne au Québec.

S'il fallait aligner les incidents n'impliquant que des individus, on n'en finirait pas !

Le dix-huitième et le dix-neuvième chapitres de cette quatrième partie d'Haïti au Québec, en brossant un tableau sommaire des rapports des membres de la communauté haïtienne avec les autres citoyens, les institutions et les pouvoirs publics, au Québec, montreront comment le spectre de la discrimination et du racisme y poursuit ses victimes, à côté, heureusement, d'acquis plus positifs et plus encourageants.

[…/…]

[120]

tions et les pouvoirs publics, au Québec, montreront comment le spectre de la discrimination et du racisme y poursuit ses victimes, à côté, heureusement, d'acquis plus positifs et plus encourageants.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[121]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XVIII

Rapports avec les citoyens  
et les institutions

I

[Retour à la table des matières](#tdm)

Il faut veiller, ici, à ne pas taxer de raciste, toute attitude défavorable d'un Blanc vivant au Québec, vis-à-vis d'un Haïtien, ainsi que je le notais déjà en 1978 et j'ajoutais :

Certains Haïtiens, par réaction excessive, ont peut-être tendance à interpréter un peu trop rapidement dans ce sens tout résultat négatif d'une démarche ou d'une requête. Il existe des refus motivés à des demandes injustifiées. Et même des attitudes agressives, quand elles ne sont pas une réponse méritée à des comportements ou à des exigences inadmissibles peuvent tout bonnement être mises au compte d'un mauvais caractère... ou d'une mauvaise digestion [[25]](#footnote-25).

Ceci dit, les exemples pullulent de comportements, de paroles ou d'attitudes que certains Blancs se permettent dès qu'ils sont en rapport avec des Haïtiens, alors que, dans des circonstances identiques, ils agiraient tout autrement avec des Blancs. Depuis la paterne condescendance (vous savez, "ils" ne sont pas habitués...), jusqu'au classique : “Sale nègre (ou négro)”, en passant par le : “"Ils" se croient en Haïti” ; à moins que ce ne soit plus directement servi : “Rentrez chez vous !” On peut ainsi trouver toutes les gammes du racisme : de l'insinuation la plus subtile à l'insulte la plus grossière.

[122]

Les écoliers, les travailleuses et travailleurs de la communauté haïtienne au Québec, dans la période qui a suivi le communiqué de mars 1983 de la Croix-Rouge canadienne sur le SIDA, ont eu, comme signalé plus haut, à essuyer de bien pénibles avanies à l'école, au travail, dans les transports, sans compter ceux et celles qui, sous des prétextes fallacieux, ont tout simplement été renvoyés de leur emploi.

Quant aux innombrables rebuffades subies par les personnes en quête de logement, elles ont fait l'objet de plusieurs enquêtes, dont certaines, menées par des groupes québécois.

Plusieurs de ces enquêtes ont été rendues publiques [[26]](#footnote-26). Leurs conclusions ne laissent aucun doute sur les pratiques racistes courantes dans ces secteurs. Ainsi, vers 1981, selon une manœuvre connue, certains propriétaires d'immeubles de la rue Jarry dans l'est de Montréal, habités en majorité par des familles haïtiennes, ont subitement majoré de façon vertigineuse le loyer des appartements occupés par des personnes au revenu modique. Les avis d'augmentation avaient scrupuleusement respecté les délais puisqu'ils avaient bien été expédiés au moins trois mois avant le 1er juillet. Mais quand on se rappelle la lenteur bien connue de la Régie chargée de statuer en cette matière et l'impossibilité pratique pour de petites gens de se lancer dans des contestations judiciaires longues, complexes, parfois coûteuses et toujours aléatoires, on ne s'étonnera pas que le résultat escompté ait pu être rapidement atteint, savoir : l'éviction de ces immeubles de dizaines de familles haïtiennes.

Dans une plaquette publiée en mars 1983 sous le titre : Le racisme dans l'industrie du taxi à Montréal, contenant un Mémoire du Bureau de la C.C.H.M. à la Commission des droits de la personne du Québec, j'ai donné force détails sur le sort fait dans ce secteur aux travailleurs haïtiens. À ce chapitre, le rapport d'enquête publié par la Commission des droits de la personne du Québec en [123] 1984, constitue, comme je l'ai déjà noté, une mine inépuisable.

Durant l'audition d'une cause entendue cette année-là par un tribunal de Montréal, un chauffeur blanc a relaté au juge l'astuce dont usaient certains de ses collègues pour monter les usagers contre les chauffeurs haïtiens, à l'insu de ces derniers. Ils s'entendaient, avec un client, sur un itinéraire bien déterminé au terme duquel ils lui remettaient un reçu attestant du montant exact de la course. Ils soudoyaient ensuite le client pour qu'il refasse le même trajet avec un chauffeur haïtien, en demandant à ce dernier de lui remettre un reçu portant le prix global et de la course et du pourboire accordé. Ainsi, un déplacement assuré par ce chauffeur blanc pouvait atteindre, par exemple 8 dollars, tandis que le même déplacement, assuré par un chauffeur haïtien, pouvait revenir à 10 ou 11 dollars. Et, le tour était joué ! On possédait la preuve écrite... de la "malhonnêteté des chauffeurs noirs"...

À noter que la cause première du racisme qui a sévi et qui sévit encore dans l'industrie du taxi à Montréal, à rencontre des travailleurs haïtiens, n'est pas d'abord le fait qu'ils seraient trop nombreux au volant des taxis, mais bien plutôt que, contrairement à leurs collègues non haïtiens, ils sont ou travaillent à devenir propriétaires de leur véhicule, s'assurant ainsi une indépendance économique que certains jugent dangereuse ou inacceptable...

Il ne faudrait néanmoins pas conclure qu'en évoquant le racisme existant indéniablement dans certains rapports entre des membres de la société québécoise et des membres de la communauté haïtienne, on affirme que cette dernière, dans son ensemble, est en butte à la persécution de tous les membres de la société québécoise comme telle. J'ai amplement démontré, dans les chapitres précédents, combien de Québécoises et de Québécois, membres de la majorité née au Québec ou de minorités nationales, originaires ou non du pays, ont réagit positivement [124] en rejetant clairement toute velléité de voir s'instaurer chez eux, des pratiques racistes ou discriminatoires.

II

En consacrant ce deuxième paragraphe aux rapports entre des membres de la communauté haïtienne et les institutions québécoises, j'emploie cette expression dans un sens très large. Sans prétendre être exhaustif, j'englobe, sous la rubrique : Institutions, le secteur considéré comme privé et le secteur considéré comme parapublic. Les rapports avec le secteur public seront traités dans un autre chapitre.

J'ai fait remarquer plus haut que les travailleuses et travailleurs haïtiens se retrouvent principalement dans les petites entreprises du Québec (vêtement, chaussure, plastic, préparation de produits alimentaires, etc.). Les difficultés les plus courantes qu'ils y rencontrent peuvent se ramener à ceci : problèmes d'embauchage, exigences plus grandes quant au rendement, insécurité d'emploi (ils seront les premières victimes de compression dans ces secteurs dits "mous" et partant, beaucoup plus exposés), conditions non réglementaires de travail (hygiène, santé, protection), avancement difficile, plafonnement rapide, entraves à la syndicalisation, etc.

Les Haïtiennes, travaillant comme femmes de chambre ou domestiques ont en plus à faire face à d'inextricables complications légales, du fait que la majorité d'entre elles n'ont ni visa de résidence ni visa d'emploi. Fort heureusement, le nombre de celles qui sont forcées d'accepter ce genre d'emploi a diminué considérablement avec le programme de régularisation de 1980, tel que décrit plus haut. Ces infortunées travailleuses sont soumises à d'odieux chantages les obligeant à passer par toutes les fourches caudines de leurs employeurs, par crainte d'une dénonciation toujours possible aux services de l'Immigration. Cette exploitation revêt un caractère plus honteux [125] encore quand elle est le fait d'employeurs d'origine haïtienne, capables de se payer, à eux et à leur famille, les plus coûteuses fantaisies.

On peut dire que très rares sont les Haïtiennes et Haïtiens qui au Québec, occupent une position clé dans les institutions privées ou parapubliques importantes. Je préciserai, dans un chapitre ultérieur, la situation d'entreprises, le plus souvent modestes, de la communauté haïtienne elle-même.

Si l'on retrouve des membres de la communauté haïtienne dans des banques, des grands magasins, des centres commerciaux, des maisons d'affaires, c'est presque toujours à un échelon subalterne. Une exception de taille, dans l'informatique : celle des micro-ordinateurs *Ogivar*, dont un des principaux membres fondateurs, concepteurs et directeurs est précisément d'origine haïtienne.

La situation est un peu différente pour les médecins et les enseignants, dont plusieurs sont à la tête de départements, mais très rarement à la direction d'une institution. Certaines professions, comme celle d'avocat, permettent à ceux qui les embrassent une pratique plus autonome, seuls ou avec quelques collègues librement choisis. Mais très peu de membres haïtiens du barreau, à Québec, ont pu percer dans des "firmes" importantes.

Quant aux usagers haïtiens de ces institutions, on peut difficilement affirmer qu'ils subissent, systématiquement, un traitement discriminatoire. Néanmoins, il arrive trop souvent, qu'en cas de problème ou de contestation, prévale la tendance à présumer cet usager coupable ou fautif. Le bénéfice du doute lui est rarement accordé et, en certains endroits, l'accueil n'est pas toujours empressé ni enthousiaste.

Je crois qu'il est important de m'étendre davantage, ici, sur trois sortes d'institutions privées ou parapubliques et d'en faire l'objet des deux chapitres suivants.

[126]

[127]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XIX

Services sociaux.  
Services éducatifs

I

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les services sociaux ont connu au Québec, au cours de ces vingt dernières années, un développement prodigieux. Je ferai grâce au lecteur d'une nomenclature complète, à l'aspect rébarbatif, parce que hérissée de sigles menaçants ou déroutants, selon une manie qui se développe partout dans le monde et qui ne constitue pas nécessairement la trouvaille du siècle... CSSMM, CR3S, CLSC, etc. Et, gare au crétin qui, en réunion publique, oserait timidement demander la signification de ces hiéroglyphes d'un genre nouveau que, malgré tout, la plupart des participants seraient bien aises... d'apprendre enfin !

Il faudrait, à tous les niveaux, convaincre les travailleuses et travailleurs sociaux qui œuvrent sur le terrain particulièrement délicat des minorités nationales différentes de la leur, que la principale qualité qu'ils doivent développer soit l'humilité ou le sens de leurs propres limites. Cette... vertu, comme on disait autrefois, devrait les inciter à beaucoup de circonspection et leur éviter le travers de combattre ou de déprécier des valeurs qu'ils n'ont appris ni à connaître ni à comprendre.

S'il ne suffit pas, loin de là, d'être Haïtien pour bien comprendre et bien servir des patients ou des bénéficiaires [128] haïtiens, on ne doit pas avoir peur d'affirmer que, dans ce domaine, à égalité de compétence (objective), la préférence doit aller à qui, de par sa mentalité, sa culture et sa formation première est plus à même d'assurer une issue positive à l'action entreprise. Cela éviterait bien des drames familiaux, causés par un manque de connaissance et d'estime de l'identité de l'autre. Cela éviterait, par exemple, que l'on n'assiste, quand il s'agit déjeunes en difficulté dans la communauté haïtienne, à une véritable frénésie de "placements" intempestifs dont la multiplicité, particulièrement en 1985 et en 1986, est bien faite pour donner des maux de tête à tous ceux et celles qui ont à coeur l'avenir et l'épanouissement véritable de ces enfants dits "à problèmes".

L'expérience de jumelage, entreprise en 1979, de Centres locaux de services communautaires (CLSC) et d'organismes appartenant à diverses minorités nationales, dont celle d'origine haïtienne, a amplement démontré la nécessité, pour que ces établissements soient fréquentés par les membres des minorités nationales vivant sur leur territoire, de compter, en leur sein, des membres de ces minorités. Il est à souhaiter que le Ministère québécois de la Santé assume pleinement et financièrement ses responsabilités en mettant fin à la suppléance jusqu'ici exercée par le Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, auquel revient la paternité de cette initiative, pour maintenir, améliorer et développer ces programmes de jumelage. Si, comme les faits semblent l'avoir démontré, la présence d'un agent ou d'agents d'accueil issus des minorités nationales s'avère une nécessité, il faut que le Ministère concerné se dote des moyens d'en faire autre chose que des factotums ou des bouche-trous de seconde zone.

[129]

II

Les mêmes constatations peuvent être faites ici pour les institutions éducatives. Et les mêmes recommandations aussi.

Je ne m'attarderai pas à la question du racisme encore véhiculé dans trop de livres utilisés dans les écoles du Québec. De méritoires efforts ont été faits pour redresser cette situation, grâce notamment à l'action obstinée de certaines personnes ou certains groupes appartenant à la communauté noire d'expression anglaise ou préoccupés, à juste titre, du sort fait, au Québec aux descendants des peuples autochtones.

Pour les enseignants appelés à avoir un contact journalier avec des enfants ou des jeunes de la communauté haïtienne, tout comme de toute autre minorité nationale, il est urgent de prévoir un entraînement spécial et une formation leur permettant d'être plus ouverts et plus positifs vis-à-vis de valeurs ou de mentalités qui ne leur sont pas familières.

Que l'on ne se laisse pas prendre à de spécieux alibis, faussement démocratiques. Il m'est plus d'une fois arrivé de me faire dire par un directeur d'école ou un responsable de Commission scolaire au Québec à qui je demandais le nombre d'enfants haïtiens inscrits dans son institution : "Nous ne le savons pas. Nous ne sommes pas racistes et nous ne posons pas ce genre de question à l'inscription." Or, ce n'est pas du tout faire preuve de racisme que de se préoccuper, par exemple, dans telle polyvalente du nord de Montréal, du nombre de jeunes appartenant à chacune des vingt ou vingt-cinq minorités nationales fréquentant cette école. Bien au contraire ! La connaissance précise de cette réalité permettrait de mettre en place des mécanismes et des structures propres à favoriser une fructueuse et enrichissante coexistence, premier pas vers une véritable vie en commun fondée sur les possibilités presque illimitées qu'offre la présence ensemble de ressources [130] si diversifiées. Une juxtaposition de mentalités qui s'ignorent, se méprisent ou se combattent ne peut que déboucher sur une ghettoïsation redoutable et explosive. Au contraire, si chaque groupe en présence se voit offrir la possibilité de se renforcer dans son identité et de conforter son enracinement, tous les espoirs sont permis d'une ouverture pleine de promesses, aux autres mentalités et aux autres cultures.

Dans le cas des écoliers haïtiens, on rencontre encore trop d'institutions ou d'intervenants qui se contentent de véhiculer des stéréotypes éculés et ne dénotent aucun souci de s'informer des causes profondes des nombreux problèmes rencontrés par leurs élèves. Les Commissions scolaires ayant des enseignants d'origine haïtienne devraient se faire un devoir de leur permettre de se perfectionner et de dispenser leurs services dans les écoles à forte densité haïtienne.

Appelé, il y a quelques années, à rencontrer le corps enseignant d'une école du nord de Montréal, comme cela s'est fait très souvent pour d'autres écoles et de nombreux autres groupes (travailleurs sociaux, agents d'immigration, etc.), j'ai été abordé par un enseignant qui me disait combien nos échanges l'avaient éclairé et soulagé. Il avait, dans sa classe, un groupe assez important d'adolescents haïtiens. Il ne comprenait pas que plusieurs paraissaient plutôt engourdis certains lundis matins, surtout après des week-ends de fête. L'excuse qui revenait le plus souvent sur les lèvres de ses élèves était loin de le convaincre : "J'étais à New-York avec mes parents. On est rentré tard, hier soir ! " Je lui ai alors expliqué l'importance de la communauté haïtienne de cette ville (la deuxième... quant au nombre des Haïtiens y résidant) et l'incessant va-et-vient entre les Haïtiens de Montréal et leurs parents et amis, compte tenu de la force et de la valeur pour les Haïtiens, des liens familiaux, à tous les degrés.

Un autre, dans une circonstance analogue, était tout heureux d'apprendre que le manque de collaboration de [131] certains de ses élèves haïtiens, qu'il mettait au compte de la paresse ou de la mauvaise foi, venait tout simplement du fait... qu'ils ne comprenaient pas leur professeur...

Je pourrais multiplier à l'infini des exemples de ce genre et dans tous les domaines.

Je pense que l'on devrait aller beaucoup plus loin encore. Ainsi, dans la communauté haïtienne (mais elle n'est nullement un cas isolé !) il se pose dans les écoles un sérieux problème d'insertion d'adolescents arrivés au Québec avec un bagage scolaire moindre ou différent de celui des autres écoliers de leur âge. Or la question d'âge joue un rôle très important pour la répartition et le classement des écoliers dans le système québécois d'éducation, très différent en cela d'autres systèmes y compris le système haïtien.

Le problème s'est posé de façon encore plus aiguë dans la communauté haïtienne à la suite des mesures de régularisation de 1980 ; en effet, à partir de 1982, de nombreux adolescents et très jeunes adultes (entre 14 et 19 ans) sont venus rejoindre leurs parents à Montréal.

Le Bureau de la C.C.H.M. avait pu intéresser la Commission des Écoles protestantes du grand Montréal (C.E.P.G.M.) à un projet d'une sorte d'école sur mesure, qui tiendrait compte non seulement du niveau scolaire de chacun des jeunes garçons et jeunes filles, entre 16 et 22 ans, appelés à la fréquenter, mais également de la mentalité et des acquis de ces jeunes.

Un aspect essentiel de ce projet était le support culturel à assurer à ces jeunes à partir des ressources de la communauté d'origine. La C.E.P.G.M. avait déjà l'habitude des écoles dites "alternatives", dont la conception se rapprochait le plus du projet soumis. De plus, cette Commission, grâce notamment à la présence active de membres de la communauté noire d'expression anglaise, manifestait une plus grande ouverture aux groupes non majoritaires et avait même reconnu, depuis plusieurs années, la nécessité d'avoir au moins un agent qui ferait la liaison [132] entre la communauté haïtienne, les écoliers haïtiens inscrits dans les écoles de la C.E.P.G.M. et la Commission elle-même. Cette dernière créera même, en 1985, un Comité de liaison avec la communauté haïtienne, à l'instar de comités similaires avec d'autres minorités nationales.

L'expérience débuta en septembre 1983, dans une école de la C.E.P.G.M., rue Morgan, dans le sud-est de Montréal. Elle commença à produire de remarquables résultats pour la quarantaine de jeunes inscrits à ce programme. Je déplore, pour ma part, qu'à la suite d'une accumulation de circonstances fort complexes, la vision première du projet se soit graduellement estompée pour ne laisser la place qu'à des préoccupations plus traditionnellement "scolaires ou "académiques".

Heureusement que l'expérience amorcée en septembre 1984, avec la Commission des Écoles catholiques de Montréal, la C.E.C.M., au Centre Saint-Marc, rue Beaubien, dans l'est de Montréal, après de laborieuses négociations menées, par le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, dans le même sens que celle menées antérieurement avec la C.E.P.G.M., s'est avérée moins fragile parce que bénéficiant d'un encadrement peut-être plus judicieux.

Ces deux expériences venaient après celle du Conseil haïtien d'orientation et d'information scolaires (C.H.O.I.S.), mis sur pied en 1981, après une longue concertation entre deux organismes haïtiens, le Bureau de la C.C.H.M. et la Maison d'Haïti, avec le Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec ainsi que d'autres ministères ou Commissions scolaires. Les structures du C.H.O.I.S. n'ont malheureusement pas permis de poursuivre, dans ce cadre, pendant plus de deux ans, d'une part, un nécessaire travail de coordination et d'intervention auprès des écoliers et parents de la communauté haïtienne du Québec et, d'autre part, les indispensables et incessantes démarches auprès des instances gouvernementales et scolaires du Québec.

[133]

Ces responsabilités, assumées avant et après le C.H.O.I.S., directement par le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal ou par d'autres organismes communautaires, gagneraient, je pense, à être coordonnées et rationalisées par le biais de l'Association des Enseignants haïtiens du Québec, dont je mentionnerai l'existence dans un chapitre ultérieur.

[134]

[135]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XX

Rapports avec les médias  
d’information

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce n'est pas un simple chapitre, mais tout un volume qu'il faudrait écrire sur la façon qu'ont bien des médias d'information (presse, radio, télévision) de souligner les aspects défavorables dès qu'il est question d'Haïtiens dans leurs reportages.

Les réflexions qui suivent n'infirment en rien ce que j'ai dit plus haut de ces journalistes lucides, honnêtes et compétents, dont les interventions ont toujours été d'un inestimable soutien à la communauté haïtienne du Québec.

À côté de ces journalistes consciencieux, soucieux de répercuter correctement l'information ou de l'interpréter judicieusement, avec toute la rigueur que requiert un métier qui pèse d'un tel poids sur les esprits, la mentalité et le comportement des individus et des groupes dans la société d'aujourd'hui, trop nombreux encore sont ceux dont l'attitude révèle une inconscience déroutante ou une malhonnêteté pernicieuse.

On l'a bien vu tout au long de l'été de 1982, durant la période chaude de la discrimination dans le taxi de Montréal. Que de ragots infects et sans fondement ont pu, une fois lancés, faire obstinément leur chemin, même après démenti ! On a inventé, par exemple, que le Gouvernement québécois avait lui-même acheté des permis aux [136] chauffeurs haïtiens et ceci a eu des échos dans de très sérieuses rencontres à l'échelon canadien, comme à Toronto, le 29 octobre 1982. Quant aux stéréotypes les plus rocambolesques, ils ont, pour certains, été serinés avec une telle insistance, qu'ils ont fini par pénétrer même les tympans les plus rétifs à ce genre de matraquage : "Je ne suis pas raciste... mais... ils... ne connaissent pas la ville !" ILS ? Ce sont, dans presque tous les cas des gens dans le métier, à Montréal, depuis 5, 6, 8 et parfois plus de dix ans ! Mais, qu'importe ! Le mot est lâché !

La même constatation pourrait être faite à propos du battage réalisé autour du SIDA. Je me souviens du désarroi d'un jeune reporter de la Presse canadienne venu me trouver après un compte rendu particulièrement désastreux pour la communauté haïtienne, répercuté dans tout le Canada, à l'issue d'une conférence de presse tenue à l'Hôtel-Dieu de Montréal, peu après la parution du fameux communiqué du 13 mars 1983 de la Croix-Rouge canadienne, dont j'ai déjà parlé à plusieurs reprises. Le point de vue, très longuement exposé à l'intention de cette agence, par le Président de l'Association des Médecins haïtiens et moi-même, sur cette question, avait été complètement escamoté dans la note envoyée par l'agence à tous les organes d'information du pays. Le jeune reporter, qui nous avait interviewés, tremblait d'indignation en nous produisant les trois pages de télex qu'immédiatement après l'interview, il avait lui-même expédié à son agence qui n'en avait retenu aucune pour diffusion.

Sans attacher une importance excessive à certaines caricatures ou à certaines plaisanteries, souvent plus minables que racistes, même si elles ne manquent pas d'être significatives, on ne peut pas ne pas relever certaines constantes troublantes : “Un athlète d'origine haïtienne bat-il un nouveau record ?” Les médias seront unanimes à célébrer la performance de ce "jeune champion montréalais"... Mais pas un mot sur son origine haïtienne. Idem pour un champion d'échecs ou pour une première d'un [137] médecin dans une célèbre réussite de greffe osseuse. Par contre, qu'un jeune voyou soit jugé pour une sordide affaire de rançon de fillette enlevée, on annoncera que le coupable est d'origine haïtienne. Il faudra de persévérantes démarches pour que l'organe de presse qui a diffusé la nouvelle rectifie timidement le lendemain... qu'il s'agissait plutôt de quelqu'un venant de Saint-Kitts, dans les Antilles britanniques. On a même trouvé le moyen d'associer le nom haïtien au tapage publicitaire effectué, durant l'été de 1984, autour de deux bandits américains en cavale, les frères Bradley. Naturellement : c'étaient des Noirs ! Car les médias, dans ces cas, éprouvent soudain un maladif souci de préciser l'origine ethnique d'un délinquant non Blanc...

Je me suis laissé dire que tout le ramdam fait, durant l'été de 1986, autour de la violence contre les conducteurs d'autobus de Montréal, viendrait du fait que l'un ou l'autre incident aurait eu pour auteurs déjeunes Noirs... Alors que, les années précédentes, on n'avait guère parlé de ces agressions... pourtant plus fréquentes... Des incidents naguère survenus dans le métro avaient eu droit au même genre de publicité, pour des raisons analogues...

On ne dénoncera jamais trop un des travers les plus pernicieux dans les médias, qui a causé un tort immense à la communauté haïtienne du Québec et qui consiste en la propension qu'ont certains journalistes ou informateurs, à vouloir imposer au public leur propre vision étriquée de certains groupes minoritaires et à accorder une attention disproportionnée à tout ce qui peut aller dans cette direction. Doit-on, sous prétexte de liberté d'expression, lâcher la bride sans nuance aux pires inepties et livrer, sans retenue, micro de radio, écran de télévision ou colonnes de journaux, à n'importe quel forcené ?

[138]

[139]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XXI

Rapports avec  
les pouvoirs publics

POLICE - JUSTICE

[Retour à la table des matières](#tdm)

En évoquant, dans ce chapitre, les rapports entre les membres de la communauté haïtienne et les pouvoirs publics, je n'entends pas entamer de débat sur le peu de place des minorités nationales dans la fonction publique au Québec. Je ne saurais néanmoins m'empêcher de souligner que nous avons là un exemple de racisme non déclaré, peut-être, mais fermement appliqué. Comment ne pas déplorer ici le silence presque total et l'absence de réaction ou d'action de la part des divers paliers de gouvernement en présence d'agressions aussi flagrantes, contre la communauté haïtienne, que celles qui se sont données libre cours entre 1982 et 1986, dans le domaine de l'emploi (taxi) et de la santé (SIDA). À part quelques prises de position isolées de l'un ou l'autre membre du Gouvernement du Québec, on a eu droit à un silence éloquent et à une inertie totale.

Au plan municipal, autant dire que l'existence même d'une communauté aussi remarquée a pratiquement été complètement ignorée. Il est à souhaiter que l'administration municipale issue des élections de novembre 1986 aura à coeur d'innover dans ce domaine.

[140]

Je me contenterai, dans ces réflexions sur les rapports entre la communauté haïtienne et les pouvoirs publics, au Québec, de mettre en relief l'attitude des deux institutions où s'incarne, dans la vie de tous les jours, l'action concrète des pouvoirs publics sur les membres de la communauté haïtienne, la Police et la Justice.

I

Il est bien connu que, presque partout, les rapports entre les citoyens ordinaires et la Police ne sont généralement pas faciles. Dans le cas des minorités nationales en provenance de pays où la loi est trop souvent foulée au pied par l'arbitraire et le despotisme, surgit un obstacle supplémentaire : le corps policier qui, dans certains régimes, est en symbiose totale avec l'armée et les corps répressifs, risque d'être perçu comme l'ennemi qu'il faut craindre ou contre lequel on doit, pour le moins, se prémunir.

Pour les membres de la communauté haïtienne dont le pays d'origine émerge à peine de l'effroyable nuit duvaliérienne, je viens presque d'énoncer un truisme. Ce n'est pas seulement la Police (ou l'Armée, c'est tout comme, hélas, même dix mois après Duvalier !), c'est tout l'appareil d'État qui est l'ennemi et les choses ne commenceront à changer vraiment en Haïti que lorsque cet appareil d'Etat deviendra ce qu'il n'a encore jamais été : un service, au bénéfice de la majorité.

Au Québec, où l'on n'ignore pas l'existence de cette pénible situation, la réaction du policier vis-à-vis de membres de la communauté haïtienne prendra trop souvent appui sur cette triste réalité pour se traduire dans une méprisante condescendance : "De quoi vous plaignez-vous ? Estimez-vous heureux de n'être pas aux mains de tontons makout !"

[141]

Les quelques incidents rapportés antérieurement, notamment ceux de la Rue Bélanger, en 1979, suffiraient à établir le bien-fondé de ce que j'avance ici. Interminable, la liste qu'il m'a été donné de pouvoir dresser, depuis 1972, des injustices flagrantes et souvent graves, commises à rencontre de membres de la communauté haïtienne de Montréal, par ceux-là même qui ont pour vocation de protéger les droits des citoyens. Je n'ai pas hésité à le rappeler fermement, en présence des plus hautes instances de la Ville de Montréal et de sa Police, quand je recevais le Prix des Communautés culturelles à l'Hôtel de Ville, des mains du ministre des Communautés culturelles, le 28 mars 1985.

À côté d'actions méritoires, attribuables à des policiers dans le but d'aider, comme il est de leur devoir de le faire pour tous les citoyens, des membres en difficulté de la communauté haïtienne, combien d'abus, de vexations, de harcèlements nettement discriminatoires !

Arrestations arbitraires, particulièrement en week-end, passages à tabac qu'on exécute de façon à ne laisser ni traces ni preuves, propos malveillants en rapport avec la race, la couleur ou la nationalité, contraventions intempestives ou excessives, bref, tout un ensemble intolérable d'attitudes agressives, qui se résument, en version charitablement expurgée, dans une phrase trop souvent entendue des victimes, pour avoir pu être, par elles, inventée : "Vous êtes de trop ici ! Retournez en Haïti ! "

Les travailleurs haïtiens du taxi ne sont pas près d'oublier ce policier qui sévissait, contre eux, vers les années 80, aux abords du terminus de Berri-de-Montigny, avec une telle hargne et de tels excès de zèle, qu'ils l'avaient, malicieusement surnommé : Duvalier...

Des avocats se sont plusieurs fois demandé pourquoi les policiers menottaient les Noirs par-derrière plutôt que par devant, comme ils le font d'ordinaire pour les autres... Et, dans le Mémoire présenté à la Commission de la Sécurité publique de la Police de la Communauté urbaine [142] de Montréal, le 23 mai 1984, je disais mon étonnement qu'aucune des nombreuses demandes soumises systématiquement à la Commission des plaintes de la Police, n'ait jamais pu aboutir de façon satisfaisante.

Depuis septembre 1985, la Direction de la Police de Montréal s'est officiellement engagée dans la voie prometteuse de la concertation avec tous les citoyens et particulièrement ceux des groupes plus ordinairement exposés. Elle a même fait publier une Charte [[27]](#footnote-27) qui rendait l'action de la Police de Montréal enfin conforme à la définition qu'en avait donnée un de ses anciens directeurs :

La Police est le bastion que la société s'est donné pour défendre ses institutions et protéger ses citoyens contre les agressions criminelles [[28]](#footnote-28).

Certains résultats de cette nouvelle orientation ont commencé à se faire sentir, par exemple, le fait que, dorénavant, à chaque poste de Police, on doit pouvoir compter sur la présence d'un policier plus particulièrement affecté aux relations avec les minorités.

À mon avis, ce qui est primordial, dans ce domaine, ce n'est pas tant la proportion des membres des minorités nationales à devoir être admis au sein du corps policier (à Montréal, il faudrait que cette proportion dépasse 25%). Il est beaucoup plus important, à mon sens, de mettre en place des structures et des mécanismes de concertation, entre la Police et ces minorités, surtout par le biais de leurs organismes-clés.

Il faut aussi se garder de tomber dans la tentation qui consiste à considérer une minorité nationale, comme la communauté haïtienne du Québec, ainsi qu'une entité aussi homogène que le corps humain. On doit se méfier de ceux qui veulent exiger d'une telle minorité une détermination, une unité de pensées et d'action que l'on n'est en droit de réclamer d'aucun groupe humain normalement constitué. Il est normal que dans tout rassemblement d'êtres humains, je l'ai plus d’une fois rappelé, même en provenance d'un lieu géographique et culturel commun, il y ait [143] des tensions. Dans le cas présent, il serait hypocrite de s'en scandaliser et d'utiliser ce prétexte futile pour se retrancher derrière cet alibi subtilement raciste, mais plus d'une fois entendu, pour justifier une non-intervention policière dans un conflit entre membres d'une même minorité : "Si vous voulez vous entretuer, nous, on s'en lave les mains !"

C'est dire à quel point il est important d'insister sur la nécessité d'une formation adéquate et continue des policiers, formation rendue encore plus exigeante quand il s'agit pour eux d'intervenir, au Québec, au sein de minorités relativement récentes ou plus visibles, comme la communauté haïtienne. Il faut que le policier soit éveillé à la richesse et à la légitimité des valeurs différentes de celles auxquelles l'avaient habitué son appartenance nationale ou raciale et sa formation première. Il faudra aussi, de toute évidence, faire appel à des compétences provenant du groupe dont on veut apprendre à apprécier les valeurs.

Bien des conflits inutiles pourraient aussi être évités ou rapidement résolus...

En début de soirée, durant l'hiver de 1985, j'ai reçu au Bureau de la rue Marquette, la visite inopinée d'un groupe d'Haïtiens du quartier de St-Michel, à forte concentration haïtienne. Ils cherchaient désespérément un endroit où achever la "neuvaine" consécutive au décès d'un de leurs. L'appartement qu'ils habitaient n'était pas particulièrement exigu, mais les voisins, non haïtiens, ne comprenant rien aux innombrables allées et venues inhérentes à toute veillée mortuaire haïtienne digne de ce nom, avaient porté plainte à la Police qui s'était empressée d'intervenir avec une énergie... tout à fait déplacée, en de telles circonstances.

Plus pathétique encore, le cas de ce père de famille éploré, se précipitant un dimanche matin de l'été 1985, au centre de détention de Parthenais. Son fils, sous le choc d'une dépression grave, s'était emparé du volant de l'ambulance [144] dont les siens avaient requis les services. Retrouvé rapidement, grâce aux indications de la famille, le jeune homme, malgré les supplications de ses parents qui voulaient qu'on le conduise d'urgence à l'hôpital, fut impitoyablement amené en prison... pour vol de véhicule, un vendredi soir. Son père n'a pu le voir le dimanche, car, à son arrivée sur les lieux, on lui a signifié qu'il était lui-même sous le coup d'une arrestation... pour contraventions impayées... On le détient. On vérifie. Deux heures après, on lui déclare sans autre forme que c'était une erreur... et qu'il pouvait partir. L'heure des visites était passée depuis longtemps !

C'est pour faire l'économie de tels impairs que la constitution, au sein de la Police de Montréal, d'une brigade formée principalement de membres des minorités nationales pourrait, à mon avis, avoir des effets bénéfiques tant sur le corps policier que sur la population, si l'on prend chaque fois le soin, en toute prudence et discernement, de vérifier, auprès des minorités concernées, les motivations et le degré d'implication communautaire de ceux qui aspirent à s'agréger à une telle institution.

II

C'est un Québécois qui, parlant, en 1979, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, devenue depuis la Ligue des droits et libertés, tenait ces propos d'une courageuse honnêteté :

Oui, il y a du racisme au Québec... Certains juges ne se gênent d'ailleurs pas pour laisser transparaître leurs préjugés raciaux. Ainsi le juge (X), devant quatre pères de familles haïtiens accusés un peu rapidement de troubler la paix publique disait "se demander ce qui serait arrivé à quatre Québécois impliqués dans des situations semblables dans (leur) pays d'origine". Le juge (Y, de la Commission d'Appel de l'Immigration de Montréal) osait dire à des Haïtiens demandant de demeurer au pays de peur de représailles lors d'un éventuel refoulement dans leur pays : "On dit que la situation en Haïti [145] est épouvantable (c'était en 1974), moi, j'ai récemment lu un article dans la revue *Châtelaine* cela ne me semble pas pire qu'ailleurs" [[29]](#footnote-29).

On comprend, dans ces conditions, que je m'interroge à bon droit sur l'attitude étonnante de certains magistrats dès qu'il est question, devant leur cour, de cause impliquant la discrimination raciale. J'ai déjà rapporté la réflexion inattendue d'un juge décrétant que, dans sa juridiction, "le racisme n'a pas existé, n'existe pas et n'existera pas"... On a trop souvent l'impression que des faits solidement établis devant certains juges sont rejetés du revers de la main ou tellement vidés de leur contenu qu'ils demeurent sans signification.

Je me permets une simple énumération bien de nature à justifier mes inquiétudes :

1. Verdict condamnant... une victime de brutalités policières, nuit de Noël, 1977 [[30]](#footnote-30).

2. Verdict rendu dans la cause rapportée plus haut, d'une des victimes des incidents de la Rue Bélanger, le 20 juin 1977 :

Un noir, aussi bien que tout autre, ferait bien de s'abstenir de se montrer arrogant ou provocant parce qu'il se considère protégé par une loi défendant la discrimination [[31]](#footnote-31).

3. Verdict rendu le 18 janvier 1984 contre une Haïtienne accusée d'avoir... brutalisé des policiers... [[32]](#footnote-32).

4. Condamnation, en février 1984 d'un travailleur haïtien du taxi, victime de discrimination par sa compagnie.

5. Verdicts, déjà rapportés, exonérant de tout blâme la Compagnie Taxi-Moderne (6 juillet 1984) et la Compagnie Coop de l'Est (24 septembre 1984), toutes deux impliquées selon la Commission des droits de la personne du Québec, dans des actions racistes contre des travailleurs haïtiens du taxi.

Un des aspects les plus préoccupants de certaines de ces décisions consiste en la façon qu'ont des juges d'accréditer des insinuations globalisantes qui portent atteinte [146] à la crédibilité ou à l'honorabilité de la communauté haïtienne dans son ensemble. J'en veux pour preuve ces extraits de deux jugements :

Le premier provient d'une cause portée devant la Commission d'Appel de l'Immigration siégeant à Montréal, le 15 février 1975. Une importante fraction de la communauté haïtienne avait été mobilisée à cette occasion, ce qui n'avait pas été sans irriter les juges :

Bien que représenté avec intelligence et dévouement par son procureur, la Cour estime que (X) a été utilisé, abusé, par des personnes qui poursuivent des fins autres que celles pour lesquelles la Loi sur la Commission d'appel de l'immigration existe et, ce faisant, les mêmes personnes n'ont pas respecté la dignité de la personne humaine qui est (X) et la Commission estime qu'il serait inhumain de lui faire porter le poids et la responsabilité d'une situation qu'il n'a ni voulue ni recherchée [[33]](#footnote-33).

Le deuxième extrait provient textuellement de la cause ci-haut mentionnée, d'une Haïtienne accusée d'avoir brutalisé des policiers :

Les faits révèlent qu'il y a eu, de la part de Mme (Y) une intention d'attaquer le policier. Elle a attendu sur le trottoir. Elle continuait sa lutte - contre quoi, je ne le sais pas, peut-être une illusion qu'elle pouvait, au Québec, lutter, peut-être ce genre de lutte qu'elle aurait voulu livrer en Haïti. (...) Je ne sais pas qui, mais on lui a peut-être fait croire qu'au Québec elle avait des droits de susciter des scènes tumultueuses quand elle pense qu'elle est sujette à un traitement différent [[34]](#footnote-34).

Devant cet amoncellement de faits plus inquiétants les uns que les autres, pour le devenir de la communauté haïtienne du Québec, plusieurs attitudes sont possibles : le découragement total qui ne peut que mener au désespoir. La révolte sans issue...

J'estime, pour ma part, que seule une troisième attitude est valable : la lutte opiniâtre et lucide, aux côtés des citoyennes, citoyens, groupes et organismes de plus en plus nombreux, dans la société québécoise, pour exiger et obtenir la mise en place de mécanismes à même de rendre [147] effectives les déclarations de principe reconnaissant à tous, des droits égaux.

La réponse est donc, en grande partie, entre les mains des membres de la communauté haïtienne eux-mêmes et dans les instruments qu'ils ont su ou sauront se donner, selon l'évolution et les aléas de la conjoncture, tant au Québec qu'en Haïti.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[148]

[149]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**QUATRIÈME PARTIE**

Chapitre XXII

La communauté haïtienne du Québec.  
Établissement, entreprises,  
groupes et institutions.

[Retour à la table des matières](#tdm)

En 1978, dans les Haïtiens au Québec, je confiais mon "hésitation à parler, pour le Québec, d'une communauté haïtienne au sens strict". Je me demandais s'il ne serait pas "plus conforme à la réalité de parler plus modestement d'Haïtiens établis au Québec ou, à la rigueur, de groupes haïtiens aux préoccupations souvent divergentes" [[35]](#footnote-35).

Huit ans après, j'avoue éprouver les mêmes scrupules... sauf que l'idée de communauté, un peu mise à toutes les sauces maintenant, il est vrai, est devenue plus familière au sein de la population haïtienne vivant au Québec. J'insiste néanmoins, comme je l'ai déjà fait à diverses reprises, pour que l'on évite soigneusement les affirmations ou les jugements globalisants. La tendance à mettre tout le monde dans un même sac est un travers trop répandu pour qu'on ne mette pas en garde contre elle, à quelque groupe que l'on appartienne, majoritaire ou minoritaire. Je me permets donc, surtout pour ce dernier chapitre, de reprendre à mon compte, mes réserves d'il y a huit ans :

[150]

Bien téméraire serait qui prétendrait esquisser un portrait de l'Haïtien vivant au Québec. Les quelques traits que l'on peut, avec toutes les nuances voulues, tirer d'une attentive observation du comportement de membres d'une importante partie de l'immigration haïtienne au Québec ne peuvent évidemment s'appliquer sans discernement à chaque individu et à chaque cas. Rien de plus dangereux, en cette matière, que les généralisations hâtives et les stéréotypes péremptoires ! [[36]](#footnote-36)

J'ai essayé, un peu à la manière du reporter photographe, de prendre des instantanés de membres de la population haïtienne évoluant dans le réseau humain, souvent sympathique, plus d'une fois indifférent et même parfois hostile, de leur nouvel environnement québécois. Mais, sur ces instantanés, je me suis permis de faire plus que de jeter un coup d'œil distrait ou superficiel. Je ne m'excuserai pas que ce regard porté sur la communauté haïtienne prise sur le vif, soit chargé d'une émotion... viscérale qui se prolonge en réflexions et en prospective. Ma conviction intime a toujours été en effet que si le milieu haïtien en Haïti ou dans ce que l'on appelle couramment maintenant depuis des années, la diaspora, constitue une mine inépuisable de recherches et d'études, les Haïtiens de ce milieu sont, eux, bien autre chose que des cobayes ou de simples objets de curiosité, si scientifique soit-elle. Je reste persuadé que toute recherche, toute étude dans ce domaine, qui n'entend pas apporter son tribut concret et réel à la libération matérielle, intellectuelle, politique bref, humaine, des masses haïtiennes, écrasées par une oppression plusieurs fois séculaire, constitue une monstruosité et une trahison.

Les quatorze ans que je viens de passer au service de la communauté haïtienne de Montréal, au coeur de ses luttes et de ses espérances, m'ont confirmé dans une de mes convictions, acquise au cours de mes années de combat dans les mornes et les campagnes d'Haïti, de Port-Salut à Carice, savoir à quel point il est capital de toujours se mettre à l'écoute, à l'école des secteurs les plus démunis en biens matériels, mais les plus riches en ressources humaines, [151] du peuple d'Haïti, de l'intérieur comme de l'extérieur. Ainsi, un des enseignements de ce que vivent ces secteurs, parachutés en terre étrangère, dans un environnement pour eux si peu naturel, ainsi que je l'ai souligné plus d'une fois, sera le lien vital, organique, indispensable avec le pays d'origine ; ce qui n'a rien à voir avec une certaine nostalgie folklorique ou les regrets des oignons d'Égypte, que l'on peut retrouver dans des milieux économiquement moins défavorisés.

Telle est l'option qui a servi de boussole à tout ce qu'il a pu m'être donné de réaliser dans le cadre des activités et services du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, créé précisément dans cette optique, le dimanche 12 novembre 1972.

La Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal n'avait jamais eu aucun statut officiel ni légal. C'était un groupe informel, se réunissant, depuis décembre 1971, dans le cadre de célébrations communautaires très peu protocolaires, pour des discussions et échanges de vues sur les problèmes de plus en plus complexes des Haïtiens arrivant à Montréal. Le noyau de ces rencontres était constitué d'un petit groupe animé depuis plusieurs années par Karl Lévêque, formant ce que l'on appellerait sans doute aujourd'hui, une Église de base, une de ces Ti Legliz, qui joueront, en Haïti, un rôle de premier plan dans la marche du peuple haïtien vers sa libération.

Karl Lévêque avait dû quitter Haïti, dans les années 60, pour s'adjoindre à la Compagnie de Jésus, expulsée d'Haïti à la même époque par le dictateur François Duvalier. Il était déjà l'aimant autour duquel commenceront à s'agglomérer les matériaux de l'avenir. Chargé, par l'Archevêché de Montréal, d'un mandat non officiel d'Aumônier des Haïtiens de cette ville, il intéressa à ses activités auprès des Haïtiens, un des maîtres du chant religieux populaire haïtien, Joseph Augustin, autour de qui gravitaient déjà des passionnés de la culture populaire haïtienne. Quand, en 1971, j'arrivai d'Europe où j'avais été expulsé [152] par Duvalier en 1969, Karl Lévêque, Joseph Augustin et le noyau de leurs amis décidèrent qu'il fallait mettre à profit mes expériences d'animation en milieu populaire et rural haïtien.

On s'aperçut très vite qu'il était impossible de faire face aux exigences d'une communauté, croissant aussi rapidement en nombre et en défis, sans mettre en place une structure adéquate que, tout spontanément, on baptisa : Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal. Le Bureau se définira, en demandant, en 1974, son incorporation légale au Québec, par une charte signée de ses trois fondateurs officiels : un organisme communautaire, non confessionnel et sans but lucratif, dont les services entièrement gratuits, s'adressent à tous les Haïtiens en vue de faciliter leur adaptation à leur nouveau mode de vie.

Pour mesurer le chemin parcouru depuis 1972 par la communauté haïtienne du Québec, quoi de plus naturel que de faire appel à l'un des organismes qui fut le témoin et l'acteur privilégiés des luttes qu'il a fallu mener, des appuis qu'il a fallu chercher ou canaliser, des abcès qu'il a fallu débrider ou panser. C'est pourquoi, sans prétendre ni vouloir minimiser quelque autre action que ce soit, j'ai tenu à puiser à pleines pages, non pas dans des études ou des écrits, d'ailleurs tardifs, quoique sans doute fort éclairants, mais à même le matériau concret et éprouvé du ras de sol quotidien.

On ne se formalisera donc pas que pour un bref coup d'œil global, quoique nécessairement partiel et incomplet, sur l'établissement de la communauté haïtienne au Québec, devenue, en quelques années, une population d'environ 46 000 personnes, sur l'état de ses entreprises, groupes et institutions, en 1986, je prenne appui sur un petit livret de quarante pages, publié par le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal et intitulé : Bottin de la Communauté haïtienne de Montréal 1985.

[153]

Voici en quels termes, au nom du Bureau de la C.C.H.M., j'annonçais la parution du Bottin de 1985 :

En présentant le premier *Bottin de la communauté haïtienne de Montréal*, en 1979, nous nous étions fixé un double objectif :

D'abord, rendre service aux membres de la communauté haïtienne et aux amis de cette communauté en leur fournissant un certain nombre d'adresses utiles. Ensuite, encourager les entreprises, groupes et organismes existants, à s'affirmer dans le milieu montréalais, par une présence chaque jour plus sérieuse et plus efficace.

En proposant un deuxième Bottin en 1981 et sa réédition légèrement corrigée en 1982, notre dessein était resté fondamentalement le même. Nous notions, dans ce deuxième Bottin, l'expansion prise par la communauté haïtienne. Cette tendance a été s'accentuant : des entreprises nouvelles ont continué à proliférer. Des initiatives ont continué d'être prises : plusieurs excellentes et dignes des plus vifs encouragements. D'autres, moins heureuses, mais qui témoignent toutes, par leur variété et, quelquefois, leur originalité, d'une vitalité certaine. Leur seul nombre est un signe de l'importance, à Montréal, de la communauté haïtienne, dont l'effectif, à la fin de 1984, atteint sans aucun doute, 35 000 membres.

Il est évident que nous ne pouvions, dans ce Bottin rendre compte de toutes les initiatives nées dans la communauté, certaines ayant pour trait leur caractère éphémère : d'autres ont échappé à nos recherches et nous comptons sur les suggestions, les observations et les critiques constructives de tous, pour améliorer la présentation et le contenu d'une éventuelle prochaine édition : certaines ont été omises de propos délibéré, étant donné, qu'à notre avis, elles ne servent pas les vrais intérêts de la communauté. Nous tenons néanmoins à souligner que les énumérations contenues dans ce Bottin ne sauraient constituer un gage de notre part : nous ne faisons pas de réclame, dans ce Bottin pas plus que nous n'avons la prétention d'y [154] dresser de palmarès. Néanmoins, il doit être clair pour tous que nous n'accepterons jamais de cautionner d'aucune manière, quoi que ce soit d'officiellement ou de notoirement contraire aux intérêts réels ou à la dignité de la communauté haïtienne [[37]](#footnote-37).

Si j'ai tenu à reproduire cette page in extenso, c'est qu'à mon avis, elle donne une idée générale assez exacte de l'effort d'organisation qui caractérise peut-être les dernières années de l'évolution de la communauté haïtienne de Montréal. La multiplication des petites entreprises autonomes donne aussi une idée des voies empruntées par beaucoup de membres de la communauté haïtienne pour pallier, de façon industrieuse, les effets désastreux de la crise économique de ces dix dernières années, dont ils ont été plus d'une fois, comme indiqué en temps et lieu, les premières victimes.

Il n'est pas question de relever toutes les listes portées au Bottin qui s'est efforcé de grouper rationnellement les différents champs d'activités occupés par des membres de la communauté : Organismes haïtiens à Montréal ou les environs, ressources utiles à la communauté haïtienne de Montréal.

Sous la rubrique : Organismes haïtiens d'aide à la communauté, le Bottin fournit une douzaine de noms et adresses d'institutions, encore en activité pour la plupart jusqu'en 1986. Parmi les organismes communautaires plus anciens, à noter, outre le Bureau de la C.C.H.M., la Maison d'Haïti, dont la fondation remonte également à 1972, le Mouvement Fraternité Haïti-Québec, créé environ deux ans après. D'autres sont plus récents, comme : le Centre communautaire Secours haïtien, Multi-Aide Haïtien Haïti, le Centre haïtien d'action familiale, le Centre haïtien d'organisation communautaire et de promotion de la culture, etc.

On peut relever d'autres groupes à vocation communautaire au paragraphe : Entreprises ou services haïtiens, qui ne comptent pas moins de 37 rubriques différentes, embrassant [155] toutes les sphères d'activités ; une quinzaine d'épiceries, dont plusieurs dépanneurs, près d'une soixantaine d'associations ou groupes. Il est intéressant de souligner, car c'est un fait assez nouveau dans la communauté haïtienne de Montréal, l'éclosion de plusieurs associations économiques. La création d'une Caisse d'économie, à l'époque du programme de régularisation du statut de 1980, avait suscité un indéniable intérêt dans la communauté. Néanmoins, les accointances de certains de ses dirigeants avec le régime Duvalier, que des événements ultérieurs viendront confirmer, notamment avec la présence à Montréal, en octobre 1985, du tortionnaire Roger Lafontant, lui auront été fatales.

Un phénomène remarquable également, à partir de 1980, aura été la prolifération d'associations dites régionales, regroupant des membres originaires d'une même ville, d'un même bourg, dans le but de créer une sorte de jumelage entre la localité située en Haïti et le groupe vivant à Montréal. En 1986, on comptait plus d'une vingtaine d'associations de ce genre.

Le développement de la communauté haïtienne a favorisé l'éclosion de garderies, une demi-douzaine, fréquentées principalement par des enfants haïtiens, mais ouvertes à tous les autres. À l'autre extrême, le nombre des personnes du troisième âge s'est accru, avec une nette prédominance de l'élément féminin.

Les groupes formant le gros de la première vague migratoire haïtienne, tout en régressant notablement en pourcentage, ont vu leurs effectifs marquer le pas, en nombre absolu. Peu de nouveaux médecins ont pu franchir les obstacles de plus en plus sérieux destinés à leur barrer la route et le nombre de jeunes admis en médecine dans les diverses universités du Québec est dérisoire, même si ceux qui sollicitent l'admission sont nés au Québec ou naturalisés depuis longtemps.

Entre 1976 et 1984, des associations politiques, liées aux deux grandes formations politiques du Québec, le [156] parti libéral et le parti québécois, essayent d'inciter individus et groupes à s'impliquer dans la politique québécoise.

Des associations culturelles, aux ressources limitées ont souvent fait leur possible pour un meilleur rayonnement et une meilleure connaissance de la culture haïtienne. Des congrès, des expositions, des colloques, dont certains d'une tenue remarquable et qui ont mobilisé des effectifs considérables, par exemple, le colloque sur la paysannerie haïtienne, tenu en mars 1980, à l'initiative d'étudiants de l'Université du Québec à Montréal ; le festival culturel Haïti Diaspora I auquel a participé la presque totalité des associations et groupes haïtiens de Montréal, en octobre 1980 ; un séminaire sur l'alphabétisation organisé en juin 1981 à l'Université de Montréal, avec le concours de la Direction générale de l'éducation des adultes ; un colloque sur l'Enfant haïtien en Amérique du Nord, organisé du 23 au 25 octobre 1981, par le Centre de Recherches Caraïbes de l'Université de Montréal ; un colloque ayant pour thème : ethnicité, racisme et société, dû à l'initiative du Centre international de documentation et d'information haïtienne, caraïbéenne et afro-canadienne (CIDIHCA) du 9 au 11 novembre 1984. En 1985, une exposition très remarquée et préparée avec compétence et savoir-faire a permis à des Québécois et à bon nombre d'Haïtiens de prendre, avec la culture populaire haïtienne, un contact fécond et fort enrichissant. Des objets d'art, des instruments de musique, des objets de culte, des peintures, des sculptures, ont été exposés dans un cadre approprié, à l'Université du Québec à Montréal.

Je n'en finirais pas, si je voulais être complet, d'énumérer les manifestations musicales, artistiques ou littéraires qui ont jalonné la vie culturelle de la communauté haïtienne depuis quelques années. Certaines rencontres ont lieu avec une relative régularité. D'autres marquent soit le passage d'auteurs ou d'artistes haïtiens de renommée [157] internationale, comme Martha Jean-Claude, Manno et Marco, Jean-Claude Martineau, Morisseau-Leroy, Jean Brierre, soit des célébrations de troupes ou d'artistes locaux, Mapou-Ginen, Rada, soit encore l'attribution d'une distinction ou d'un prix bien mérité, comme pour le poète-romancier Anthony Phelps, le romancier Émile Ollivier, la musicienne Carmen Brouard.

Les réalisations littéraires et artistiques de membres de la communauté haïtienne du Québec comptent, à n'en pas douter, parmi les plus importantes contributions de toute la diaspora à la culture haïtienne, mais constituent aussi un apport appréciable à l'enrichissement culturel du pays d'accueil. Je tiens à souligner encore que je n'ai pu mentionner que quelques-uns des nombreux événements culturels dont la communauté haïtienne du Québec a été la scène et ses membres les acteurs. Pas seulement, d'ailleurs, des membres de la communauté haïtienne, car plus d'une fois, ces événements se sont déroulés avec la participation très appréciée d'artistes québécois, africains, sud-américains ou autres.

Des associations féminines haïtiennes ont elles aussi tenu des colloques, des tables-rondes de valeur, soit sur la condition de la femme haïtienne et son avenir, soit sur des questions plus générales, comme la santé, l'alimentation, la solidarité avec les femmes des pays en état de libération.

Des associations professionnelles, comme l'Association des médecins haïtiens à l'étranger, l'Association des infirmières et infirmiers haïtiens du Québec, l'Association des enseignants haïtiens du Québec, l'Association des ingénieurs haïtiens, ainsi que des associations d'étudiants ou d'élèves de CÉGEPS ou de polyvalentes ont également apporté une contribution non négligeable à l'enrichissement des connaissances de leur milieu de vie, par l'organisation de journées, de conférences ou de débats, sans compter les rencontres assurées par les différents organismes [158] communautaires dans le cadre de leurs activités.

À partir de 1982, dans le monde haïtien du travail, ce sont les travailleurs haïtiens du taxi (au nombre de 800 à 900) qui sont l'objet d'une véritable campagne raciste orchestrée par des compagnies profitant du peu d'empressement des pouvoirs publics à faire respecter l'esprit et la lettre de la Charte québécoise des droits et libertés. Les travailleurs haïtiens de taxi ne se sont pas laissés écraser.

Dès le début de l'année 1982, ils ont commencé à tenir avec des collègues d'origine québécoise ou autre, avec des effectifs impressionnants, des assemblées de travail ou d'information. Ils ont consolidé une organisation déjà embryonnaire et c'est ainsi que l'Association haïtienne des travailleurs du taxi a pris la tête d'un combat qui dure encore. Rejointe en cours de route par un autre groupe, le Collectif des Chauffeurs Noirs du Centre-ville, elle recueillera l'appui total d'organismes québécois comme la Ligue des droits et libertés, le Mouvement québécois pour combattre le racisme, le Centre de ressources de la troisième avenue. Le Bureau de la C.C.H.M. apportera à ces combats un soutien de tous les instants. Il publiera, en mars 1983, avec l'Association haïtienne des travailleurs du taxi, les deux mémoires présentés par ces organismes à l'enquête de la Commission des droits de la personne du Québec sur les allégations de racisme dans l'industrie du taxi à Montréal. D'autres organismes de la communauté haïtienne interviendront positivement aussi, par exemple par l'envoi, aux instances gouvernementales, de mémoires ou de protestations.

Le scandale du SIDA a fourni à de nombreux Haïtiens et groupes haïtiens l'occasion de serrer les rangs, malgré certaines appréciations pour le moins défaitistes, ne reposant sur aucune donnée réelle.

L'Association des médecins haïtiens à l'étranger (A.M.H.E., Chapitre de Montréal) et plusieurs autres organismes ou associations de la communauté haïtienne [159] groupés dans un comité ad hoc, ont, comme on l'a vu dans un chapitre précédent, tenté l'impossible, auprès de la Croix-Rouge canadienne, de sa section québécoise, du ministère fédéral de la Santé et du Bien-Etre, des différents organismes spécialisés du Québec et du Canada et des organes d'information, pour faire entendre la voix de la raison. Leurs efforts ont été très peu soutenus par les médias et se sont heurtés à un mur d'incompréhension tant du côté de la Croix-Rouge canadienne que du côté du ministère fédéral de la Santé. Ils n'auront pas été inutiles.

L'Association des médecins haïtiens à l'étranger et les autres groupes travaillant de concert avec elle, se sont efforcés de vulgariser, pour la communauté haïtienne les éléments permettant de mieux faire face à une réalité dramatique posant à la science médicale des problèmes inhabituels et souvent insolubles et qui s'attaquait aussi aux membres de la communauté haïtienne comme à ceux de la communauté québécoise, canadienne ou américaine, sans distinction de race, de couleur ou de nationalité.

Joints à ceux d'individus et de groupes québécois avertis et lucides, ces efforts auront permis aux gens de bonne foi de rejeter, comme non scientifiques et non fondées, les affirmations diffusées inconsidérément dans les médias, rangeant les Haïtiens parmi les groupes à risque, pour le SIDA. Même le C.D.C. d'Atlanta, le Centre américain de contrôle des maladies contagieuses, à l'origine de cette publicité de mauvais aloi, est revenu sur ses premières affirmations. Mais le tort causé à la communauté haïtienne tout entière, de l'intérieur comme de l'extérieur, ne pourra jamais être réparé. On ne saura non plus sans doute jamais, les dessous exacts de cette agression gratuite et pernicieuse contre tout un peuple.

J'ai relevé plus d'une fois, la floraison, ces dernières années, d'une quantité considérable de petites entreprises haïtiennes, dont l'énumération, dans le *Bottin de la communauté haïtienne 1985*, ne donne qu'une idée incomplète : près d'une trentaine de salons de coiffure ou de [160] beauté ; une école de conduite automobile ; une agence de presse ; des agences de voyage ; des centres d'éducation, de documentation, d'alphabétisation, dont certains font corps avec des organismes communautaires ; des sociétés de peinture, de théâtre, de danse ou de musique. Parmi ces derniers groupes, mention doit être faite non seulement des mini-jazz et des disco-mobiles destinés à animer les soirées dansantes, mais aussi d'une école de musique et de la Société de recherche et de diffusion de la musique haïtienne qui s'est attelée à la tâche ardue et méritoire de rassembler toutes les productions musicales d'auteurs haïtiens, particulièrement dans le domaine de la musique classique.

À mentionner aussi la constitution de nombreuses équipes pour les amateurs du sport national haïtien, le football (au Québec : "soccer") et de quelques écoles de kick-boxing et surtout de karaté. L'une de ces dernières, le Dojo Soleil, a été longtemps animée et dirigée par Karl Lévêque, qui l'avait mise sur pied dès 1973.

Je me contenterai d'une simple mention des multiples entreprises de transfert d'argent, d'ameublement, de transport, de déménagement, de réparation de voitures ou d'appareils ménagers, de chaussures, de confection de vêtements ; quelques maisons d'édition, de disques ; des imprimeries, des librairies, des restaurants (une dizaine environ), dont certains, chose rare, ont tenu le coup six, sept ou dix ans.

La plupart des entreprises commerciales qui ont vu le jour dans la communauté haïtienne ces dix dernières années se caractérisent par leur dimension modeste et leur fonctionnement artisanal, avec les avantages et les inconvénients que cela comporte dans une société de plus en plus robotisée. Plusieurs ne connaîtront qu'une existence précaire et brève.

Éphémère aussi ou, tout au moins irrégulière, sera l'existence de journaux ou de revues nés dans la communauté haïtienne du Québec : *Nouvelle optique*, *Haïti-Presse*, [161] *Kalfou* pour ne citer que ces trois publications qui ont disparu. D'autres, comme *Collectif Paroles*, *Étincelles*, paraissent à intervalles plus ou moins longs.

Les stands de journaux haïtiens à Montréal devront ordinairement se contenter d'hebdomadaires publiés ailleurs, dans la diaspora, surtout aux États-Unis. Alors qu'une revue comme *Sèl*, éditée en créole, par les Prêtres haïtiens (les Haitian Fathers) de New York, a toujours su maintenir un haut niveau de sérieux et d'analyse, on ne peut pas en dire autant de certains autres organes d'information, basés au même endroit et qui n'ont pas toujours su se garder de verser dans le sensationnel sans fondement ou le potin non innocent.

Un jugement identique pourrait être porté sur certains médias radiophoniques diffusant leurs programmes à Montréal même. Depuis 1975, il y a eu, à Montréal, au moins six émissions haïtiennes régulières de radio et une à la télévision communautaire. Plusieurs programmes télévisés non permanents sur les Haïtiens ont été diffusés sur les chaînes québécoises ou canadiennes. Qu'il me soit permis de rendre ici un hommage ému à ce pionnier de la radio et de la télévision communautaires à Montréal qu'a été Karl Lévêque, pour son respect de ses auditeurs, pour l'acuité et la pertinence de ses analyses, pour la profondeur de ses vues et de ses jugements et pour la solidité de sa documentation, tant dans le domaine politique, que musical, artistique ou religieux.

J'ai déjà rappelé comment Karl Lévêque est à l'origine de ce qui deviendra la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal d'où sortira le Bureau du même nom.

Avec l'officialisation, en 1981, par l'Archevêché de Montréal, de la Mission Notre-Dame d'Haïti, prenait naissance un nouveau point de rencontre pour la communauté haïtienne. En plus des activités liées directement à la pratique de la religion catholique, comme les offices liturgiques assurés en créole, pour des fidèles nombreux, [162] bien des événements à incidence sociale ont commencé à se dérouler en l'église Saint-Édouard, située à l'angle des rues Beaubien et Saint-Denis. Plusieurs familles catholiques continueront néanmoins, comme par le passé, à fréquenter des lieux de culte plus proches de leur résidence.

Les croyants haïtiens de confession protestante ont multiplié leurs lieux de rencontres religieuses. Certains édifices ont même été construits ou réaménagés à cet effet.

Le phénomène observé un peu partout dans le monde, du pullulement de sectes, sévit également au sein de la communauté haïtienne du Québec, comme il se retrouve de plus en plus en Haïti même et pas toujours au bénéfice d'une foi et d'une action éclairées.

C'est à dessein que je ne dirai rien du vaudou dans ces pages. Trop d'ambiguïtés et surtout trop d'inexactitudes courent les rues, à ce sujet, pour qu'on puisse se permettre d'en traiter de façon hâtive et superficielle.

Le terme vaudou, d'ailleurs, dans le créole des campagnes d'Haïti, n'est pas générique, mais sert plutôt à désigner certains rythmes spécifiques d'une pratique religieuse, cultuelle et culturelle qui déborde largement les concepts courants et les catégories occidentales modernes de religion. Il est évident que ces habitudes religieuses, cultuelles et culturelles qui ont imprégné l'existence d'une majorité d'Haïtiennes et d'Haïtiens et dont ils n'ont, d'aucune façon à s'excuser ou à avoir honte, ne sauraient ne pas les accompagner sous des formes parfois nouvelles, dans leur cheminement en terre étrangère. Une attention plus respectueuse, dépouillée de la morgue intolérante de ceux qui se croient seuls détenteurs de la vérité, devrait ouvrir la route à une meilleure, plus juste et plus saine compréhension du vécu et des traditions des fils et filles d'Haïti qui ont gardé un lien plus vital et plus direct avec les croyances ancestrales.

Ce survol trop rapide de la communauté haïtienne en mouvement ou en situation, comme diraient certains philosophes, [163] ne m'a même pas permis de mentionner l'apport ou la présence de groupes ou d'organismes haïtiens en dehors de Montréal, à Québec où existe une association haïtienne tandis que des membres de la communauté haïtienne participent aux activités d'autres groupes pluriculturels ; à Hull, où se préparait et s'éditait *Kalfou* ; à Sherbrooke, lieu de naissance du mouvement des Unités 10-12, à vocation socio-économique et, en dehors du Québec, à Ottawa et à Toronto.

Jusqu'au 7 février 1986, les rapports entre membres et groupes de la communauté haïtienne ne pouvaient pas ne pas se ressentir du climat de méfiance, de délation et de terreur maintenu en Haïti par le régime Duvalier et transporté en diaspora par des émissaires et espions à sa solde. Des amis de la communauté haïtienne ou des intervenants sociaux se sont plus d'une fois étonnés du fait que bien des appartements où logeaient des Haïtiens ne portaient aucun nom d'occupants. Ils étaient moins surpris en apprenant que, malgré ces précautions, parfois excessives, bon nombre de personnes avaient la désagréable surprise, surtout entre 1981 et 1983, de trouver dans leur boîte à lettres et adressées à leur nom, des publications de propagande duvaliériste comme la revue *l'Étendard*, de la très active "brigade jean-claudiste de Montréal".

Si bien des Haïtiens de Montréal ont mieux aimé payer un peu plus cher pour avoir un téléphone confidentiel, ce n'est pas seulement ni principalement parce qu'ils redoutaient des appels internationaux, à leurs frais, en provenance de parents restés en Haïti. Dans beaucoup de cas, c'est qu'ils craignaient d'être importunés ou menacés par l'armée des délateurs stipendiés par le régime Duvalier, via ambassades et consulats. Ce n'est pas pour rien que l'on a assisté, à Montréal, peu après la chute du dictateur, à un DECHOUKAJ [[38]](#footnote-38) bien mérité, dont les auteurs n'auraient jamais dû, bien au contraire, être inquiétés ou harcelés par la loi...

[164]

Voici d'ailleurs ce que m'écrivait à ce sujet le nouveau Consul général d'Haïti à Montréal, en date du 25 avril 1986 :

Je m'empresse de vous informer que j'ai immédiatement donné suite à votre intervention en vue de "l'annulation pure et simple de la plainte formulée à rencontre de quelques citoyens haïtiens qui avaient naguère, participé au DECHOUKAJ du ci-devant consul à Montréal". En effet, au nom du Conseil national de gouvernement, j'ai pris contact à ce sujet avec le bureau de (son) avocat. (...) Je m'efforce d'obtenir que (cette plainte) tombe. Je me réjouirais sincèrement de pouvoir ainsi (...) contribuer à clore ce dossier dans les meilleurs délais.

Les choses commençaient décidément à changer au siège du Consulat de la Place Bonaventure. Un premier geste, aussi insolite que rafraîchissant, de M. Luckner Saint-Preux, n'avait-il pas été de publier, dès le lendemain de sa nomination au début d'avril 1986, une lettre ouverte aux membres de la communauté haïtienne et aux amis des Haïtiens, qui marquait un tournant radical dans les rapports qu'entendait dorénavant entretenir le nouveau représentant d'Haïti avec ses compatriotes ? Son successeur immédiat s'engagera dans la même voie. C'est ainsi qu'en juin, quelques semaines après son entrée en fonction, il se présentait, en compagnie de l'attaché culturel du Consulat, au local du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal. Il tenait à remettre lui-même, au Responsable du Bureau, un grand drapeau haïtien, en hommage à l'action menée par cet organisme qui, selon ses propos termes, a été, pendant près de quinze ans, le véritable Consulat de la communauté haïtienne de Montréal. À la fin d'août 1986, en organisant une remarquable exposition de plus de cent tableaux de peintres haïtiens, vivant en Haïti, M. Auguste D'Meza entendait confirmer ainsi la nouvelle orientation adoptée par les autorités consulaires haïtiennes de Montréal.

Déjà, avant la peu glorieuse fuite du tyran, des groupes s'étaient formés, dans la communauté haïtienne [165] de Montréal, en solidarité avec la lutte menée sur place par le peuple haïtien. L'un d'eux, le Comité d'initiative, d'urgence et de solidarité (C.I.U.S., du nom d'un des trois jeunes tombés aux Gonaïves, le 28 novembre 1985, sous les balles de l'Armée de Duvalier), organisa, avec le concours d'autres organismes de la communauté, une manifestation monstre, le 1er février 1986, dans les rues de Montréal, donnant ainsi l'occasion à plus de 2 000 Haïtiens et amis d'Haïti de signifier leur appui total à un pays écrasé, mais à un peuple debout.

Les jours qui ont immédiatement précédé et suivi le 7 février furent témoins de manifestations dans les rues ou aux abords de lieux privilégiés de rassemblements, comme le local du Bureau de la C.C.H.M., au 6970, rue Marquette. Des groupes de la communauté haïtienne étaient volontiers rejoints par des groupes québécois qui fraternisaient dans l'allégresse générale.

Le jour même du 7 février, des grappes compactes d'Haïtiens et d'Haïtiennes convergèrent très tôt vers le Bureau de la C.C.H.M., inondé d'appels et de visites depuis la fin du mois de janvier 1986. Pour éviter toute complication, je sollicitai d'urgence du Directeur de la Police de Montréal, un permis de manifester, qui fut volontiers accordé sur-le-champ. Un monôme de dizaines et de dizaines de voitures se forma immédiatement et parcourut les rues de la ville à grand renfort de klaxons pour faire partager à tous la joie de la délivrance. Les célébrations se prolongèrent très tard, notamment au sous-sol de l'église Saint-Édouard, avec des milliers de participants.

À partir de cette date, d'une importance capitale pour Haïti et pour la diaspora, beaucoup de groupes et d'organismes de la communauté haïtienne de Montréal, se sont astreints à un travail d'évaluation et de réorientation de leurs activités. Il faudra sans doute un temps assez long pour que des décisions définitives puissent être arrêtées qui tiennent compte et de la nouvelle conjoncture en Haïti et des intérêts bien compris des membres de la communauté [166] haïtienne appelés à demeurer un certain temps ou définitivement dans leur environnement québécois.

Des journées d'étude, de réflexion, d'information se sont organisées un peu partout dans la communauté. Une des plus remarquables a été sans contredit le colloque de deux jours, organisé parle C.I.U.S. les 11 et 12 avril, avec une forte délégation venue directement d'Haïti.

De très nombreux Haïtiens et Haïtiennes exilés ou partis de leur pays depuis très longtemps, parfois plus de 25 ans, comme Karl Lévêque, quittèrent sans délai le Québec pour fouler le sol de leur patrie enfin libérée.

Plusieurs décidèrent d'y rester ou d'y revenir rapidement. Pour d'autres, les délais seront plus longs. Beaucoup d'autres ne pourront pas rentrer. Certains ne le voudront pas. Il y a des choix qui ne se commandent pas. Il n'est peut-être pas hors de propos de retranscrire ces réflexions que je faisais en 1978 :

Nous nous estimons assez près de la réalité en avançant que la mentalité d'une importante fraction de la communauté haïtienne du Québec correspondrait plutôt à celle de l'exilé qu'à celle de l'immigré. Cela ne signifie nullement que la totalité ni même la très grande majorité des Haïtiens vivant aujourd'hui au Québec retournera effectivement s'installer en Haïti advenant un changement radical de la situation présente [[39]](#footnote-39).

Plus que jamais, cette question est d'actualité et elle se retrouve sur bien des lèvres : quel pourcentage de membres de la communauté haïtienne du Québec fera le choix du retour définitif ?

Bien malin qui serait en mesure de le dire ! Pour ma part, à un journaliste québécois de mes amis, qui supputait les chiffres en se fondant sur la moyenne ordinaire de 4 ou 5% de retours d'exode après un changement majeur dans le pays d'origine, je me contentai de lancer : “Tu verras, les Haïtiens, ils vont encore faire mentir tous ces savants pronostics ! Il n'est que d'attendre !”

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de chapitre, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[167]

[168]

[169]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

CONCLUSION

ESPOIRS ET PERSPECTIVES

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je n'osais pas, en 1978, formuler de conclusion à mon ouvrage *Les Haïtiens au Québec*, persuadé que « toute solution authentique des très complexes problèmes de la diaspora haïtienne ne pourra s'élaborer qu'à partir d'un changement radical en Haïti » [[40]](#footnote-40).

Nous voici, aujourd'hui au seuil de ce changement, à l'orée de la Terre promise ! Mais pour la communauté haïtienne du Québec, quel avenir ? Je viens, au terme du dernier chapitre, de donner une... non-réponse... Allons plus loin !

Les instantanés que j'ai fait défiler en les émaillant de réflexions inspirées d'un corps à corps quotidien avec le vécu de la communauté haïtienne de Montréal ont certainement fait ressortir la place de l'échange, de l'enrichissement mutuel, dans les rapports entre êtres humains et, *a fortiori*, entre groupes humains qui se rejoignent.

C'est sur cette note que je voudrais mettre un terme à la description de cet itinéraire d'Haïti au Québec.

La veille du 7 février 1986, je me trouvais à l'hôtel Reine Elizabeth de Montréal, où le premier ministre du Canada devait prendre la parole en vue d'un très proche sommet de la francophonie. Une phrase du discours de M. Brian Mulroney me choqua profondément, mais personne ne la releva ni sur l'heure ni après. Il y a, avait dit en substance le premier ministre, deux sortes de pays qui [170] forment la francophonie : les pays qui donnent (la France, le Canada, la Belgique, la Suisse) et les pays qui reçoivent, c'est-à-dire, les autres...

C'est exactement le contraire que je propose : dans les échanges entre êtres humains, entre groupes humains, entre pays, il n'y a pas ceux qui donnent et ceux qui reçoivent ! Tous donnent ! Tous doivent recevoir !

Haïti et le Québec, le Québec et Haïti ont amorcé, depuis vingt ans, une expérience qui peut être exemplaire, qui doit être extraordinaire !

Enrichissement mutuel d'une communauté au contact d'une autre que tout semblait séparer (climat, géographie, race, moeurs, histoire) sauf peut-être (et encore !) la langue. Et pourtant le cheminement côte à côte, dans le même environnement, aux prises avec les mêmes problèmes, les mêmes incompréhensions, a permis, dans plus d'un cas, des rencontres revigorantes.

Les Haïtiennes, les Haïtiens qui resteront au Québec, ont eux aussi à relever d'exaltants défis, d'un autre ordre cependant que les défis avec lesquels se collettent déjà ceux qui sont retournés. Délivrés désormais de tous les vieux réflexes de la peur et de la honte, ils peuvent dorénavant, marcher la tête haute. Respectueux des droits et des acquis du peuple du pays d'accueil, qu'ils fassent que, dans les faits, ils soient, eux aussi, citoyens à part entière.

Mais ils peuvent également, comme le C.I.U.S. en a si bien tracé la voie, être les maillons privilégiés de la chaîne de solidarité qui désormais relie Haïti au Québec sur la base de rapports conçus et réalisés sur un pied de parfaite égalité, dans la vérité et dans l'estime réciproque. Et surtout ils constituent un réservoir humain, préparé, adapté, sans ambition ni volonté de puissance, où l'intérieur pourra puiser, à pleines mains, en toute confiance.

Les Québécois, amis d'Haïti, savent que la coopération véritable n'est pas, premièrement une question d'argent, mais d'option pour l'autre, avec l'autre.

[171]

L'argent, certes, il en faut ! Le Québec des années 60 et d'après, en a fait l'expérience en bénéficiant des centaines de cadres haïtiens tout préparés et des milliers de travailleurs ne marchandant ni leurs forces ni leur savoir-faire. Ce ne sera que justice, mais une justice en fraternité, si Haïti peut compter sur des fonds judicieusement répartis et utilisés, car ni les cadres, ni les ressources humaines, ni la détermination de créer un pays neuf, un pays beau, un pays sain, ne manquent aujourd'hui en Haïti.

Ensemble, Québec et Haïti, ensemble Haïtiens, Haïtiennes au Québec et Haïtiennes, Haïtiens en Haïti, tant de choses sont dorénavant possible !

[172]

[173]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[174]

[175]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

Appendice I

Discours de réception du Prix  
des Communautés culturelles 1985  
à l'Hôtel de Ville de Montréal  
le jeudi 28 mars 1985

[Retour à la table des matières](#tdm)

Monsieur le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration,

Monsieur le Maire de Montréal,

Madame la sous-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration,

Mesdames, Messieurs, chers amis !

Il serait vain d'essayer de cacher mon émotion devant cette manifestation d'estime et de sympathie dont je suis l'objet aujourd'hui. J'avoue avoir été un peu abasourdi quand, répondant machinalement au téléphone, le 14 mars, j'ai eu au bout du fil, M. Gérald Godin lui-même me demandant de but en blanc si j'acceptais le prix décerné pour 1985 par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Un seul mot peut résumer l'émotion qui m'étreint aujourd'hui et c'est un mot très simple : merci ! Je remercie, Monsieur le Premier Ministre du Québec qui, je le sais, avait tenu à présider lui-même cette cérémonie, et en a été empêché. Merci également à M. le Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration avec qui j'ai l'honneur d'entretenir, depuis sa première accession à ce Ministère, [176] des rapports empreints d'une franche cordialité ! Merci aux membres du jury qui ont fait porter sur moi le choix issu de leurs délibérations et à tous ceux et celles qui ont pris l'initiative de soumettre ma candidature !

En acceptant cette distinction qui m'échoit aujourd'hui, je tiens, ne serait-ce que très sommairement, à associer à cet hommage quelques-uns et quelques-unes de ceux et de celles qui l'ont rendu possible. Je veux dire : mes collaboratrices et collaborateurs immédiats d'hier et d'aujourd'hui, au Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, sans lesquels mes efforts au service de la communauté haïtienne et montréalaise depuis ces douze dernières années n'auraient jamais pu concrètement aboutir.

Collaborateurs et collaboratrices d'hier ! La très grande discrétion qui a toujours été une des caractéristiques de leur dévouement constant et désintéressé m'interdit de citer des noms ce soir ; mais j'estime que ceux et celles qui, dès le début et pendant de longues années, ont partagé avec moi les joies, les peines et les labeurs du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, ont le droit de considérer pleinement comme leur, l'honneur qui m'est fait aujourd'hui.

Il en va de même a fortiori pour mes collaborateurs et collaboratrices actuels. Et qu'ils sachent, de plus, que le dynamisme jeune, désintéressé et d'une rigoureuse probité qu'ils affirment dans leurs initiatives et leur action de tous les jours, a ma plus entière confiance et ma plus totale approbation.

Une pensée de gratitude aussi à ceux et celles qui ont été ou sont actuellement les très dévoués membres du Conseil d'Administration du Bureau de la C.C.H.M. auxquels je joins volontiers les très nombreux et irremplaçables bénévoles, attachés si activement à la réalisation des objectifs du Bureau !

Je ne saurais non plus passer sous silence l'apport souvent anonyme, mais combien indispensable de tant [177] d'autres membres de la communauté haïtienne qui répondent avec empressement chaque fois que leur aide est sollicitée ou qui bien souvent offrent de mettre spontanément au service des leurs, leur temps, leur expérience et leur savoir.

L'an dernier, à pareille époque, je confiais à M. le Ministre Gérald Godin que le choix, comme premiers récipiendaires du prix des Communautés culturelles, de trois membres du Centre social d'aide aux immigrants (C.S.A.I.) rejaillissait un peu sur le Bureau de la C.C.H.M. Et il me fait plaisir de dire publiquement ici que c'est en grande partie grâce à l'aide compréhensive, fraternelle et efficace du C.S.A.I. et en particulier de son ancienne Directrice, Sr Thérèse Benguerel, que le Bureau de la C.C.H.M. a pu voir le jour et faire ses premiers pas ! Ce n'est que par la suite, après plusieurs mois, que des subventions de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, puis du ministère de l'Immigration du Québec et d'autres institutions, ont permis à cet organisme de se consolider et de se développer. Que tous en soient remerciés profondément !

Que soient également remerciés les groupes et individus de la communauté d'accueil auprès desquels j'ai eu l'avantage de rencontrer une chaude et vivifiante compréhension ! La liste serait trop longue à dresser de journalistes, syndicalistes, avocats, travailleurs de tous horizons et de toutes conditions qui ont fait LEUR notre combat pour plus de justice, dans la dignité, l'estime et la fraternité ! De Jean-Claude Leclerc ou Paul Bélanger à Juanita Westmoreland en passant par Louise Gagné ou Lizette Gervais (si tragiquement éprouvée dans sa santé), que de noms ne devrais-je pas évoquer ici comme autant de témoins de la réalité et de la puissance de l'amitié, de la solidarité et de l'ouverture aux autres !

La reconnaissance, l'approfondissement et le développement de la culture et des valeurs haïtiennes, ainsi qu'une ouverture toujours plus grande à la culture et aux [178] valeurs des diverses communautés du pays d'accueil s'inscrivaient au coeur des préoccupations qui ont présidé à la fondation du Bureau de la C.C.H.M. en 1972.

Je suis heureux de saluer, en l'événement qui nous rassemble aujourd'hui, le signe tangible de la volonté des responsables politiques du Québec de faire en sorte que tous ceux et toutes celles qui sont appelés à vivre sur le sol québécois soient à même de s'accomplir pleinement et de parfaitement s'épanouir. Certes, dans ce cheminement parfois pénible, bien des obstacles, dus principalement à l'incompréhension, à l'ignorance et à la désinformation, doivent encore être surmontés. J'aime à penser que le geste posé aujourd'hui, non pas tant envers ma propre personne qu'envers la communauté haïtienne du Québec, est lourd de réalisations à venir prochainement. Ainsi, il est hors de doute que l'application résolue et accélérée des programmes d'accès à l'égalité ne contribuera pas peu à donner à la communauté haïtienne ainsi qu'à de nombreux membres de groupes minoritaires, les moyens de faire reconnaître concrètement, dans les faits et la vie de chaque jour, leur statut de citoyens à part entière, permettant d'éviter ou de redresser des aberrations aussi flagrantes et inacceptables que celles qui se sont récemment étalées au grand jour dans l'industrie du taxi. L'application rigoureuse de l'esprit et de la lettre des articles de la Charte québécoise des droits et libertés concernant ces programmes permettra, il faut l'espérer, de mettre un terme à cette escalade aussi absurde qu'inexpliquée de violence et d'injustices de la part d'éléments de certains corps policiers contre des membres de la communauté haïtienne de Montréal. C'est ainsi que, depuis quelque temps, se multiplient des incidents inquiétants où l'on retrouve comme constante, le fait que l'agressé, sollicitant la protection de la loi, se voit traité en agresseur et pénalisé comme tel !

La cérémonie dont j'ai l'honneur d'être le bénéficiaire aujourd'hui se situe, par un hasard providentiel, au [179] début des trois mois d'une campagne lancée, à travers le monde, par Amnistie Internationale en faveur des prisonniers d'opinion en Haïti.

Je ne saurais oublier à quel point Monsieur le Premier Ministre, dans une lettre qu'il m'adressait le 15 août 1980, s'inquiétait du sort fait au peuple d'Haïti. Bien des membres de cette population haïtienne ont pu bénéficier, à partir d'octobre 1980, des mesures dictées par la compréhension qu'avait le Gouvernement du Québec de la situation prévalant dans leur pays. Un peu plus de 4 000 personnes ont pu ainsi prendre place, ouvertement, au sein de la communauté haïtienne du Québec qui atteint et dépasse peut-être maintenant le nombre de 35 000. Population très largement laborieuse, industrieuse, paisible et fière, au nom de laquelle je me permets aujourd'hui de remercier Monsieur le Premier Ministre du Québec et son gouvernement !

Et, en terminant sur cette note de remerciement pour la lucidité dont a fait preuve le Québec vis-à-vis d'une situation que tant d'autres gouvernements refusent de voir en face, je ne puis m'empêcher d'évoquer un homme qui a su insuffler un dynamisme si prometteur au Ministère qui lui avait été confié en 1976. Cet homme a été la cheville ouvrière de ce mouvement de lucide sympathie qui a abouti aux mesures de régularisation de 1980. Je suis sûr que Monsieur le Ministre Gérald Godin a gardé en mémoire cette rencontre du dimanche 23 novembre 1980 au cours de laquelle, avec des centaines d'autres membres de diverses communautés culturelles, de très nombreux Haïtiens sont venus démontrer à Monsieur Jacques Couture, la saisissante vérité d'un apophtegme de notre terroir : "Nou pa manje manje bliye"... Ce que traduit parfaitement certaine devise bien connue de nous tous : "Je me souviens !"

Merci !

[180]

[181]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

Appendice II

Message de vœux, enregistré le 20 décembre 1985, par Paul Dejean, Responsable du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, à la demande de Radio-Canada et diffusé, à l'intention des auditeurs du Québec, de l'Ontario et d'autres provinces du Canada, au cours d'une émission radiophonique spéciale, dans les premières heures du 1er janvier 1986.

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je parle ici au nom de l'organisme que je représente, le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, mais je me permets d'associer également tous les membres de la communauté haïtienne, les quelque 39 ou 40 000 membres de la communauté haïtienne qui vivent au Canada et particulièrement dans la province de Québec et je souhaite que tous ceux qui forment le peuple du Canada actuellement, puissent vivre dans la paix, faite de justice, de fraternité et de solidarité.

La communauté haïtienne, particulièrement celle de Montréal, aimerait que tous, ensemble, nous puissions, en cette année 1986, prendre davantage conscience des droits, que tous les citoyens de ce pays ont et doivent avoir effectivement.

Ceci d'abord en pensant aux tout premiers habitants de ce pays, les autochtones et à tous les autres immigrants qui sont venus dans ce pays.

Certes, ce message de paix, de fraternité, de justice et de solidarité a une résonnance toute particulière pour la communauté haïtienne en ce 1er janvier. Car la date du 1er janvier marque aussi la naissance de la nation haïtienne.

[182]

Ce pays qui a 182 ans d'indépendance, car il est né un 1er janvier 1804. Et notre message d'espoir va, particulièrement, à la jeunesse haïtienne. Une jeunesse qui, durant les dernières semaines de 1985, a su donner à toute la population haïtienne, tant de l'intérieur que de la diaspora, une leçon extraordinaire de courage, devant sa détermination de revendiquer, les mains nues, face à une oppression de 28 ans, les libertés essentielles et indispensables au véritable développement du pays d'Haïti.

Nous avons ferme espoir que cette révélation de la conscience qu'ont les jeunes d'Haïti, de leur devoir et de l'immense tâche de redressement qui les attend, nous avons ferme espoir que cette révélation aboutira, rapidement, à un véritable changement dans le pays d'Haïti. Et que l'indépendance que nous avons conquise en 1804, sera, à nouveau, l'indépendance du nouveau pays d'Haïti, en 1986 !

[183]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

Appendice III

Adieu à Karl Lévêque

[Retour à la table des matières](#tdm)

Version française de : KAL, OREVWA ! Adieu prononcé par Paul Dejean aux funérailles de Karl Lévêque, en l'église du Sacré-Coeur de Port-au-Prince, le mardi 25 mars 1986. À l'orgue, durant toute la cérémonie, un ancien camarade d'école et de musique de Karl, Michel Dejean, dont une partie du chœur, Voix et Harmonie, a exécuté plusieurs chants, dont : Mwen fèt nan yon bel ti peyi (Je suis né dans un beau petit pays). J'ai fait la version française du texte créole pour les confrères jésuites et les amis québécois de Karl, le 18 juin 1986, trois mois, jour pour jour, après la tragédie...

ADIEU ! KARL !

Karl ! Vieux frère ! Depuis ces quinze ans que nous luttons côte à côte à Montréal, c'est bien la première fois que tu ne réponds pas à mon appel ! Pourtant, je sais bien que tu ne dors pas, car même quand tu dormais, il t'arrivait de nous parler au téléphone, à nous, tes amis...

C'est à toi et à toi seul que je veux aujourd'hui m'adresser !

S'il en est qui ne te connaissent pas bien et qui voudraient savoir qui tu étais, pour les Haïtiens de Montréal, c'est près de ton cercueil qu'ils auraient dû se trouver et là, ils auraient vu, de leurs propres yeux, ce que tu avais voulu réaliser, ce que tu as réalisé, au sein de ces Haïtiens de Montréal, forcés de s'expatrier !

[184]

Indicible, leur douleur, en te contemplant couché là, de tout ton long, privé de tout mouvement, comme un cadavre !

Non ! Ce ne pouvait pas être toi ! Toi, toujours si plein d'allant ! Tu n'aurais pas pu tenir en place, dans cette foule amie, venue te voir et, pour chacun, comme d'habitude, tu aurais un petit mot spécial ! Car c'est toi, le lien qui a permis que toute cette grande famille puisse se rassembler autour de toi !

Dès ton arrivée à Montréal et surtout dès l'année 1971, tu as tout mis en oeuvre à cette fin et tu y as investi toutes tes énergies ! Non que tu courais après un quelconque pouvoir ni aucun autre de ces peu honorables privilèges dont font si grand cas tant de combinards m'as-tu-vu et sans scrupule !

Grâce à toi, nombre d'Haïtiens peuvent se féliciter d'avoir retrouvé, à Montréal, une vraie famille, une communauté ! Et cette communauté ne s'est pas édifiée à coup de prêches ou de messes... encore que ce soit au cours des premières célébrations eucharistiques que tu animais, que tu as jeté les bases de ce solide édifice que devait devenir le Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, dont tu étais le rempart et la pierre d'angle !

Et c'est par ta pratique toute simple et sans façon, parmi tes soeurs et frères haïtiens de Montréal, que tu nous montrais le chemin ! Et la plus belle preuve que tu ne t'es pas dépensé en vain, c'est la présence, autour de ta dépouille, de toute la communauté de Montréal, dès l'annonce de la catastrophe !

Cette présence de toute la communauté, je sais qu'elle t'a fait chaud au coeur. Et comme tu étais versé dans les Écritures, comme en tant d'autres choses encore, sans en faire un vain étalage, je suis sûr, qu'au contact de tout ce peuple haïtien de Montréal, tu n'as pu t'empêcher de fredonner, dans ton coeur, ce chant du Roi David :

Oui, vraiment ! Qu'il est bon ! Oui, vraiment ! Qu'il est doux de vivre en frères, tous ensemble ! (Ps. 133,1)

[185]

Ta mère et ton père, tes frères et ta sœur et tous les tiens ont de quoi être fiers de toi ! Si les circonstances t'ont obligé à les quitter dès ta prime jeunesse, ils savent maintenant que c'était pour fonder, à Montréal, une autre famille, tellement nombreuse, qu'il est impossible à quiconque d'en faire le décompte !

Karl ! Vieux frère ! La dernière fois que je t'ai vu vivant, c'était le 7 mars, à l'aéroport de Port-au-Prince, le jour où tu rentrais à Montréal. Tu allais faire tes valises pour retourner en forme et définitivement dans ton pays, où tu voulais, comme à Montréal, continuer à te dépenser pour tes soeurs et frères haïtiens. Et tu n'avais pas choisi Port-au-Prince : C'est dans le diocèse de Jérémie que tu voulais œuvrer dans ton pays, après un exil de plus d'un quart de siècle !

Tu voulais venir jouer ton rôle au sein du peuple haïtien, à la faveur de cette deuxième Révolution qu'il a commencée, sans armes, en 1985. Tu as répondu : présent ! avec toute ton âme, avec tout ton esprit, avec tout ton coeur, pour aider à empêcher que l'on ne ravisse sa Révolution au peuple haïtien.

Tu savais que le DECHOUKAJ du 7 février n'est qu'un premier pas, majeur, de cette deuxième Révolution du peuple haïtien. Les autres suivront ! Tu savais qu'une fois entré en scène comme il l'a fait depuis des mois, l'acteur principal, le peuple haïtien, tiendra bon et mènera la lutte, sans pouvoir être DECHOUKE, malgré les Uzi, malgré les armes, malgré les manœuvres des politiciens retors, malgré le chantage des multinationales et les pressions de pays étrangers ! Et il est décidé à se battre, les mains nues, pour que tous, en Haïti, mais surtout les plus écrasés : paysans, ouvriers, domestiques, fassent respecter leurs droits, en toute dignité, en toute liberté, en toute démocratie, en toute justice !

Karl ! Mon frère ! je ne me sens pas la force de dresser le bilan de toute cette richesse que vient de perdre notre [186] pays en te perdant, bêtement, ce mardi 18 mars, à 10 h. du matin, dans un hôpital de Montréal !

Permets que ton vieux frère te fasse un dernier et modeste cadeau, avant que tu t'en ailles !

J'ai eu beau me creuser la tête, je n'ai rien trouvé d'autre qui pourrait te faire autant plaisir.

Ce cadeau, je le tiens d'un de tes élèves de karaté, un de nos amis très chers, qui a été comme un fils et pour toi et pour moi. Ce cadeau, il me l'a fait le 21 février 1986, la veille du jour où je m'apprêtais, moi aussi, à regagner mon pays, après un exil de plus de 16 ans !

Ce cadeau, c'est un petit poème que m'a dédié Nounous. Mais quand, au téléphone, je lui ai fait part de mon intention de te le remettre, il m'a répondu : "Normal ! Karl et toi, c'est l'envers et l'endroit de la même médaille ! "

Et il se trouve, Karl ! vieux frère ! que c'est ta propre machine à écrire que j'utilise pour te recopier ce poème, aujourd'hui !

[187]

**COQ DE COMBAT**

Gronde l'orage

Jamais ne bronche

Dur au labeur

Le sang, qu'importe !

Passez, tempêtes

Son coeur tient bon

Bœuf impavide

Sous le couteau !

Le canon tonne

Ferme à son poste

Lutteur sans faille

Il lutte à mort !

Jour après jour

De sueur, de sang

Moissonnera

Pleine mesure !

Poindra l'aurore :

Pas de "Peut-être !"

À lui demain

Demain de gloire !

[188]

[189]

D’HAÏTI AU QUÉBEC

**PREMIÈRE PARTIE**

Appendice IV

Pour déchouker l’apartheid

Rencontre avec Mgr Desmond Tutu  
Évêque de l'Église épiscopale de Johannesburg, Afrique du Sud  
le 2 juin 1986, au 3007, Rue Delisle, Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

Monseigneur,

C'est avec une très grande joie et autant d'émotion que je conclus ces interventions de membres des communautés noires de Montréal, si heureuses et si fières de vous avoir parmi elles aujourd'hui !

Nous ne négligerons rien pour que soit entendu de tous votre message au Canada et à cette Amérique du Nord qui appartient aussi, et à part entière, à ces fils et filles de nos communautés dont les racines se retrouvent dans l'Afrique noire.

Les tragiques événements dont votre peuple est victime depuis des années et tout particulièrement ces derniers jours, montrent à quel point le monde dit libre s'est éloigné des grands rêves d'égalité et de fraternisation universelle qui animaient les rédacteurs de la Charte des Nations Unies, en 1945.

Il est plus que temps que tombent les masques et que cette volonté de puissance et d'oppression qui anime une portion minoritaire des habitants de notre planète cesse d'imposer sa loi (la loi de la force, la loi de la violence), à [190] ces deux tiers du monde que constituent les peuples dits sous-développés et qui, en réalité, sont bien plutôt des peuples sur exploités.

N'est-il pas navrant d'apprendre que, durant ce dernier week-end (des 30 et 31 mai), il a fallu plus de trois heures de discussions aux Nations Unies, pour que, devant les 159 pays représentés, la France et l'Angleterre finissent par admettre qu'une part au moins de la désastreuse situation économique que connaît une bonne partie du continent noir est attribuable à la colonisation ! Comme si ce n'était pas là une évidence ! Comme s'il n'est pas plus que temps que l'on clame bien haut qu'il faut que prenne fin l'exploitation, par le tiers du monde, des richesses et de la force de travail des deux tiers du monde ! Car, il importe de le répéter : nous ne sommes pas le tiers monde, mais bien les deux tiers du monde et c'est de notre sueur et de notre sang à nous, peuples surexploités des deux tiers du monde, que sont bâtis les empires et l'opulence dont s'enorgueillit avec morgue, le tiers du monde qui nous écrase !

Puissent ceux qui ont applaudi aujourd'hui, Monseigneur, vos propos si pleins de chaleur, de finesse et d'angoissante lucidité, être convaincus dorénavant que des monstruosités comme le régime d'APARTHEID ne sont en fait que des alibis destinés à couvrir une honteuse et injustifiable exploitation de l'humain par l'inhumain...

C'est de l'éditorial du quotidien montréalais *Le Devoir* d'aujourd'hui même que j'extrais, Monseigneur, cet encouragement à la poursuite et à l'heureux aboutissement de votre courageuse croisade pour l'éradication, le déchoukage de l'APARTHEID :

Un quart de siècle de honte, c'est trop ! Vingt-cinq ans d'apartheid, c'est une insulte à la dignité de la conscience humaine. Peu importe les considérations diplomatiques, peu importe les calculs stratégiques, les Occidentaux n'ont plus le droit de se taire. Toute autre forme de tergiversation est lâcheté (p.6).

[191]

Permettez, Monseigneur, que, fils de cette terre d'Haïti qui a vu, en 1804, les esclaves noirs se dresser victorieux pour briser les chaînes de l'esclavage et de la colonisation pour ériger le premier État noir indépendant des temps modernes, fils de cette terre d'Haïti dont le Peuple et particulièrement la jeunesse viennent de donner au monde entier un exemple de détermination et de courage en renversant, les mains nues, une des plus atroces dictatures de notre époque (fermement soutenue jusqu'à l'extrême limite par les Puissances dites ... civilisées !), fils de cette terre d'Haïti, dont le Peuple, dorénavant et à jamais debout, ne mendie ni armes, ni l'aumône d'une prétendue aide alimentaire, mais est farouchement déterminé, avec la compréhensive amitié des peuples frères, à retrouver sa liberté et sa dignité pleine et entière, permettez, Monseigneur, que je souhaite à votre peuple, à vous... et à nous tous, d'en arriver sans délai à éradiquer, à déchouker l'APARTHEID, pour établir en Afrique australe, une vraie nation d'hommes et de femmes où compteront, non la couleur de la peau ou la forme du nez... mais les valeurs traditionnelles et ancestrales d'accueil, de respect de l'autre, bref, de l'amour véritable, dans le plein accomplissement de la justice !

[192]

[193]

**D’HAÏTI AU QUÉBEC**

Indications  
bibliographiques

[Retour à la table des matières](#tdm)

La quarantaine de titres qui suivent ne saurait constituer une véritable bibliographie sur Haïti et les Haïtiens. Elle peut néanmoins être utile, pour mieux comprendre les questions soulevées ou suggérées dans ce livre d'Haïti au Québec. Les livres énumérés sont pour la plupart facilement accessibles aux lecteurs du Québec. Beaucoup de ces publications contiennent une intéressante bibliographie. On notera qu'un nombre élevé d'entre elles a paru au Québec, mais cela n'est rien en regard de la masse d'écrits publiés au Québec sur Haïti et les Haïtiens ou par des Haïtiens.

ANGLADE, Georges

[*L'espace haïtien*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/anglade_georges/mon_pays_dhaiti/mon_pays_dhaiti.html)*.* Les presses de l'Université du Québec, Montréal, 1974.

BARTHÉLEMY, Gérard et CICÉRON, Willy

Mémoire de l'Association haïtienne des travailleurs du taxi à la Commission des droits de la personne du Québec.

In : *Le racisme dans l'industrie du taxi à Montréal*,Imp. Eben-Ezer ltée, 1983, Montréal, 32 p., pp. 25-31.

BEBEL-GISLER, Dany

*La langue créole force jugulée*. Ed. l'Harmattan, Paris et Nouvelle optique, Montréal, 1976

[194]

BEBEL-GISLER, Dany et HURBON, Laënnec

[*Cultures et pouvoir dans la Caraïbe*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/hurbon_laennec/cultures_et_pouvoir/cultures_et_pouvoir.html)*. Langue créole, vaudou, sectes religieuses en Guadeloupe et en Haïti*. Idoc, Éditions l'Harmattan, 1975, 140 p.

CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES

*Enfants de migrants haïtiens en Amérique du Nord*. Actes du Colloque sur l'Enfant haïtien en Amérique du Nord. Santé, scolarité, adaptation sociale 23, 24, 25 octobre 1981 Montmagny, Qué., 1982, 133 p.

CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES

*Famille, travail et réseaux migratoires*. Annexe méthodologique. Rapport No 11, Université de Montréal, avril 1895, 30 p.

CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES

*Les jeunes haïtiens de la seconde génération Adaptation psychosociale*. Rapport No 16, Université de Montréal, novembre 1985, 62 p.

CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES

*Perception et vécu du racisme par des immigrantes et immigrants haïtiens du Québec.* Rapport No 15, Université de Montréal, juillet 1985, 39 p.

CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES

*Trajectoire socio-professionnelles des immigrantes et des immigrants haïtiens au Québec.* Rapport No 10, Université de Montréal février 1985, 125 p.

[195]

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

*Espace et identité nationale en Amérique latine II.*

Christian GIRAULT : *La genèse des nations haïtienne et dominicaine (1492-1900)* CNRS, Paris, 1981, 133 p., pp. 5-34.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

*Villes et Nations en Amérique latine.* Christian GIRAULT et Henry GODARD : *Port-au-Prince dix ans de croissance (1970-1980).* CNRS, Paris, 1983, 179 p., pp. 155-179.

CHARLES, Jean-Claude

*De si jolies petites plages*. Nouvelle optique/Stock, France, 1982, 239 p. [Sur les boat-people haïtiens]

CORNEVIN, Robert

*Le théâtre haïtien des origines à nos jours*. Éditions Leméac, Canada, 1973, 301 p.

DAUPHIN, Claude

*Musique du Vaudou. Fonctions, structures et styles*. Naaman, Sherbrooke, Que., 1986, 184 p.

DEJEAN, Mont-Rosier

*Simples propos monétaires*. La gourde haïtienne face au dollar américain dans la circulation monétaire en Haïti et l'emprunt 1947 de la libération financière. Éditions Séminaire adventiste, Port-au-Prince, 1972, 114 p.

DEJEAN, Paul

In : *Bottin de la Communauté haïtienne de Montréal 1985*. Imp. Eben-Ezer ltée, Montréal, 1985, 39 p.

[196]

DEJEAN, Paul

[*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html). Presses de l'Université du Québec, Québec, 1978, 189 p.

DEJEAN, Paul

Mémoire du Bureau de la C.C.H.M. à la Commission des droits de la personne du Québec. In : *Le racisme dans l'industrie du taxi à Montréal*. Imp. Eben-Ezer ltée, 1983, 32 p., pp.7 à 23.

DEJEAN, Paul

*Problèmes d'alphabétisation en Haïti*. Mémoire polycopié. Institut catholique de Paris, 1963, 65 p.

DEJEAN, Paul et Yves [Pôl DEJAN, Iv DEJAN]

Yon konstitisyon : Pou ki sa ? Pou ki moun ? Imp. Rodriguez, Port-au-Prince, novembre 1986, 27 p.

DEJEAN, Yves

*Comment écrire le créole d'Haïti.* Collectif Paroles, Montréal, 1980, 252 p.

DEJEAN, Yves

*Dilemme en Haïti : français en péril ou péril français ?* Éditions Connaissance d'Haïti, N.Y., 1975, 57 p.

EUROPE

*Jacques Stephen Alexis et la littérature d'Haïti*, 49e année, No 501, janvier 1971, Les éditeurs français réunis, Paris 252 p.

FATTIER, Dominique, in :

*Études créoles, culture, langue, société*. L'atlas linguistique et ethnographique d'Haïti après une année d'existence. AUPELF, Université de Montréal, vol IV, No 2, 1981, pp. l 11-150.

[197]

FOUCHE, Franck

*Vodou et théâtre*. Nouvelle optique, Montréal, 1976, 122 p.

GOURAIGE, Ghislain

*La Diaspora d'Haïti et l'Afrique* Naaman, Sherbrooke, 1974, 196 p.

HURBON, Laënnec

[*Culture et dictature en Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/hurbon_laennec/culture_et_dictature_en_Haiti/culture_et_dictature_en_Haiti.html). L'Harmattan, Paris, 1979, 207 p.

HURBON, Laënnec et BEBEL-GISLER, Dany

[*Cultures et pouvoir dans la Caraïbe langue créole, vaudou, sectes religieuses en Guadeloupe et en Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/hurbon_laennec/cultures_et_pouvoir/cultures_et_pouvoir.html)*.* Idoc, Éditions l'Harmattan, 1975, 140 p.

LAMOTTE, Aleyda

*Les autres Québécoises*. Étude sur les femmes immigrées et leur intégration au marché québécois. 2e édition, ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, Québec, 1985, 109p.

LAROCHE, Maximilien

[*Le miracle et la métamorphose. Essai sur les littératures du Québec et d'Haïti*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/laroche_maximilien/miracle_et_metamorphose/miracle_et_metamorphose.html). Les éditions du jour, Montréal, 1970, 239 p.

LEMOINE, Maurice

Sucre amer

esclaves d'aujourd'hui dans les Caraïbes.

Encre, France, 1981, 292 p.

[Sur les coupeurs de canne haïtiens en République dominicaine]

LÉVEQUE, Karl

*Haïti, la dictature, la diaspora, le peuple.*

Éditoriaux 1980-1983 de l'émission Les Flamboyants

[198]

C.I.B.L., Montréal, textes polyc, dépôt légal 1er trimestre 1983, Montréal, 167 p.

LIRUS, Julie

*Identité antillaise*. Éditions caribéennes, Paris, 1979, 263 p.

MORAL, Paul

*Le paysan haïtien*. Maisonneuve & Larose, Paris 1961, Reproduction Les Éditions Fardin, Port-au-Prince, Haïti, 1978, 375 p.

MILLET, Kethly

*Les paysans haïtiens et l'occupation américaine 1915-1930*. Collectif Paroles, La Salle, Que., 157 p.

MOROSE, Joseph P.

*Pour une réforme de l'éducation en Haïti*. Fribourg, Suisse, 1970, 176 p.

PRICE-MARS, Dr Jean

[*De Saint-Domingue à Haïti. Essai sur la Culture, les Arts et la Littérature*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174842). Présence africaine, Calvados, France, 1959,170 p.

REVUE DU GEREC

(Groupe d'Études et de Recherches de la créolophonie). Espace créole, No 2, Imp. Antillaise Saint-Paul Martinique, 1977, 114 p.

REY, Ghislaine

*Anthologie du roman haïtien de 1859 à 1946.* Éditions Naaman, Sherbrooke, 1978, 197 p.

TROUILLOT, Michel-Rolph

*Ti difé boulé sou istoua ayiti Koléksion lakansièl*, N.Y. 1977, 221 p.

[199]

TABLE DES MATIÈRES

Préface [iii]

Avant-propos [1]

PREMIÈRE PARTIE

DU SOLEIL... AUX GLACES [7]

Chapitre I. Haïti-Quisqueya, la terre, le premier peuple [9]

Chapitre II. Esclaves, mais debout [13]

Chapitre III. Une île, deux peuples frères [17]

Chapitre IV. Antillais ? Latino-américain ? West indian ? Africain ? [21]

DEUXIÈME PARTIE

TERMINUS QUÉBEC [27]

Chapitre V. L'exode ou ? L'exode pourquoi ? L'exode comment ? [29]

I) Un exode forcé [30]

II) Un exode politique [30]

III) Un exode des masses [31]

IV) Un exode tous azimuts [32]

Chapitre VI. La migration haïtienne au Québec [35]

I) Première vague migratoire [36]

II) Deuxième vague migratoire [38]

A. Les causes [38]

L'extension de la terreur duvaliériste [38]

Le durcissement des lois d'immigration de certains pays [39]

La relative tolérance des lois canadiennes de l'immigration [40]

B. Les faits [43]

III) Troisième vague migratoire [44]

IV) Quatrième vague migratoire [48]

TROISIÈME PARTIE

LA POPULATION HAÏTIENNE AU QUÉBEC [57]

Chapitre VII. Courbe de l'immigration haïtienne au Québec [59]

Chapitre VIII. Catégories d'admission [65]

Chapitre IX. Groupes : âge, sexe, scolarité, emploi, non-immigrants, clandestins, étudiants [67]

I. Âge et sexe [67]

II) Scolarité [68]

III) Emploi [69]

IV) Non-immigrants, clandestins, étudiants [71]

Chapitre X. Tableau de la population haïtienne au Québec en 1986 [75]

QUATRIÈME PARTIE

ÉCUEILS ET ACQUIS [81]

Chapitre XI. Mythes et leçons des "découvertes" [83]

Chapitre XII. Accueil ou rejet [85]

Chapitre XIII. Accueil et instances gouvernementales [87]

I) Ciel d'orage [87]

II) Éclaircies [88]

III) Germes d'espoir [90]

Chapitre XIV. Accueil et milieu d'accueil alliances et liens privés [93]

Chapitre XV. Appuis publics et massifs [97]

Chapitre XVI. Tensions et frictions : racisme et discrimination [103]

I) Qu'entend-on ici par racisme [104]

II) Racisme et colonialisme [105]

III) Gravité et perversité du racisme [106]

IV) L'existence du racisme au Québec [107]

Chapitre XVII. Un bilan très partiel [111]

Chapitre XVIII. Rapports avec les citoyens et les institutions [121]

Chapitre XIX. Services sociaux, services éducatifs [127]

I [127]

II [128]

Chapitre XX. Rapports avec les médias d'information [135]

Chapitre XXI. Rapports avec les pouvoirs publics [139]

I [140]

II [144]

Chapitre XXII. La communauté haïtienne du Québec. Établissement. Entreprises groupes et institutions [149]

Conclusion. Espoirs et perspectives [169]

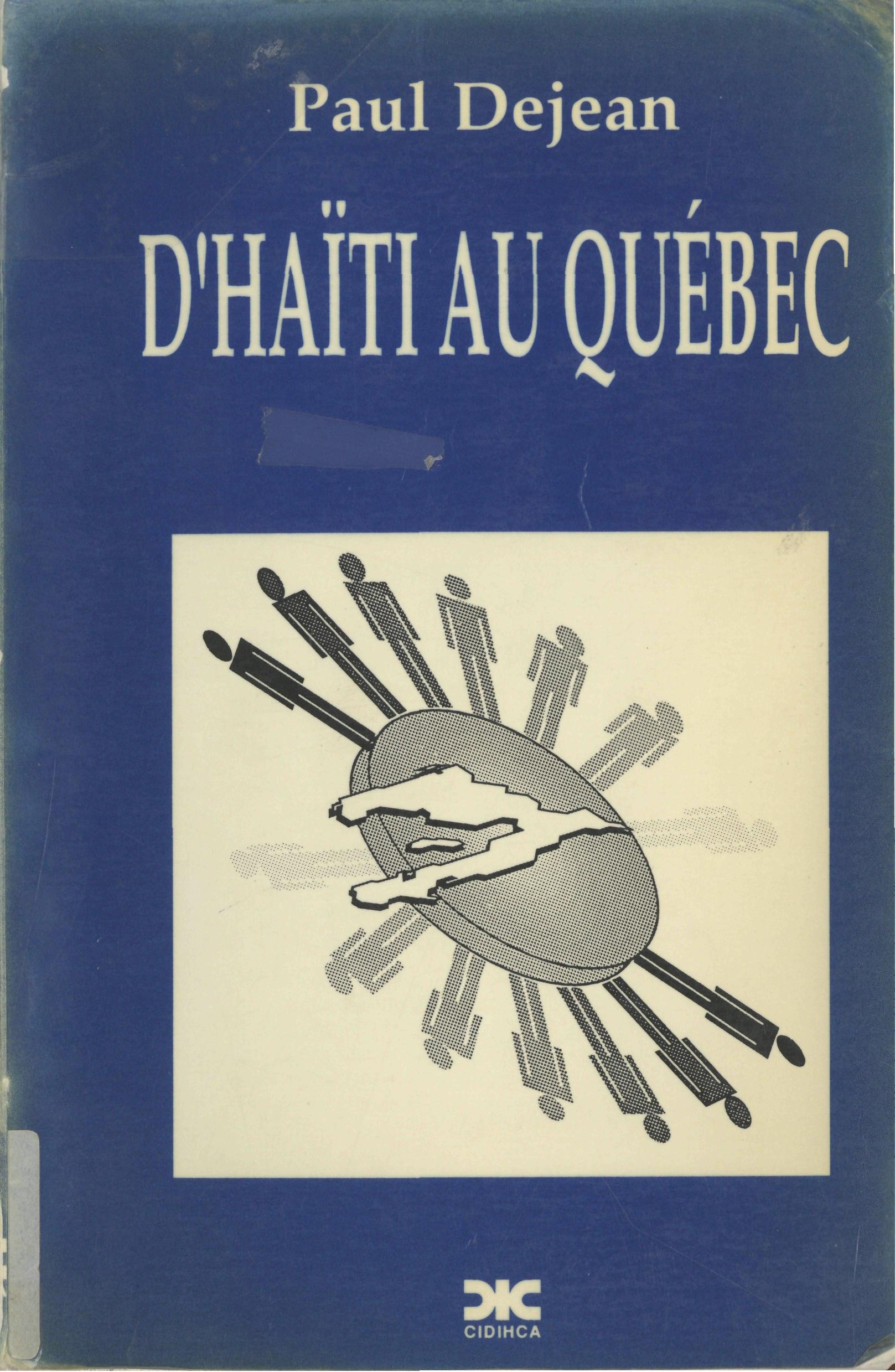
Appendice I. Discours de réception du Prix des Communautés culturelles 1985 à l'Hôtel de Ville de Montréal le jeudi 28 mars 1985 [175]

Appendice II. [181]

Appendice III. Adieu à Karl Lévesque [183]

Appendice IV. Pour déchouker l'apartheid [189]

Indications bibliographiques [193]



Quatrième de couverture

D'HAÏTI AU QUÉBEC

Paul Dejean

Né à Port-au-Prince le 9 janvier 1931, Paul Dejean a eu l'avantage de passer une bonne partie de sa vie d'adulte en province et dans les campagnes d'Haïti (Camp-Perrin, Port-Salut, Capotille, Chantai, Carice).

Après ses études primaires et secondaires à Saint-Louis de Gonzague, Port-au-Prince, il vécut trois ans aux États-Unis (notamment dans le Massachusetts), puis quatre ans au Canada, où il obtint, coup sur coup, avec grande et très grande distinction, deux licences à l'Université d'Ottawa (1954-1955).

Rentré dans son pays en 1955, il se consacra principalement à l'enseignement secondaire et à l'animation de groupes de jeunes, avant de mettre à profit, de 1961 à 1963, une demi-bourse du gouvernement français, pour taire, à l'Université de Paris, des études d’anthropologie et de linguistique et pour obtenir, à l'Institut catholique de Paris, une licence ès sciences sociales.

Il eut ensuite la possibilité de réaliser, en Haïti, des expériences d'animation, d'enseignement secondaire et postsecondaire et d'alphabétisation en milieu rural, puis en milieu urbain. De 1966 à 1969, il mit sur pied et dirigea, à Port-au-Prince, un foyer pour jeunes, originaires de province et, dès 1962, collabora à la parution de divers travaux de traduction biblique et liturgique en créole, ainsi qu'à la création et à la rédaction de la revue Église d'Haïti.

Brutalement expulsé de son pays vers la France, par François Duvalier le 15 août 1969, il enseigna, au niveau secondaire, durant deux ans à Genève (Suisse), puis durant un an à Montréal, avant de se consacrer, jusqu'en septembre 1986, à la direction du Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal, centre communautaire qu'il contribua à créer en 1972.

Rentré d'exil dès le 22 février 1986, il a fondé et dirige, depuis août de la même année, le Sant Kal Levèk (Centre Karl Lévêque), dont les programmes sont principalement axés sur l'alphabétisation, les droits humains et la réintégration sociale d'anciens réfugiés.

CIDIHCA

Les éditions du Cidihca

Design : Publicom Design

C. Saint-Germain

ISBN : 2-920862-41-3

CIDIHCA

Fin du texte

1. Un morne en cache un autre. [↑](#footnote-ref-1)
2. Dominique Hyppolite. [↑](#footnote-ref-2)
3. Gilles Vigneault. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cité dans : Espace et identité nationale en Amérique latine, II, CNRS, Paris, 1981, p.9. [↑](#footnote-ref-4)
5. Ibid. [↑](#footnote-ref-5)
6. Georges Anglade : L'espace haïtien, P.U.Q., 1974, p. 39. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cité dans : *Espace et identité nationale en Amérique latine*, II, CNRS, Paris, 1981, pp. 14-15. [↑](#footnote-ref-7)
8. Dany Bébel-Gisler : La langue créole, force jugulée, Paris, l'Harmattan et Montréal, Nouvelle optique, 1976. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le Devoir, 30.10.79. La Presse, 7.11.79 [↑](#footnote-ref-9)
10. Cf. Sources citées au tableau de la population haïtienne au Québec en 1980. [↑](#footnote-ref-10)
11. Pp. 39-42. [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir tableau : page 78 [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir : [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), 4e partie. [↑](#footnote-ref-13)
14. [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), p. 166. [↑](#footnote-ref-14)
15. Thierry Hentch : *Bulletin de liaison du MQCR*, Montréal, no spécial, 3e trim. 1984, p. 41. [↑](#footnote-ref-15)
16. Léon Poliakov : *Le racisme*, Seghers, 1976, p. 36. [↑](#footnote-ref-16)
17. Voir la note (3) du chapitre XXII de la quatrième partie. [↑](#footnote-ref-17)
18. Voir : Daniel Hill, *The Freedom seekers - Blacks in Early The Book society of Canada Ltd*, 1981, p. 6 [↑](#footnote-ref-18)
19. Franklin Allien : *O Canada mon pays, mes amours*, Paris, La pensée universelle, 1977, p. 48. [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir, outre : [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), p. 99, la Caribbean Review, vol. XI, Winter 1982, p. 38. [↑](#footnote-ref-20)
21. Pour d'autres groupes de la communauté noire, cf. : Juanita Westmoreland-Traoré, *Le Devoir*, 9 juillet 1979, p. 4 ou les déclarations de membres de groupes noirs de l'ouest de Montréal, parus dans les journaux de cette ville entre juin et septembre 1986 sur le racisme, ainsi que les documents du Centre de recherche-action sur les relations raciales (C.R.A.R.R.), Montréal, à partir de 1984. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Le Journal de Montréal*, 8 juillet 1982, p. 8. [↑](#footnote-ref-22)
23. *La Presse* (Montréal), 6 juillet 1982, p. A-5. [↑](#footnote-ref-23)
24. *Le racisme dans l'industrie du taxi à Montréal*, Mémoires présentés par le Bureau de la C.C.H.M. et l'Association haïtienne des travailleurs du taxi, Imp. Eben-Ezer Ltée, Montréal, 1983, pp. 15-16. [↑](#footnote-ref-24)
25. *[Les Haïtiens au Québec](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html)*, *op. cit*., pp. 94-95. [↑](#footnote-ref-25)
26. Voir les archives du Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne, Caraïbéenne et Afro-canadienne (CIDIHCA), sur le colloque des 9-10-11 novembre 1984, tenu à l'Université de Montréal, avec pour thème : Ethnicité, racisme et société. [↑](#footnote-ref-26)
27. Voir, par ex. Colloque du C.R.A.R.R., 6 décembre 1985. [↑](#footnote-ref-27)
28. Henri-Paul Vignola : Les Policiers de la C.U.M. et les Citoyens. *Le Devoir*, Montréal, 4 juillet 1979. [↑](#footnote-ref-28)
29. Paul Bélanger : *Le racisme et les Québécois*. Le Québécois, mars 1979. [↑](#footnote-ref-29)
30. Cour supérieure, Montréal, cause 500-05-029114780, 8.11.82. [↑](#footnote-ref-30)
31. *Ibid*. cause 500-05-0076653-809,15.11.82. [↑](#footnote-ref-31)
32. Cour municipale de Montréal-Nord, jugement du 18 février 1984, pp. 29 et 32. [↑](#footnote-ref-32)
33. Jugement Houle, 15.2.75. [↑](#footnote-ref-33)
34. *Op. cit*., Cour municipale de Montréal-Nord, jugement du 18 février 1984, pp. 29 et 32. [↑](#footnote-ref-34)
35. [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), op. cit., p. 104. [↑](#footnote-ref-35)
36. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-36)
37. *Bottin de la Communauté haïtienne de Montréal*, 1985, Imp. Eben-Ezer Ltée, Montréal, p. 5. [↑](#footnote-ref-37)
38. Le terme *DECHOUKE* est un très vieux mot créole, couramment utilisé dans le sens du vieux terme français : dessoucher ou essoucher, enlever les souches (en créole : CHOUK), éradiquer, arracher. On le retrouve dans le créole parlé et écrit, d'avant février 1986. Ainsi, Yves Dejean s'en sert dans le sens de faire disparaître la famine (dechouke grangou), *Aprann li*, p. 201, Center for Human Services, Haitian American Training Institute, N.Y., 1983. Karl Lévêque aussi, dans un de ses éditoriaux du dimanche à l'émission *Les Flamboyants*, qu'il animait à C.I.B.L.-M.R, Montréal. Cf. Textes polycopiés, 1980-1983 : *Haïti, la dictature, la diaspora, le peuple Montréal*, janvier 1983.

    Le texte de Karl Lévêque est d'une si extraordinaire actualité, que je ne puis ne pas le citer en entier (le mot *dechouke* a été souligné dans le texte même) :

    La leçon du 28 novembre c'est qu'au pays, il n'y a encore (et je parle au présent) aucune organisation politique capable d'assumer les revendications populaires, capable d'une stratégie non seulement défensive mais offensive pour dechouker les satrapes corrompus qui se moquent de la misère du peuple et se félicitent de l'argent, des armes, que leur donne Washington pour maintenir, dans ce pays des Caraïbes la paix des cimetières (29 novembre 1981, p. 86).

    Avec les divers mouvements qui ont précédé la chute de J. Cl. Duvalier, le 7 février 1986, l'utilisation du terme s'est généralisée en Haïti. Le mot s'est même universalisé puisque certains commentateurs s'en sont servis pour désigner peu après, l'éviction de Marcos, aux Philippines.

    Il n'est peut-être pas sans intérêt de retranscrire ici, d'abord tel quel, puis, en orthographe officielle, un bref récit de Michel-Etienne Descourtilz, 1775-1835 : *Voyages d'un Naturaliste, au continent d'Amérique Septentrionale, à Saint-Yago de Cuba, et à Saint-Domingue, et ses observations Faites*. Paris 1809, Dufart, père, Libraire-Editeur :

    Toussaint, passoit à l'Arcahaye, et demandait (...) « Aï... aï !... aï ! monde layo mauvais oui ! ! ! moue di yo baliser [...) yo dessoucher même. (t. II, p. 261)

    (Ayayay ! Moun la yo move wi ! Mwen di yo balize, yo dechouke menm). [↑](#footnote-ref-38)
39. [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), op. cit., p. 108. [↑](#footnote-ref-39)
40. [*Les Haïtiens au Québec*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dejean_paul/Haitiens_au_Quebec/Haitiens_au_Quebec.html), op. cit., p. 171. [↑](#footnote-ref-40)